

Les Relations
entre la
Roumanie et l'U.R.S.S.
depuis le traité de Versailles

Thèse pour le Doctorat

présentée et soutenue le 15 décembre 1936 à 13 heures 30

PAR

Stefan St. GRAUR

Président : M. LE FUR, Professeur.

Suffragants { MM. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, Professeur.
BASDEVANT, Professeur.

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

—
1936

Les Relations
entre la
Roumanie et l'U. R. S. S.
depuis le traité de Versailles

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs.*

Les Relations

entre la

Roumanie et l'U.R.S.S.

depuis le traité de Versailles

Thèse pour le Doctorat

présentée et soutenue le 15 décembre 1936 à 13 heures 30

PAR

Stefan St. GRAUR

Président : M. LE FUR, Professeur.

Suffragants { MM. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, Professeur.
BASDEVANT, Professeur.

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

—
1936



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552210_0030

INTRODUCTION

Aucune question n'est plus délicate ni surtout plus complexe que celle de nos rapports avec l'U. R. S. S. ; je tâcherai de rappeler nos relations avec les Soviets, les conversations et les pourparlers qui se sont succédé pendant la période qui a suivi le traité de Versailles, aussi bien que la reprise des relations normales dans ces dernières années.

Tenter d'éclaircir objectivement ces relations, c'est manifester au monde entier le désir de paix de la Roumanie et son attachement irrévocable au pacte de la Société des Nations.

Je me propose, pour faire mieux comprendre nos rapports avec l'U. R. S. S., d'esquisser en quelques lignes nos relations depuis Pierre le Grand jusqu'au traité de Versailles, c'est-à-dire depuis que l'Etat russe est entré dans le concert européen jusqu'à la formation de la Société des Nations, époque qui nous servira de point de départ pour notre étude.

On sait très bien qu'à peine l'Etat russe formé, le rêve de sa diplomatie avait été la conquête des Détroits et de Constantinople et la marche vers l'Occident.

Au cours de plus de deux siècles, l'expansion de l'em-

pire russe s'était faite selon une même directive. La possession de la Bessarabie était pour lui d'une importance capitale, car il devenait ainsi riverain du Danube. C'est pour cette raison que les Russes ont poursuivi cette politique d'expansion.

Mais je dois commencer par une autre remarque, sur laquelle je voudrais insister. Tous les peuples dans l'étendue de l'Empire romain sont formés de trois éléments importants :

1^o La vieille population autochtone ;

2^o Les colons, en l'espèce, les Romains, et,

3^o Les populations barbares germaniques. Tous les trois sont à l'origine, parmi les pays les plus importants, des peuples français, italien, espagnol, portugais.

Mais à la formation du peuple roumain, le troisième élément, l'élément germanique est remplacé par l'élément slave et par là même, nous les Roumains, nous avons une raison de plus d'avoir avec l'U. R. S. S. des relations plus étroites que n'importe quel autre peuple latin. Il ne faut donc pas oublier que dans les veines du peuple roumain coule non seulement du sang romain, dace et scythe, mais aussi quelques gouttes de sang slave.

Pourtant les principautés roumaines n'ont jamais cessé d'être à la merci du peuple russe. Pays riche, parcouru par d'importants fleuves et rivières, situé aux bouches du Danube, elles avaient été pendant longtemps le théâtre de guerres entre Turcs et Russes.

CHAPITRE PREMIER

Bref historique des relations russo-roumaines depuis Pierre le Grand jusqu'au traité de Versailles.

I

DU RÈGNE DE PIERRE LE GRAND JUSQU'A L'UNION.

Le règne de Pierre le Grand fut caractérisé par l'expansion territoriale ; il rechercha l'amitié des princes roumains Cantémir et Brancovan avec lesquels il signa, le 13 avril 1711, un traité d'amitié.

Nous en citerons à titre d'exemple un article :

« La Moldavie obtiendra ses anciennes frontières jusqu'au Dniester, toutes les forteresses resteront au pays. Pour le moment, jusqu'à ce que la principauté soit organisée, des places fortes seront occupées par des garnisons impériales, mais une fois le pays rétabli, elles seront occupées par des troupes moldaves. » (N. P. Comnène : « La question de Bessarabie », *Revue de Genève*, n° 48, juin 1924, p. 772-778.)

Il ne faut pas oublier qu'en Roumanie, comme d'ailleurs dans presque tous les pays, il y a des opinions différentes quant à la politique extérieure.

Aussi la tentative de suzeraineté russe rencontra-t-elle de l'opposition dans la classe dirigeante des boyards. « Au

nom du Dieu Sauveur », Pierre le Grand se donne le rôle de protecteur des orthodoxes contre les musulmans. La lutte se termine par la défaite des Russes à Stănilesti en Moldavie, et les pays roumains deviennent la proie des Turcs. A partir de ce moment, la politique tant intérieure qu'extérieure des principautés est à la merci des Russes, par suite de l'alliance entre le Tsar et les principes roumains.

Sous le règne d'Anna Ivanovna, les principautés sont envahies par les armées de la Tsarine.

Une nouvelle période dans la politique extérieure commence sous Catherine II.

Le projet de l'impératrice en ce qui concerne les pays roumains était de les soumettre ; l'impératrice désirait la reconnaissance de l'indépendance des principautés roumaines par la Turquie, et le Danube comme frontière, mais l'Autriche et la Prusse s'y opposaient.

La première guerre turco-russe de 1768 se termina par le traité de Koutchouk-Kaïnardji (juillet 1774) par lequel la Russie obtenait le droit de protection générale de la religion orthodoxe dans toutes les possessions de la Turquie (article 7), donc aussi en Moldavie et en Valachie.

Pour réaliser son programme, un rapprochement de l'Autriche et de la Russie s'imposait et, en 1781, une alliance entre Joseph II et Catherine II fut conclue.

Le but en était de restaurer l'ancien Empire grec en faveur de Constantin, petit-fils de Catherine II. En cas d'échec, la nouvelle « Dacie » devait prendre naissance et être gouvernée par un favori de l'impératrice, Potemkine, mais en aucun cas elle ne pouvait être annexée ni par les Turcs ni par les Russes. Cette incorporation déguisée des principautés rappelle la tactique suivie par Cathe-

rine II en Pologne. De toutes ces combinaisons résultèrent de nouvelles hostilités entre les Turcs et les Russes ; la paix de Iassy du 29 décembre 1792 porta la frontière russe sur le Dniester. La Moldavie et la Valachie gardaient leur régime antérieur et la Turquie s'engageait à respecter leurs droits. Ainsi le projet caressé par Catherine échouait, mais les conséquences de sa politique furent très désastreuses.

Les principautés roumaines furent russifiées par des généraux russes au moyen des lois et règlements moscovites.

Une nouvelle tentative de partage fut projetée sous l'empereur Paul I^{er} et fut reprise après sa mort par Alexandre I^{er}. Elle aboutit au rapt de la Bessarabie en 1812.

La Sublime Porte, en 1802, par un « hatti-chériff », nous dit l'historien roumain Sturdza, décida que la Turquie ne pouvait destituer les hospodars des principautés roumaines qu'avec le consentement de la Russie.

Pendant l'expédition de Bonaparte en Egypte, un traité de paix intervint entre la Russie et la Turquie. La première obtenait la nomination en Moldavie du prince Alexandre Morouzi et en Valachie de Constantin Ipsilanti ; tous les deux grands partisans de la politique russe.

Vers 1806, les armées moscovites occupèrent les principautés et la Turquie déclara la guerre à la Russie.

Un revirement se produisit alors dans l'attitude de la Russie qui chercha à se rapprocher de la France.

Les entrevues des empereurs Alexandre I^{er} et Napoléon à Tilsitt en 1805 et à Erfurt en 1808, aboutirent à la conclusion, le 12 octobre 1808, d'une convention secrète, par laquelle Napoléon garantissait à Alexandre

l'acquisition des principautés danubiennes ; en revanche, les troupes russes devaient se retirer du pays roumain. La Russie revendiquait l'annexion des principautés.

Le traité d'Erfurt avait poussé la Turquie à rechercher l'alliance de l'Angleterre et en 1812 la guerre entre la France et la Russie fut déclarée. Celle-ci retira une partie de ses troupes des principautés. Le Tsar se contentait pour le moment de la Bessarabie. Les frères Morouzi vendirent la Bessarabie aux Moscovites. Napoléon d'ailleurs, par une dépêche, les invitait à ne pas conclure la paix. Les frères Morouzi consentirent, pour de l'argent, à dissimuler la dépêche et le rapt de la Bessarabie fut accompli. Le traité de paix de Bucarest, le 16 mai 1812, par son article 4, attribuait à la Russie tout le territoire entre le Pruth et le Dniester.

La politique de Catherine II et d'Alexandre I^{er} fut ponctuellement continuée par Nicolas I^{er}. L'empereur de Russie conclut avec la Sublime Porte, le 7 octobre 1826, la « Convention d'Akkerman ». Le « hattî-cheriff » de 1802 fut rétabli. Les hospodars, élus pour sept ans, ne pouvaient être destitués avant terme sans le consentement de la Russie. Un acte additionnel joint à la convention, confirmait le traité de Bucarest de 1812 et la Sublime Porte reconnaissait le protectorat de la Russie sur les principautés roumaines, transformant tous les traités antérieurs en « un droit reconnu de la façon la plus solennelle ». (Graur : *La Roumanie et le Tzarisme*, Paris, 1897, p. 31.)

Les consuls russes furent transformés en proconsuls et, grâce à leurs pouvoirs illimités, ils gouvernaient d'une façon dictatoriale. En même temps, la Révolution grecque éclata. La Russie, dans la convention d'Akkermann, ne parlait plus des Grecs.

Une nouvelle guerre russo-turque éclata en 1827, mais le gouvernement russe, qui avait jusque-là désiré poursuivre la politique traditionnelle de Catherine II, la modifia alors et aboutit, sous la pression de l'Autriche, de l'Angleterre et de la France, à la signature de la paix d'Adrianopol, le 14 septembre 1829. Le traité d'Adrianopol obligeait Nicolas I^{er} à restituer à la Turquie presque toutes les conquêtes faites pendant les années 1828-1829. La Russie avait le droit d'occuper pendant dix ans les principautés ; elle obtenait l'embouchure du Danube, mais le Pruth devait former la limite entre l'empire Turc et la Russie. La Turquie s'engageait à payer les contributions de guerre, et à ne pas se mêler de l'administration intérieure des principautés roumaines. Enfin, la Grèce fut reconnue « Etat indépendant ».

L'article 5 du traité garantissait le respect des privilèges et immunités accordés aux principautés par les traités antérieurs.

Le comte Paul de Kisseleff mis à la tête du pays roumain devenait un bienfaiteur pour toutes les classes de la société roumaine et « l'ami de la nation ». La législation russe s'affirmait par « le règlement organique », œuvre de russification.

« La Russie, nous apprend Zablotsky Dessiatovsky, dans son livre sur *Le comte Kisseleff et son temps*, intervenait dans les affaires du gouvernement des principautés à cause des provinces voisines. Elle essayait d'assurer le bien-être aux habitants des provinces roumaines afin de donner par les effets de la nouvelle organisation un témoignage moral de sa générosité aux peuples chrétiens des Balkans ; elle affermissait ainsi davantage son influence en Orient. » (Graur, *op. cit.*, p. 41.)

Le rapprochement de la Turquie et de la Russie décida celle-ci à renoncer à l'occupation des principautés. En 1848, lors de la révolution dans les principautés, les deux puissances se mirent d'accord pour l'étouffer. Le traité de Balta-Liman du 19 avril 1849 décida que les hospodars seraient nommés par le Sultan, d'accord avec la Russie. Les armées turco-russes occupèrent les principautés jusqu'en 1851.

« Si pour l'Europe, l'invasion des barbares prend fin à la prise de Constantinople par les Turcs, pour les pays roumains cette invasion ne se termine qu'au traité de Paris de 1856. » (Graur, *op. cit.*, p. 44.)

En 1853, les armées russes franchirent le Pruth, occupant les principautés roumaines. La France, l'Angleterre et l'Autriche se mirent du côté de la Turquie. Pendant le siège de Sébastopol, l'empereur Nicolas I^{er} mourut et son successeur Alexandre II signa, le 16 mars 1856, le traité de Paris.

Les conditions principales de ce traité furent les suivantes :

1^o Cession de la partie Sud de la Bessarabie à la Moldavie ;

2^o Renonciation du protectorat russe sur les principautés roumaines ;

3^o Neutralisation de la mer Noire.

Tous les points indiqués ci-dessus touchent de près les principautés roumaines.

Dans l'article 20 du susdit traité, on parle de rectifier les frontières « pour mieux assurer la liberté de la navigation du Danube ». (Boldur Alex. : *La Bessarabie et les relations russo-roumaines*, Paris, Gamber, 1927, p. 31.)

La neutralisation de la mer Noire et la rétrocession de

la Bessarabie ont donc été les points principaux du traité de Paris.

Les grandes puissances, se rendant compte de l'injustice faite au peuple roumain en 1812, et jugeant dans l'intérêt de la paix d'écarter la Russie autant que possible aussi bien des bouches du Danube que de Constantinople, rendaient la partie méridionale de la Bessarabie au peuple Moldave.

La Russie se recueille et pour l'instant elle ne pense plus à s'emparer des principautés roumaines. L'indépendance roumaine est à l'ordre du jour. Depuis 1859, l'union de la Valachie et de la Moldavie était réalisée. Le prince Couza élu le premier après le prince Carol I^{er} de Hohenzollern de Sigmaringen devient prince unique, donnant naissance à la maison régnante de Roumanie.

La souveraineté turque se manifesta encore quelque temps, puis éclata en 1877, à la suite d'une révolte en Bosnie et en Herzégovine, la guerre turco-russe.

Le 16 avril 1877, fut signée entre la Roumanie et la Russie une convention permettant le passage, sur le territoire roumain, des troupes russes ; en revanche, les Russes s'engageaient à respecter l'inviolabilité territoriale. Les Turcs réagirent en bombardant quelques villes sur le Danube et la guerre fut déclarée le 14 mai 1877 par la Roumanie.

Les armées russes franchirent le Danube mais se trouvèrent dès le début dans une situation critique. L'aide de l'armée roumaine les sauva et l'empereur des Russes témoigna longtemps sa reconnaissance aux armées roumaines qui avaient lutté à Plevna, Racova, Grivitza et Smârdan, écrasant l'armée turque.

La Turquie fut battue et, à San Stefano où le grand-

duc Nicolas s'installa, commencèrent les négociations de paix sans la participation de la Roumanie, la Russie signa le 16 février 1878, le traité de San Stefano. Mais le mécontentement de l'Angleterre, d'une part, et de l'Autriche d'autre part, fit que ce traité fut soumis en vue d'une révision à la critique du Congrès de Berlin.

Si la proclamation de l'indépendance totale de la Roumanie fut décidée, cela ne signifiait pas que le Congrès avait le droit de rétrocéder la Bessarabie à la Russie.

« La principauté de Roumanie, dit l'article 45, rétrocède à Sa Majesté l'Empereur de Russie, la portion des territoires de la Bessarabie détachée de la Russie à la suite du traité de Paris de 1856, portion limitée à l'Ouest par le thalweg du Pruth, au midi par le thalweg du bras du Chilia et par l'embouchure de Stry Stamboul. » (Martens : *Nouveau Recueil*, t. III, p. 449-465.)

L'idée panslaviste prit racine à partir de 1877 et depuis des congrès panslavistes se sont souvent réunis, le dernier étant annoncé pour le mois de novembre 1936.

Cette idée panslaviste a poussé le roi Charles I^{er} à conclure avec l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, un pacte secret qui ne fut connu qu'à la veille de la guerre mondiale.

Le règne d'Alexandre III fut caractérisé par une période de paix et à l'égard de la Roumanie par une réserve forcée.

Mais après la guerre balkanique, l'Empereur Nicolas II resserra les liens d'amitié de la Russie et de la Roumanie. Nous voyons donc que le projet de souveraineté russe sur les principautés se transformait, dans la seconde moitié du XVIII^{me} siècle, en un plan d'annexion qui se termina par le rapt de la Bessarabie.

La guerre mondiale éclata. La Roumanie consentit à une collaboration militaire avec la Russie qui promit solennellement de s'opposer à tout changement de notre *statu quo* territorial.

Le moment de notre entrée en action fut très mal choisi.

La revendication de la Bessarabie a été impossible pour nous jusqu'à la révolution.

On connaît très bien la situation et l'activité des armées russes en Roumanie au commencement de notre entrée en guerre. Les armées allemandes franchirent assez rapidement nos frontières et nous étions à la fin de 1916 dans une situation très critique ; on transféra la capitale à Iassy et c'est alors qu'on pensa à transporter notre trésor à Moscou.

Voici succinctement l'histoire du transfert du trésor roumain à Moscou.

Dès que les Allemands eurent envahi à un rythme accéléré notre pays, le gouvernement roumain prit la décision de transférer le siège de la Banque Nationale roumaine avec son trésor, de Bucarest à Iassy. Après un accord passé entre le gouvernement russe et le nôtre, on commença à faire un premier transport composé de 1.738 caisses contenant 314.580.456,84 lei or, plus deux caisses renfermant les bijoux de Sa Majesté la reine Marie de Roumanie, d'une valeur de 7 millions lei or. Le 21 décembre 1916, le trésor arrive à Moscou et est déposé dans la salle des armures (Orog Palata) au palais du Kremlin. A l'occasion de la réception de ce premier transport du trésor, un protocole provisoire est rédigé et signé par les représentants des deux pays. A ce moment, la révolution éclate en Russie et le nouveau régime en apposant les

scellés sur les chambres où se trouve le trésor roumain continue d'en garantir l'intangibilité.

La capitale de Moldavie, Iassy, étant menacée d'être prise par les Allemands, un second et dernier transport est effectué sous le gouvernement Kerenski.

Ce second transport contenait : 188 caisses d'une valeur de 1.594.336.721,09 lei, c'est-à-dire 574.523,57 lei or effectifs, les archives de la Banque Nationale roumaine, des titres, des effets, des dépôts et d'autres valeurs, propriété de la Banque Nationale.

En outre, on fait transporter les 1.621 caisses contenant : les dépôts de la Caisse des Dépôts et Consignations de Roumanie appartenant à des particuliers et consistant en valeurs, titres, bijoux, testaments, tableaux de grande valeur, les archives du Crédit Foncier Rural, des documents, des tableaux de la Pinacothèque roumaine, les archives de l'Académie roumaine, le tout constituant une valeur de plus de 7 milliards et demi de lei.

Les gouvernements russe et roumain signèrent les protocoles constatant le dernier dépôt le 5 août 1917. Déposé à la Soudnaya Kassna, le gouvernement russe en garantissait la conservation et le retour. En même temps, le gouvernement roumain installa à Moscou une imprimerie. Mais la situation intérieure russe devenait très critique, le gouvernement trouva nécessaire d'informer les alliés du grand danger que couraient les dépôts roumains. Les armées russes en Roumanie quittèrent le front, le ministre roumain à Pétrograd, Diamandy, fut emprisonné avec tout son personnel et les relations russo-roumaines furent rompues.

La garantie du trésor fut donnée par nos alliés, l'ambassade de France à Pétrograd fut chargée des intérêts

roumains et les clefs du trésor furent remises au représentant français en même temps que les actes officiels attestant le dépôt au Kremlin. Pour mieux assurer notre trésor, le représentant du gouvernement français fit une démarche auprès du commissaire du peuple aux Affaires étrangères, le 14 février 1918. Le commissaire Fritsche demanda au Consul général de France de faire passer entre ses mains les clefs des dépôts. A l'observation du consul général de France qu'il ne pouvait consentir à remettre à aucune autre personne qu'au représentant officiel de la Roumanie, le dépôt confié par la Roumanie à la France, Fritsche répondit que : les valeurs appartenant au gouvernement roumain étaient, par décision des Commissaires du peuple à Petrograd, purement et simplement confisquées, en raison de l'état de guerre, et qu'il exigeait, au besoin par la force, la cession des clefs.

Le consul français ne voulait céder à la force qu'après la signature d'un protocole rédigé en présence des consuls américain et anglais. Le commissaire refusant, on lui remit temporairement les clefs, mais il ne pouvait ouvrir les portes et visiter les caves qu'en présence du consul français. Celui-ci demanda des garanties quant à l'intangibilité des valeurs déposées. Pourtant, 8 caisses furent enlevées. Ces caisses contenaient la somme de 1.350.000 lei qui fut plus tard envoyée à Odessa et à Sébastopol.

A ce moment, le consul de France ayant été arrêté, la sauvegarde des intérêts roumains et français passe au consul général du Danemark qui reçoit aussi les clefs du trésor roumain. Le gouvernement roumain tente une fois de plus, et en vain, par l'entremise du consul général de Norvège, d'obtenir du commissaire aux Affaires étrangères la restitution des billets imprimés à Moscou, ainsi

que des archives de la Banque Nationale de Roumanie.

Ceci se passait avant l'annexion de la Bessarabie.

II

La question bessarabienne a été ouverte après la chute du tzarisme.

Dès que les gouvernements réactionnaires se furent installés en Russie, à partir de mars 1917, se formèrent en Bessarabie des groupements politiques qui réclamèrent son indépendance ou pour mieux dire son autonomie. Le principe wilsonien que chaque nationalité a le droit de choisir librement son gouvernement, trouva un terrain favorable parmi la population bessarabienne et la population ukrainienne voisine, qui, dès 1917, proclama son autonomie.

La Bessarabie, séparée à ce moment de la Russie proprement dite, était le théâtre de toutes sortes de congrès : d'intellectuels, de coopérateurs, d'ecclésiastiques, réclamant l'autonomie pour leurs provinces et le droit de s'armer contre les bandes de soldats russes. Ces bandes quittèrent le front et rentrèrent chez elles. Elles constituaient un danger permanent pour la sécurité de la population.

Le commandant en chef des armées russes en Roumanie, le général Tcherbatcheff, autorisa la formation de détachements de soldats bessarabiens et, à partir de ce moment, se constitua en Bessarabie une armée nationale.

Le 7 juillet 1917, dans un congrès à Odessa, les soldats bessarabiens de l'armée russe protestèrent auprès du gouvernement Kérensky contre l'intention de la Rada de

Kiev de maintenir la Bessarabie dans le cadre de l'Ukraine.

Après les soldats organisés, disciplinés, ce sont les paysans moins cultivés, et encore moins disciplinés qui, pénétrés des nouvelles idées, commencèrent à formuler leurs revendications dans diverses réunions. Ils formèrent un conseil national composé de tous les éléments de la Bessarabie : moldaves et autres nationalités.

Le congrès du 21 octobre 1917, réuni à Kichinev, proclama à l'unanimité la résolution suivante : « Considérant la culture nationale du peuple roumain ainsi que son passé historique, partant du principe de la révolution en vertu duquel chaque peuple a le droit de décider librement de son sort, dans le désir d'unir toute la nation roumaine, et de lui assurer tous ses droits ainsi que de veiller à son progrès intellectuel et économique, le Congrès a décidé et déclare l'autonomie territoriale et politique de la Bessarabie. » (Tibal : *Cours d'Histoire diplomatique*, 1933-1934. Dotation Carnegie, p. 515.)

Le 23 octobre est instauré le Conseil National appelé *Sfatul Tarii*.

Ce Conseil National devait dorénavant diriger la Bessarabie. Le 21 novembre 1917, le « Sfatul Tarii » se réunit à Kichinev sous la présidence de M. Inculetz. Le 2 décembre 1917, la République démocratique moldave de Bessarabie est proclamée.

Les liens avec la Russie ne sont pas encore rompus, ils ne le seront que plus tard, le 24 janvier 1918, quand le Sfatul Tarii, à l'unanimité, aura voté l'indépendance de la République moldave. Les troupes roumaines s'installent en Bessarabie à la demande du Conseil, le 13 janvier 1918, pour rétablir en Bessarabie l'ordre menacé par les bolchevistes.

Pour bien montrer ses intentions pacifiques, le gouvernement roumain, d'accord avec les missions militaires des alliés, avait décidé que les contingents qui passaient en Bessarabie, pour défendre les dépôts de munitions et d'approvisionnements, fussent commandés par des officiers français.

Les relations entre la République soviétique et la Roumaine sont rompues.

Le 3 mars 1918, l'assemblée du Zemstvo de Baltzi proclame l'union à la Roumanie.

Le 13 mars 1918, le Zemstvo du département de Soroka, élu d'ailleurs au suffrage universel, ainsi que les représentants des propriétaires terriens et du clergé orthodoxe, proclament à leur tour, spontanément, l'union avec la Roumanie.

Le 27 mars 1918, le Conseil National vote par 86 voix sur 125 députés présents, et 36 abstentions, l'union de la Bessarabie à la Roumanie. Les 36 abstentions représentent les minorités.

L'acte de l'union est ainsi conçu :

« Au nom du peuple de Bessarabie, le Conseil National déclare que la République démocratique moldave, dans ses limites, entre le Pruth, le Dniester, le Danube, la mer Noire et les anciennes frontières avec l'Autriche, arrachée par la Russie, il y a plus de cent ans, au corps de la vieille Moldavie, en raison du droit historique et du droit national, sur la base du principe que les peuples seuls doivent décider de leur sort, dorénavant et pour toujours s'unit à sa mère-patrie la Roumanie. »

Cette union se fait sur les bases suivantes :

« 1^o Le Conseil national actuel est maintenu pour résoudre et réaliser la question de la réforme agraire

d'après les besoins et les demandes du peuple ; ses décisions seront reconnues par le gouvernement roumain ;

« 2° La Bessarabie conserve l'autonomie provinciale ; elle aura un Conseil national élu par le suffrage universel, égal, direct et secret, avec un organe exécutif et une administration propre ;

« 3° La compétence du Conseil national s'étend au vote des budgets locaux, au contrôle de tous les organes des Zemstvos et des villes, à la nomination de tous les fonctionnaires de l'administration locale, etc... ;

« 4° Le recrutement de l'armée se fera en principe sur des bases territoriales ;

« 5° Les lois en vigueur et l'organisation locale (assemblées provinciales et villes) sont maintenues et ne pourront être changées par le Parlement roumain qu'après que les représentants de la Bessarabie prendront part à ses travaux ;

« 6° Les droits des minorités en Bessarabie seront respectés ;

« 7° Deux représentants de la Bessarabie entreront dans le Conseil des ministres roumain ;

« 8° La Bessarabie enverra au Parlement roumain un nombre de représentants proportionnel à sa population ; ces représentants seront choisis sur la base du suffrage universel, égal, direct et secret ;

« 9° Toutes les élections en Bessarabie se feront sur la base de ce suffrage ;

« 10° La liberté personnelle, la liberté de la presse, de la parole, la liberté religieuse, la liberté de réunion et toutes les libertés publiques seront garanties par la Constitution ;

« 11° Toutes les infractions aux lois commises pour des

raisons politiques dans la période troublée de la dernière révolution sont amnistiées.

« La Bessarabie se réunissant à la Roumanie comme une fille à sa mère, le Parlement roumain décidera la convocation sans délai d'une Constituante dans laquelle entreranno, proportionnellement à la population, les représentants de la Bessarabie choisis par le suffrage universel, égal, direct et secret, pour décider par un commun accord l'inscription dans la Constitution des principes et des garanties ci-dessus. » (Tibal, *op. cit.*, p. 518-520.)

Nous voyons donc les réserves que le Conseil a faites en particulier à l'article 2 ; ce n'est que le 10 décembre 1918 que le Conseil national vota pour la seconde fois la réunion sans réserve dans les termes ci-dessous :

« A la suite de l'union avec la Roumanie, leur mère-patrie, de la Bucovine, de la Transylvanie, du Banat et des territoires de Hongrie habités par des Roumains, entre les frontières du Danube et de la Tisza, le Conseil national déclare que la Bessarabie renonce aux conditions d'union stipulées dans l'Acte du 27 mars (vieux style), étant certain que dans la Roumanie de tous les Roumains, le régime purement démocratique est assuré pour l'avenir. Le Conseil national, à la veille de la Constituante roumaine, qui sera élue au suffrage universel et résoudra la question agraire d'après les besoins et les demandes du peuple, annule les autres conditions de l'Acte d'union du 27 mars, et proclame l'union sans condition de la Bessarabie avec la Roumanie sa mère-patrie. » (Tibal, *op. cit.*, p. 523.)

La Bessarabie devenait donc, par ce dernier acte, partie intégrante de la Roumanie. Aux élections générales de novembre 1919, 72,2 % des citoyens de la Bessarabie

manifestèrent leur adhésion au nouveau régime politique ; le 29 décembre 1919, les chambres roumaines réunies ont ratifié à l'unanimité, sous la présidence de notre grand historien Nicolas Iorga, l'union de la Bessarabie à la Roumanie.

Tels sont les événements qui ont contribué à la réunion de la Bessarabie à la mère-patrie, la Roumanie.

Il nous reste maintenant à la faire entrer dans le droit international, la question qui devait bouleverser tant de monde, la frontière russo-roumaine, restant en litige jusqu'à la conférence de Londres de 1933, qui aboutit à la définition de l'agression et du territoire.

Nos relations avec la Russie avaient déjà été rompues, avant la réunion de la Bessarabie à la Roumanie. En effet, dès que les armées roumaines avaient pénétré en Bessarabie, le 13 janvier 1918, le Conseil des commissaires du peuple soviétique avait déclaré les relations interrompues.

Le général Averesco, président du Conseil des ministres roumain, se décida alors à la conclusion d'un accord à Odessa avec le représentant du Collège suprême autonome, Rakovsky, d'origine bulgare et ancien citoyen roumain, accord qui avait comme but principal l'échange de prisonniers.

Les missions militaires françaises et anglaises à Odessa offrirent après le 13 janvier 1918 leur médiation pour l'aplanissement du conflit russo-roumain.

A l'offre des missions militaires, le Roumtcherod, qui n'était autre que le Collège suprême autonome, répond dans les termes suivants : « 1^o Le gouvernement roumain s'engage à faire une déclaration formelle concernant l'évacuation progressive de la Bessarabie par les armées d'occupation roumaine.

« En premier lieu, l'évacuation de Bender et Jebriani. L'armée d'occupation roumaine doit être réduite dans l'espace de deux mois à un détachement de 10.000 hommes dont le service consistera à garder les dépôts roumains et les lignes de chemins de fer.

« La police dans les villes et les villages sera confiée dès à présent à la milice locale formée par les habitants du pays. Au fur et à mesure de l'évacuation des armées roumaines, les forces militaires russes nécessaires pour le maintien de l'ordre occuperont les points évacués.

« Le commandant militaire roumain renonce à toute immixtion dans la vie intérieure et politique de la Bessarabie, il ne peut ordonner des arrestations, et ne peut exercer des fonctions qui appartiennent aux autorités élues locales.

« La Roumanie s'engage à ne pas entreprendre des hostilités militaires ou autres et à ne pas soutenir des hostilités entreprises par d'autres contre la Fédération des soviets russes ;

« 2^o Les produits de la Bessarabie qui ne seront pas nécessaires pour l'entretien de la population locale et des détachements militaires russes présents en Bessarabie, sont réservés exclusivement pour le ravitaillement de la Roumanie ;

« 3^o Une commission composée de représentants de la Russie, de la Roumanie, de la France, de l'Angleterre, des Etats-Unis, aura pour tâche de juger et trancher tous les cas de litige entre les Russes et les Roumains. Dans le cas où l'armée roumaine se verra obligée d'effectuer sa retraite sur le territoire de la Russie, elle y trouvera refuge et ravitaillement.

« Dans l'action militaire parallèle contre les puissances

centrales et leurs alliés, il s'établit un contact direct entre le commandement militaire des armées des soviets russes et le commandement roumain.

« *Signé* : IUDOWSKY
BRACHÉVAN, A. VORONSKY. »

Le général Averesco note en marge de l'offre même la résolution suivante : « Toutes les conditions sont acceptées à l'exception de la première. On demandera cependant, avant même le commencement des négociations, la mise en liberté des sujets roumains d'Odessa. » (Boldur Alex., *op. cit.*, p. 381-382).

Tandis que le gouvernement roumain annonce :

« 1° Tous les termes de la susdite proposition sont acceptés, tels qu'exposés, à l'exception de la condition contenue dans la clause 1, exigeant l'immédiate évacuation de Bender ;

« 2° Les deux parties procéderont immédiatement à la mise en liberté des prisonniers et échangeront tous les Russes qui sont prisonniers en Roumanie contre tous les Roumains qui sont en Russie.

« Le premier échange devra être effectué sans délai, en rendant la liberté au général Coanda et à ses adjoints détenus à Kiew, ainsi qu'à tous les Roumains internés à Odessa, en leur donnant la possibilité de rentrer en Roumanie.

« En même temps, le gouvernement roumain doit rendre la liberté à tous les Russes qui se trouvent actuellement internés en Roumanie. L'échange doit avoir lieu aussi vite que possible en rendant la liberté chaque jour à 25 % du nombre total des prisonniers à échanger en commen-

çant à une date que le Roumtcherod devra fixer, mais pas plus tard que le 26 février (11 mars) 1918 ;

« 3° Des commissions interalliées composées d'un membre anglais, d'un français et d'un américain, seront instituées à Odessa, Kiew, Moscou et Pétrograd, à Iassy et Galatz en Roumanie.

« Dans tous les cas d'arrestations futures de Russes en Roumanie ou de Roumains en Russie, tous les détails de chaque arrestation, ainsi que les preuves à l'appui des faits, seront soumis à la commission la plus proche. Au cas où celle-ci déclare les inculpations et les preuves insuffisantes pour donner l'ordre de l'incarcération de la personne arrêtée, elle doit être mise en liberté dans le plus bref délai ou bien renvoyée en liberté dans son pays ;

4° Tous les fonds et approvisionnements saisis chez les commissions interalliées qui font des achats en Russie pour les Roumains, doivent être immédiatement restitués à ces Commissions et les approvisionnements dirigés vers la Roumanie. Les commissions alliées seront autorisées à acheter en Russie les produits et les approvisionnements qui ne pourraient être procurés en Bessarabie et qui sont indispensables à la population roumaine.

« Signé : *Le Président du Conseil*
Général AVERESCO. »

(Boldur Alex., *op. cit.*, p. 383-384.)

On aboutit à l'accord du 5 mars 1918 :

« Le Collège supérieur autonome, le Roumtcherod, le Conseil des Commissaires du peuple de la province d'Odessa, le Comité exécutif des soviets, déclarent qu'ils considèrent aplani le conflit armé entre la Russie et la Rou-

manie, sur la base des conditions proposées par nous dans notre correspondance du 24 février 1918 et sur la base des modifications introduites par le Gouvernement roumain, conformément à la déclaration écrite, signée par le général Averesco, Président du Conseil des Ministres du royaume de Roumanie.

« Nous prenons en même temps en considération la déclaration verbale de M. le Colonel Boyle que l'échange de prisonniers russes et roumains concernent tous les prisonniers sans exception. En foi de quoi, nous signons le procès-verbal présent.

« *Odessa, 5 mars 1918.*

« Signé : *le Président du Collège autonome,*
RAKOWSKY,

Le Président du Collège supérieur,
Le commissaire aux Affaires étrangères,
BRACHEVAL. »

(Boldur Alex., *op. cit.*, p. 384.)

La Bessarabie était dès lors une république indépendante. Le Président du conseil roumain évitait de discuter la question de l'évacuation, car l'union n'était pas en ce moment un fait accompli, et le refus de l'évacuation aurait été considéré par les Russes comme une occupation préméditée par les armées roumaines.

C'est à ce moment qu'un armistice entre les Roumains et les Allemands fut conclu en attendant la signature du traité de Bucarest. Le président du « Sfatul Tarii », M. Inculetz, et le président du conseil des ministres de

la république Moldave, Ciugoureano, furent invités à participer à la conférence de Bucarest par les puissances centrales qui admettaient le point de vue roumain.

Le Président Averesco désirait que les puissances centrales reconnussent « la République Moldave ».

Les démarches ont été faites par le Président de la Chambre des députés Duiuliu Zamfiresco.

Telles sont les différentes phases par lesquelles est passé l'accord Rakowsky-Averesco, qui, d'ailleurs, ne fut ni ratifié ni exécuté.

CHAPITRE II

De la Conférence de la Paix jusqu'aux conférences de Gênes et de La Haye.

I

LA QUESTION DE LA BESSARABIE A LA CONFÉRENCE DE LA PAIX.

Dès le mois de février 1919, pendant les négociations de paix, la question de la Bessarabie s'était posée à la Conférence de la Paix, devant la Commission chargée de l'étude des problèmes territoriaux relatifs à la Roumanie et à la Yougoslavie.

Cette question avait été examinée très minutieusement et le 5 mars 1919, après y avoir consacré une nouvelle séance, la Commission aboutissait aux conclusions suivantes : « M. Laroche, représentant la France, suggère que la Commission dans son rapport formule ses recommandations sous la forme suivante :

« La Commission, prenant en considération les aspirations générales de la population de la Bessarabie, le caractère moldave de cette région aux points de vue géographique et ethnique, ainsi que les arguments historiques et économiques, se prononce pour le rattachement de la Bessarabie à la Roumanie.

« Ce rattachement devra se faire sous une forme qui sauvegardera les intérêts généraux de la Bessarabie et les droits des minorités au point de vue culturel.

« La Commission, qui ne peut ignorer que la Bessarabie a été enlevée deux fois à la Roumanie par la Russie, éviterait cependant, par égard pour cette dernière puissance, de préciser cet argument d'ordre historique. En employant le mot rattachement qui n'implique ni l'annexion ni même l'union complète, elle laisserait place à une sorte d'autonomie ou à tout autre régime. » (J. Okhotnikov et N. Batchinsky : *La Bessarabie et la paix européenne*, Paris-Prague, 1927, p. 107.)

Plustard, le 9 mars 1919, Maklakoff, l'émigré russe bien connu par ses principes antibolchevistes, adressait aux puissances un mémoire par lequel il protestait, au nom de la « Conférence politique russe », contre le rapport Laroche et déclarait que : « toutes les questions concernant les territoires de l'Empire russe dans les limites de 1914, à l'exception du royaume de Pologne, ne pouvaient être résolues en dehors et sans le consentement du peuple russe. » (*Adevarul*, janvier 1920.)

Toute résolution prise sans le consentement russe resterait sans effet.

La conférence de la Paix, dans la Commission pour l'étude des questions territoriales relatives à la Roumanie et à la Yougoslavie, se déclara, le 6 avril 1919, dans son rapport au Conseil Suprême des Alliés, pour le rattachement de la Bessarabie à la Roumanie, mais elle estimait qu'il était juridiquement impossible de séparer la Bessarabie de la Russie sans le consentement de cette dernière.

Les Alliés tombèrent d'accord le 26 mai 1919 sur les

conditions auxquelles le gouvernement Koltchak serait reconnu et parmi elles, au 6^e paragraphe, on lit : « Le droit de conférence de la Paix de déterminer le sort des parties roumaines de la Bessarabie sera reconnu. » (Lagarde Ernest : *La reconnaissance du gouvernement des Soviets*, Payot, Paris, 1924, p. 51.)

Cette résolution indispose nos milieux politiques, car elle impliquait qu'il y avait en Bessarabie des parties non roumaines, dont le sort était réservé.

Cette équivoque n'était pas tolérée par les Roumains.

Bratiano, président du Conseil et premier délégué de la Roumanie à la Conférence de la Paix, après avoir adressé une note au Conseil Suprême, donna sa démission.

L'amiral Koltchak, au 5^e paragraphe de sa réponse aux alliés, disait : « Le principe ci-dessus comportant la ratification des accords par l'Assemblée constituante, doit évidemment être appliqué à la question de la Bessarabie. » (*Ibid.*, p. 53.)

Le 12 juin, la reconnaissance *de facto* du gouvernement Koltchak fut résolue par les Puissances Alliées.

A partir de cette date, furent admis à siéger à la Conférence de la Paix des représentants plus ou moins officiels qui remettaient des notes ou plaidaient devant les Commissions de la Conférence, tels : Sazonof, Maklakoff, Tchaïkowsky, Lwow, etc...

Le 2 juillet 1919, Maklakoff et Bratiano furent entendus par le Conseil des ministres des Affaires étrangères des principales puissances.

Mais, étant donné la situation incertaine en Russie, le Conseil ne prit aucune décision quant à la Bessarabie.

Le 1^{er} mai 1919, pendant les négociations de paix, le

commissaire du peuple aux Affaires étrangères Tchitchérine et le président du conseil du peuple de l'Ukraine soviétique, avaient envoyé au gouvernement roumain une note ultimatum exigeant :

1° L'évacuation dans les 48 heures de la Bessarabie par les troupes et fonctionnaires roumains ;

2° La mise en accusation devant les tribunaux de tous ceux qui se sont rendus coupables de crimes envers les ouvriers et paysans bessarabiens.

Par un nouveau radiotélégramme du 25 mai 1919, envoyé au gouvernement roumain, il est demandé en outre :

1° La restitution des armes et du matériel de guerre appartenant à la Russie ;

2° La restitution de tous les biens confisqués par les autorités roumaines aux habitants de la Bessarabie.

La note se termine dans les termes suivants :... « Les gouvernements des paysans et des ouvriers de la Russie et de l'Ukraine déclinent toute responsabilité quant au sort ultérieur des valeurs transportées en Russie sous le gouvernement tzariste et appartenant au gouvernement roumain, à la Banque Nationale de Roumanie et à toutes les autres banques roumaines, aux propriétaires et aux capitalistes roumains. » (*Adevărul*, 1922.)

Ainsi, le trésor roumain existait encore en Russie à cette date.

Le 24 juillet, la délégation russe présenta une nouvelle note à la Conférence, se prononçant pour un plébiscite, mais uniquement dans les quatre districts où la population était en majorité moldave.

Le 25 septembre 1919, une nouvelle note russe, mais plus courte que les autres, était déposée contre le mémoire bessarabien présenté à la Conférence de la Paix le

9 septembre 1919 et formulant ses vues quant au plébiscite en ces termes : « a) Un plébiscite n'a pas de raison d'être dans un pays qui a toujours été peuplé en grande majorité (68-75 %) par les Roumains, comme c'est le cas pour la Bessarabie où les autres nations atteignent à peine le coefficient de 12 % (Slaves 12 %, Juifs 10 %, les autres nations encore moins).

« Le plébiscite en Bessarabie ne serait pas plus justifié qu'en Pologne et en Finlande où il ne vient cependant à la pensée de personne de le proposer. Au point de vue historique aussi bien qu'au point de vue ethnique, la Bessarabie se trouve en effet dans des conditions identiques, ayant supporté sous la domination russe concurremment le même régime et les mêmes essais de russification que ces deux autres pays.

« b) La population de la Bessarabie, profitant du principe de la libre disposition des peuples, proclamée par la révolution russe et diffusée par les principes de M. Wilson et par la Conférence de la Paix de Versailles, a exprimé de façon solennelle et catégorique, par l'intermédiaire de l'Assemblée nationale, son désir d'être unie pour toujours à la Roumanie. Ce vœu fut accompli à deux reprises différentes : le 9 avril 1918 et le 10 décembre 1918 ». (Délégation bessarabienne : *Les Roumains devant le Congrès de la Paix. La question de la Bessarabie*. Paris, septembre 1919.)

Mais, je parlerai de cette question du plébiscite à l'occasion de la Conférence de Vienne de 1924.

La dernière protestation de la délégation russe contre la participation de la population de la Bessarabie aux élections générales de Roumanie est datée du 15 novembre 1919. La propagande menée à Paris contre l'union de

la Bessarabie à la Roumanie était faite aussi par une autre prétendue « délégation bessarabienne » formée de : Kamerher, Krupensky, Schmidt, et Maghileansky. (Dr Cazaco « Moldova dintre Prut si Nistru. Iasi. *Viata romaneasca*, p. 337.)

Nous constatons donc que, pendant la Conférence de la Paix, la présence à Paris et la lutte des divers éléments russes et bessarabiens étaient tout à fait naturelles, naturelle aussi et explicable la faiblesse de leurs arguments.

La situation en Roumanie changeait de face. La Roumanie envahit la Hongrie et empêcha la formation de la République soviétique de Hongrie.

Le Conseil Suprême insista auprès du gouvernement roumain en vue d'obtenir l'évacuation de ses troupes de Hongrie. C'était une condition à la reconnaissance de la Bessarabie.

Au début de mars 1920, le « Conseil Suprême » prit à Londres une décision et adressa à MM. Vaida-Voevod la note suivante :

« Les principales puissances alliées se sont trouvées jusqu'à présent, dans l'impossibilité de prendre une décision définitive sur la question bessarabienne, à la fois parce qu'elles l'avaient considérée comme une partie de la question générale roumaine, dont les difficultés avec le précédent gouvernement roumain ont empêché le règlement, et parce qu'elles avaient espéré qu'il serait possible d'arriver à un accord amical entre la Roumanie et la Russie. Il semble aux principales puissances alliées qu'il n'y a plus maintenant de raison pour différer plus longtemps le règlement. Le gouvernement roumain a donné la preuve de son désir de résoudre dans l'intérêt de la Roumanie et de l'Europe en général, les questions dont

le résultat est en suspens, et a soumis à la décision du Conseil Suprême la question du retrait de ses troupes en Hongrie et en se basant sur l'assurance des principales puissances alliées. En outre, les gouvernements alliés se rendent compte que la question bessarabienne ne pourrait rester plus longtemps indécise, aussi bien dans l'intérêt de la Roumanie que dans celui des pays voisins. » (Tibal, *op. cit.*, p. 559-560.)

La Conférence politique russe du 22 mars 1920, à l'occasion de cette note voulut protester et défendre une fois de plus sa thèse sur la Bessarabie, proposant un plébiscite « entouré des plus sérieuses garanties internationales » et l'instauration d'un régime analogue à celui prévu par le traité de Versailles pour le bassin de la Sarre.

II

POURPARLERS DE COPENHAGUE DE FÉVRIER 1920.

Après l'entrevue de M. Vaida-Voevod avec Lloyd George à Londres, le 29 janvier 1920, le président du conseil roumain décida de prendre directement contact avec le gouvernement de Moscou pour la reconnaissance de la Bessarabie.

Le prétexte fut facilement trouvé : l'échange de prisonniers.

En même temps, le député travailliste O'Grady, à titre d'émissaire officieux du gouvernement britannique, était entré en rapport avec M. Litvinof sur la même question.

M. Ciotori fut envoyé par le gouvernement roumain à

Copenhague au commencement de février 1920 pour discuter la même question des prisonniers.

Incidemment, il pouvait même commencer une conversation non officielle en ce qui concerne la Bessarabie.

Le 9 février 1920, des pourparlers particuliers eurent lieu, pendant lesquels l'émissaire soviétique reconnut en son nom personnel le droit d'autodétermination de la Bessarabie. Il déclara en outre que, personnellement, il pensait que le gouvernement de Moscou était tenu moralement de restituer le trésor roumain envoyé à Moscou au commencement de la guerre.

M. Litvinof, après avoir pris contact avec M. Ciotori, demanda des instructions à Moscou pour savoir sur quelle base il pouvait poursuivre les discussions.

Le 16 février 1920, la réponse officielle fut présentée au délégué roumain ; elle déclarait que le gouvernement soviétique était prêt à commencer les négociations sur les bases proposées par le délégué roumain.

Il désirait même aboutir à des traités de paix.

Le point de vue du gouvernement roumain fut transmis par le président du conseil M. Vaida-Voevode à Copenhague.

Les conditions ci-dessous formèrent les bases des futures conversations :

- 1° Reconnaissance de l'annexion de la Bessarabie ;
- 2° Restitution du trésor roumain envoyé à Moscou ;
- 3° Dommages-intérêts réciproques ;
- 4° Non-immixtion dans les affaires intérieures ;
- 5° Echange des prisonniers ;
- 6° Reconnaissance du gouvernement soviétique.

Le président du conseil roumain demandait en même temps : a) qu'on lui fit l'offre de paix, car la Roumanie

ne se considérait pas en état de guerre avec l'U. R. S. S. ;

b) Qu'on déclarât dans une prochaine note la reconnaissance de droit et de fait de la Roumanie.

Le gouvernement de Moscou était presque prêt à admettre tous ces points, sauf le second, c'est-à-dire la restitution du trésor.

Mais M. Litvinoff déclarait que le trésor était intact et, à la fin des discussions, vers le 14 mars, il affirmait que la reconnaissance de la Bessarabie n'était plus subordonnée qu'à une question de temps. En attendant l'offre de paix, M. Vaida-Voevode fut entendu par le Conseil Suprême. Il proposa l'envoi d'une commission sur le front roumano-hongrois en vue de se convaincre des difficultés qui empêchaient l'évacuation des troupes roumaines.

Le Conseil envoya le général anglais Ironside.

* * *

En même temps que la conférence de Copenhague ont lieu des échanges de notes diplomatiques entre les deux gouvernements.

Tchitchérine propose au gouvernement roumain par un télégramme du 7 février 1920 une entrevue préliminaire à Varsovie, en vue d'une conférence russo-roumaine.

Le 10 février, le ministre des Affaires étrangères de Roumanie répond favorablement, désignant M. Filality comme représentant de la Roumanie.

M. Filality ne devait pas permettre, dans les futures négociations, que la question de la réunion de la Bessarabie à la Roumanie fût de nouveau ouverte.

La restitution du trésor et du local de la légation roumaine de Pétrograd devait être demandée par la Roumanie.

Le 24 février 1920, Tchitchérine suggère à la Roumanie de commencer les pourparlers : « pour établir entre les deux pays des relations pacifiques », car « tous les points en litige entre deux pays peuvent être résolus par voie de pourparlers de paix et toutes les questions territoriales peuvent être résolues à l'amiable ». (*Adevarul*, 26 déc. 1922.)

M. Vaida-Voevode, alors président du Conseil, répond favorablement, et le 15 mars 1920, nomme M. Bondiresco et Balutz comme représentants de la Roumanie, proposant Varsovie comme lieu de rencontre.

Les Soviets de leur côté proposent la ville de Kharkof et plus tard, le 8 août 1920, expriment leurs regrets de n'avoir point reçu de réponse à cette proposition.

Le ministre des Affaires étrangères roumain demande à son tour sous quelles conditions le gouvernement soviétique serait prêt à commencer les pourparlers entre les deux partis. Il indique que le gouvernement de l'Empire britannique désire examiner à Londres les conditions de paix entre la Russie et les Etats voisins et que le gouvernement roumain est prêt à recommencer les pourparlers. Les négociations qui devaient s'ouvrir en février sont ajournées pour un double motif : 1^o les grandes puissances promettaient de reconnaître formellement la Bessarabie et, 2^o en avril 1920, commençait la guerre russo-polonaise qui devait se poursuivre jusqu'en septembre.

Pendant les hostilités russo-polonaises, les négociations entre la Roumanie et l'U. R. S. S. sont interrompues.

Ce n'est qu'à la fin de septembre 1920 que les délégations roumaine et russe purent commencer à discuter.

Les premiers échanges de vue entre l'U. R. S. S. et la

Roumanie ont eu lieu au palais du dernier roi de Pologne, résidence de Stanislas Poniatowsky, le 22 septembre. Le délégué soviétique exposa les points principaux à discuter au cours de la conférence qui devait se réunir bientôt, car ces pourparlers n'étaient que les préliminaires d'une future conférence.

Parmi les questions soulevées par le délégué soviétique, les principales sont les suivantes :

- 1^o La question de la Bessarabie ;
- 2^o La délimitation des frontières ;
- 3^o La navigation sur le Danube ;
- 4^o La discussion des comptes à régler entre les deux pays ;
- 5^o La question des minorités nationales.

Naturellement, la question de la Bessarabie, la navigation sur le Danube et la question des minorités locales, ont été rejetées par la délégation roumaine.

Les conversations furent ajournées *sine die* jusqu'à connaissance parfaite par les gouvernements respectifs des questions discutées.

La question de la Bessarabie pour les Roumains était close, aussi, quand le délégué russe l'a soulevée, le délégué roumain fit-il opposition. « Dans la question de Bessarabie, dit en effet le télégramme du général Averesco à M. Filalety, notre meilleur argument est que la République Moldave s'est constituée librement et que sous cette forme elle a entretenu des rapports d'Etat à Etat avec les Républiques de Moscou et d'Ukraine.

« C'est également en pleine liberté qu'elle a proclamé son union à la Roumanie. » (Alexandre Boldur : *La Bessarabie et les relations russo-roumaines*. Paris, 1927, p. 98.)

Les délégués roumains ont donc répondu qu'ils ne pou-

vaient discuter que les conséquences de l'union, par exemple la navigation sur le Dniester. Quant aux minorités, les anciens traités conclus étaient suffisants pour tout le monde et la Roumanie ne pensait plus qu'à la restitution du trésor, des archives et du local de la légation roumaine de Pétrograd.

Les Soviets, d'ailleurs, suggéraient qu'ils désiraient renoncer à la Bessarabie en échange du trésor.

Ainsi les pourparlers de Varsovie étaient ajournés sans qu'on fût arrivé à un accord quelconque.

TRAITÉ DE PARIS DU 28 OCTOBRE 1920.

Les grandes puissances européennes pensaient que si le gouvernement soviétique n'avait signé aucun traité, c'était que la Russie, tout en figurant dans le rang des vainqueurs, n'avait pas un gouvernement stable et responsable reconnu par les grandes puissances alliées.

La question de la Bessarabie se heurta donc à toutes sortes d'obstacles pendant la conférence de Paris.

« Les espoirs, dit M. Lagarde, que les Alliés avaient mis dans une promptre victoire des formations antibolchevistes ne se réalisaient pas. Dès le mois de mai (1920), les Alliés durent renoncer à l'espoir de voir les gouvernements nationaux de la Russie renverser rapidement le régime institué par les bolchevistes. Contraintes par la nécessité, les Puissances allaient abandonner leur attitude hésitante et passive et adopter, enfin, à l'égard des Soviets, une politique nette. » (Ernest Lagarde : *La reconnaissance du gouvernement des Soviets*, Paris, 1924, p. 41).

La reconnaissance *de facto* du gouvernement de l'amiral Koltchak fut un fait accompli.

Dans cette atmosphère d'incertitude, les grandes puissances alliées, l'Angleterre, la France, l'Italie et le Japon ont fait preuve de bonne volonté et de patience : en attendant la restauration en Russie du gouvernement régulier, elles ont signé le traité de Paris, le 28 octobre 1920.

Formé d'un préambule et de neuf articles, il est ainsi conçu :

« L'Empire britannique, la France, l'Italie, le Japon, principales puissances alliées, et la Roumanie,

« Considérant que dans l'intérêt de la paix générale en Europe il importe d'assurer dès maintenant sur la Bessarabie une souveraineté répondant aux aspirations de la population et y garantissant aux minorités de race, de religion ou de langue, la protection qui leur est due ;

« Considérant que, des points de vue géographique, ethnographique, historique et économique, la réunion de la Bessarabie à la Roumanie est pleinement justifiée ;

« Considérant que la population de la Bessarabie a manifesté son désir de voir la Bessarabie réunie à la Roumanie ;

« Considérant enfin que la Roumanie a, de sa propre volonté, le désir de donner de sûres garanties de liberté et de justice, sans distinction de races, de religions ou de langues, conformément au traité signé à Paris le 9 décembre 1919, aux habitants de l'ancien royaume de Roumanie aussi bien qu'à ceux des territoires nouvellement transférés :

« Ont résolu de conclure le présent traité et ont, à cet effet, désigné pour leurs plénipotentiaires sous réserve de

la faculté de pourvoir à leur remplacement, pour la signature, savoir...

« Lesquels ont convenu des stipulations suivantes :

« ART. 1^{er}. — Les hautes parties contractantes déclarent reconnaître la souveraineté de la Roumanie sur le territoire de la Bessarabie compris entre la frontière actuelle de Roumanie, la mer Noire, le cours du Dniester depuis son embouchure jusqu'au point où il est coupé par l'ancienne limite entre la Bucovine et la Bessarabie, et cette ancienne limite.

« ART. 2. — Une commission composée de trois membres, dont un sera nommé par les principales puissances alliées, un par la Roumanie et un par le Conseil de la Société des Nations, pour le compte de la Russie, sera constituée dans les quinze jours qui suivront la mise en vigueur du présent traité, pour fixer sur place la nouvelle ligne frontière de la Roumanie.

« ART. 3. — La Roumanie s'engage à observer et faire observer rigoureusement, sur le territoire de la Bessarabie visé à l'article 1^{er}, les stipulations du traité signé à Paris, le 9 décembre 1919, par les principales puissances alliées et associées et par la Roumanie et, notamment, d'y assurer aux habitants, sans distinction de race, de langue ou de religion, les mêmes garanties de liberté et de justice qu'aux autres habitants de tous autres territoires faisant partie du royaume de Roumanie.

« ART. 4. — La nationalité roumaine sera acquise de plein droit, à l'exclusion de toute autre, aux ressortissants de l'ancien Empire de Russie établis sur le territoire de Bessarabie visé à l'article 1^{er}.

« ART. 5. — Dans le délai de deux ans à dater de la

mise en vigueur du présent traité, les ressortissants de l'ancien Empire de Russie, âgés de plus de 18 ans et établis sur le territoire de Bessarabie visé à l'article 1^{er}, auront la faculté d'opter pour toute autre nationalité qui leur serait ouverte.

« L'option du mari entraînera celle de la femme et l'option des parents entraînera celle de leurs enfants âgés de moins de 18 ans.

« Les personnes ayant exercé le droit d'option ci-dessus prévu devront, dans les douze mois qui suivront, transporter leur domicile dans l'Etat en faveur duquel elles auront opté.

« Elles seront libres de conserver les biens immobiliers qu'elles possèdent sur le territoire roumain. Elles pourront emporter leurs biens meubles de toutes natures. Il ne leur sera imposé, de ce fait, aucun droit de sortie.

« ART. 6. — La Roumanie reconnaît comme ressortissants roumains, de plein droit et sans aucune formalité, les ressortissants de l'ancien Empire de Russie qui sont nés, sur le territoire de la Bessarabie, visé à l'article premier, de parents y ayant leur domicile, encore qu'à la date de la mise en vigueur du présent traité ils n'y soient pas eux-mêmes domiciliés.

« Toutefois dans les deux ans qui suivront la mise en vigueur du présent traité, ces personnes auront déclaré devant les autorités roumaines compétentes, dans le pays de leur résidence, qu'elles renoncent à la nationalité roumaine et elles cesseront alors d'être considérées comme ressortissants roumains. A cet égard, la déclaration du mari sera réputée valoir pour la femme et celle des parents sera réputée valoir pour les enfants âgés de moins de 18 ans.

« ART. 7. — Les hautes parties contractantes reconnaissent que la bouche du Danube, dite bouche de Kilia, doit passer sous la juridiction de la commission européenne du Danube.

« En attendant la conclusion d'une convention générale pour le régime international de voie d'eau, la Roumanie s'engage à appliquer aux portions du système fluvial du Dniester, qui peuvent être comprises sur son territoire ou qui en forment les frontières, le régime prévu au premier paragraphe de l'article 332 et dans les articles 333 à 338 du traité de paix avec l'Allemagne du 28 juin 1919.

« ART. 8. — La Roumanie assumera la responsabilité de la part proportionnelle afférente à la Bessarabie dans la dette publique russe et tous autres engagements financiers de l'Etat russe, telle qu'elle sera déterminée par une convention particulière entre les principales puissances alliées et associées d'une part, et la Roumanie d'autre part. Cette convention sera préparée par une commission désignée par lesdites puissances. Au cas où la commission n'arriverait pas à un accord dans un délai de deux ans, les questions en litige seraient immédiatement soumises à l'arbitrage du Conseil de la Société des Nations.

ART. 9. — Les hautes parties contractantes inviteront la Russie à adhérer au présent traité dès qu'il existera un gouvernement russe reconnu par elles. Elles se réservent le droit de soumettre à l'arbitrage du Conseil de la Société des Nations toutes questions qui pourraient être soulevées par le gouvernement russe concernant les détails de ce traité, étant bien entendu que les frontières définies dans le présent traité, ainsi que la souveraineté de la Roumanie sur les territoires qui y sont compris, ne sauraient être mises en question.

« Il en sera de même de toutes difficultés que pourrait faire naître ultérieurement son application.

« Le présent Traité sera ratifié par les puissances signataires. Il n'entrera en vigueur qu'après le dépôt de ces ratifications et à partir de l'entrée en vigueur du traité signé par les principales puissances alliées et associées et la Roumanie, le 9 décembre 1919. Le dépôt des ratifications sera effectué à Paris.

« Les puissances dont le gouvernement a son siège hors d'Europe auront la faculté de se borner à faire connaître au gouvernement de la République française, par leur représentant diplomatique à Paris, que leur ratification a été donnée, et dans ce cas elles devront en transmettre l'instrument aussitôt que faire se pourra.

« Un procès-verbal de dépôt de ratification sera dressé.

« Le gouvernement français remettra à toutes les puissances signataires une copie certifiée conforme du procès-verbal de dépôt de ratification.

« Fait à Paris le 28 octobre 1920, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du gouvernement de la République française et dont les expéditions authentiques seront remises à chacune des puissances signataires du traité.

« Les plénipotentiaires qui, par suite de leur éloignement momentané de Paris, n'ont pas pu apposer leur signature sur le présent traité, seront admis à le faire jusqu'au 15 décembre 1920.

« En foi de quoi les plénipotentiaires ci-après, dont les pleins pouvoirs ont été reconnus en bonne et due forme, ont signé le présent Traité. » (Martens F. G., *N. R. G.*, t. XII, p. 849-853.)

L'intérêt de la paix générale exigeait la souveraineté de

la Roumanie en Bessarabie, ce qui répondait aux aspirations de la population, qui par le vote du « Sfatul Tarii » et aux élections législatives de novembre 1919 avait manifesté son vif désir de voir la Bessarabie réunie à la mère-patrie, la Roumanie.

La reconnaissance de la souveraineté de la Roumanie découle de l'article 1^{er}, complété par l'article suivant qui nomme une commission pour la délimitation de la ligne des frontières, telles qu'elles étaient au traité de Bucarest en 1812 à l'occasion du rapt de la Bessarabie.

L'article 3 démontre la nécessité pour la Roumanie de s'engager à respecter les stipulations de la convention concernant la protection des minorités, signée à Paris le 9 décembre 1919.

« La Roumanie, déclarait l'article 7 de ce traité, s'engage à reconnaître comme ressortissants roumains, de plein droit et sans aucune formalité, les Juifs habitant tous les territoires de la Roumanie mais ne pouvant se prévaloir d'une autre nationalité. » (Antony Babel : *La Bessarabie*, 1926, p. 221.)

L'article 3 s'étend donc aussi aux minorités de la Bessarabie.

La constitution roumaine de 1923 dans son article 5 dit que : « Les Roumains sans distinction d'origine jouissent de la liberté de conscience, de la liberté de l'enseignement, de la liberté de la presse, de la liberté de réunion, de la liberté d'association et de toutes les libertés et droits établis par la loi. » (Antony Babel : *La Bessarabie*, Paris, 1926, p. 221-222.)

Ces deux articles intéressent donc toutes les minorités dans l'étendue du territoire roumain.

Chose très importante, car à l'heure actuelle la mise en

discussion de la question de race constitue implicitement un point critique quand il s'agit de la paix du monde entier.

Le droit d'option pour les habitants des territoires cédés est stipulé par les articles 5 et 6.

La navigation sur le Danube dans la partie sud de la Bessarabie et sur le Dniester fait l'objet de l'article 7.

L'article 8 parle de la participation de la Roumanie à la dette publique russe qui d'ailleurs reste platonique, quoique à l'occasion de la ratification du pacte franco-soviétique de 1936 elle ait formé l'objet de discussions au Parlement français.

La question a été aussi posée dans les traités signés par les états Baltes en 1920 et par la Pologne en 1921, à Riga.

La Roumanie n'a pu se soustraire, en signant le susdit traité avec les grandes puissances alliées, à l'obligation d'assumer la responsabilité d'une part de la dette russe proportionnelle au nombre des habitants et aux ressources des territoires.

Le député Boussenot déclarait en mai 1921 à la tribune du Palais Bourbon qu'elle devait être de 1, 1/2 %.

Le dernier article vise l'avenir ; il parle des moyens de résoudre les discussions qui pourraient être soulevées, par l'intermédiaire de l'arbitrage du Conseil de la Société des Nations, dès qu'un gouvernement soviétique sera reconnu par tous les signataires dudit traité. Nous sommes les derniers parmi les signataires du traité de Paris de 1920 qui ayons reconnu le gouvernement russe. Le moment de résoudre les questions de détail est donc arrivé depuis longtemps, sans donner l'occasion à aucune sorte de contestation, car les frontières de la Bessarabie et

la souveraineté de la Roumanie restent hors de toute discussion, étant définies d'une façon absolue par l'article premier.

Le traité entrera en vigueur dès que les ratifications seront déposées ; il n'indique donc pas la date à laquelle il doit être ratifié.

La Roumanie, la première, a déposé sa ratification le 13 avril 1922, l'Angleterre le 19 mai 1922, la France le 12 mars 1924 à la veille de la conférence de Vienne, l'Italie le 8 mars 1927.

Le Japon n'a pas encore donné son adhésion, mais comme quatre puissances sur cinq ont déposé leur ratification, le traité de Paris est juridiquement valable.

« La reconnaissance, dit le prof. Alexandre Boldur, n'a été mentionnée dans le traité qu'exceptionnellement ; elle constitue la prémisse nécessaire du traité en question, mais n'est aucunement son élément indispensable.

« ... Les signatures des ministres sont suffisantes, car elles témoignent du désir des quatre puissances de considérer la Bessarabie comme faisant partie de la Roumanie. »

La ratification prévue dans le pacte était nécessaire pour les articles 3 et suivants, « c'est-à-dire pour les questions spéciales qui découlaient de la reconnaissance », (Alexandre Boldur, *op. cit.*, p. 195.)

Pourquoi donc un laps de temps entre la signature et la ratification ?

Pour que les pays puissent réfléchir à l'affaire.

Les préoccupations d'ordre national d'une part et les considérations internationales d'autre part ont contribué à l'ajournement de la ratification des puissances alliées.

La ratification donne au traité un pouvoir obligatoire

et, s'il se trouve que certains pays refusent de ratifier pour différents motifs, le pacte n'entre en vigueur qu'entre les seules nations qui ont donné leur adhésion à la ratification.

Le pacte a donc été signé avant la reconnaissance de l'U. R. S. S. par les puissances alliées.

« La reconnaissance juridique internationale est toujours donnée uniquement dans la limite des frontières effectives, c'est-à-dire dans les limites du territoire où s'exerce le pouvoir de l'Etat.

« ... On ne peut pas, par exemple, reconnaître un Etat dans ses frontières futures. » (Alexandre Boldur, *op. cit.*, p. 197.)

La reconnaissance par les puissances alliées de l'U. R. S. S. se produisait quand la Russie n'exerçait plus son pouvoir sur le territoire de la Bessarabie, par conséquent ces Etats ont reconnu l'Union des Soviets en tenant compte que la Bessarabie n'en faisait pas partie intégrante.

Rakowski, dans « L'occupation roumaine en Bessarabie », dit que la validité du pacte de Paris de 1920 est diminuée par l'absence de l'adhésion des Etats-Unis.

Mais nous savons que l'attitude des Etats-Unis a été caractérisée par une abstention totale quant au traité de Versailles et à la Société des Nations. D'ailleurs la question bessarabienne intéressait surtout l'Europe.

Après la signature du pacte, des protestations eurent lieu, aussi bien de la part des Soviets que de celle des émigrés. Parmi les Russes émigrés, donc anciens partisans du régime tzariste, se trouvaient : André Mandelstan, Sazonof, Paul Milioukoff, Maklakoff.

André Mandelstan, quelques années plus tard, après la

signature du pacte de Paris de 1920, chercha à démontrer, dans une série d'articles, que les tierces puissances, la France, l'Angleterre, l'Italie et le Japon n'avaient pas le droit de disposer de la Bessarabie sans le consentement de la Russie.

« A l'encontre de tous ces traités, dit-il notamment, — il s'agit des traités signés entre 1812 et 1838 — revêtus de la signature du cédant aussi bien que du cessionnaire, le traité du 28 octobre 1920 se présente comme un acte conclu entre la Roumanie et les tierces puissances au sujet du transfert à la Roumanie de la souveraineté sur la Bessarabie et dépourvue de la signature du souverain éliminé, à savoir la Russie.

« Les principales puissances alliées, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon ont disposé de la Bessarabie comme d'une *terra nullius*. » (Tibal : *Cours d'Histoire diplomatique*, 1933-1934, Dotation Carnegie, p. 572.)

Mais dans la revue *Le Monde slave*, Auguste Gauvain dévoile la trahison soviétique à la paix de Brest-Litovsk, où les Russes ont signé un traité de paix séparé avec les empires centraux, sans tenir l'engagement, fait sous le gouvernement tzariste, de ne conclure la paix que d'accord avec les alliés.

L'auteur fait ensuite la comparaison avec les événements de 1815 :

« La Russie, dit Auguste Gauvain, n'a pas été plus mal traitée à la suite de la trahison bolcheviste que la France après les Cents jours en 1815. »

On connaît les faits et on sait, qu'après Waterloo, les Alliés violèrent leur parole de mars 1815 et qu'à la place des frontières du 30 mai 1814 ils imposèrent à la France les frontières de 1790.

« Y a-t-il en histoire deux justices ? se demande Auguste Gauvain.

« Le peuple russe est-il maintenant moins coupable que le peuple français en 1815 ?

« Les pays détachés de la France par le traité du 20 novembre 1815 étaient-ils moins français que la Bessarabie n'était Russe ? » (Revue *Le Monde slave*, 1925, n° 8, p. 215-219.)

* * *

Le 1^{er} novembre 1920, ayant appris la décision du traité de Paris, les deux commissaires du peuple, MM. Tchi-chérine et Rakowsky, lancèrent la protestation suivante :

« Ayant appris qu'un accord a été signé entre les grandes puissances, d'une part, et la Roumanie, d'autre part, pour l'incorporation de la Bessarabie à la Roumanie, les Républiques Soviétiques de Russie et d'Ukraine déclarent qu'elles ne reconnaissent aucune validité à un accord concernant la Bessarabie intervenu hors de leur concours et qu'elles ne se considèrent nullement comme liées par l'accord conclu à ce sujet par des gouvernements étrangers. » (J. Okhotnikov et N. Batchinsky: *La Bessarabie et la paix européenne*, 1927. Paris et Prague, p. 62.)

Depuis l'annexion de la Bessarabie, l'attitude de l'U. R. S. S. envers la Roumanie n'a pas changé jusqu'en 1929 à l'occasion de la signature du protocole Litvinof qui forme la base des négociations et qui amène la signature à Londres en 1933 de la définition de l'agression.

Dans l'aide-mémoire de l'U. R. S. S. au gouvernement anglais, le 30 avril 1924, après la conférence de Vienne, le docteur Rakowski qui le signe proteste une fois de plus :

« Le gouvernement Soviétique, tout en conservant le sentiment le plus amical envers le peuple roumain et re-

connaissant que son droit de disposer de lui-même est sacré, rejette d'une manière décisive la politique du gouvernement roumain qui, sous le couvert des phrases « sur la libre détermination », consiste en réalité à s'emparer de territoires n'appartenant pas à la Roumanie et cela contre la volonté des peuples y habitant. » (J. Okhotnikov et N. Batchinsky: *La Bessarabie et la paix européenne*, 1927, Paris et Prague, p. 92.)

L'autre aide-mémoire adressé la même année par l'U. R. S. S. manifeste une fois de plus son inquiétude au sujet de la ratification du traité de Paris de 1920 par l'Italie et le Japon :

« Le gouvernement tient à exprimer son ferme espoir que les engagements découlant pour les puissances signataires du traité du 28 octobre 1920, engagements illégitimes et équivoques en eux-mêmes, ne sauraient particulièrement être acceptés par un Etat ayant formellement reconnu le gouvernement de l'U. R. S. S. Ce dernier se verrait obligé de considérer une pareille acceptation comme dirigée directement contre ses lois souveraines ». (J. Okhotnikov et N. Batchinsky, *op. cit.*, p. 101).

Nous savons que l'Italie a reconnu *de jure* l'U. R. S. S. le 7 février 1924.

III

La situation devient incertaine à partir de 1921. Au commencement de janvier 1921 dans un discours au Palais Bourbon, le député André Lefèvre, inquiet pour les pays limitrophes de la Russie bolcheviste, en particulier pour la Roumanie, invite la France à être prête à tout moment à intervenir pour sauver les petits pays en cas de danger.

L'ancien chef des cadets, Paul Milioukoff, dans une interview donnée à Paris, disait que les Russes étaient d'accord sur le sort de la Bessarabie qui ne consentirait jamais à être à la Roumanie. Depuis lors, plus de quinze ans se sont écoulés et le même Milioukoff, au mois de juillet 1936, a déclaré que la question bessarabienne ne se posait plus à l'heure actuelle.

L'attitude des émigrés russes et des leaders communistes a donné l'occasion à la Roumanie de suivre une politique défensive. Dans le courant de 1921, des alliances sont conclues le 23 avril entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie et le 7 juin entre la Roumanie et la Yougoslavie, donnant naissance à la Petite Entente qui joue aujourd'hui un rôle très important dans la politique de l'Europe Orientale et Sud-Orientale.

Le 3 mai 1921, le ministre des Affaires étrangères de la Pologne, prince Sapieha, accompagné du général Roswadowski, chef d'état-major général de l'armée polonaise, signe à Bucarest à côté du ministre des Affaires étrangères roumain, Take Ionesco, un traité d'alliance polono-roumain.

Ce premier traité polono-roumain a été conclu afin de coordonner les tendances pacifiques des deux pays et d'agir conjointement dans les questions de politique étrangère qui concernent leurs rapports avec les voisins orientaux. On se rendait compte à ce moment que le danger bolcheviste qui menaçait également les deux pays exigeait le rapprochement de la Roumanie et de la Pologne.

« La Roumanie et la Pologne, a dit notamment le prince Sapieha dans une allocution à l'occasion de la signature du susdit traité, ont été cruellement éprouvées ; elles sont actuellement exposées aux mêmes dangers. Ceci ne peut que forcer l'attraction naturelle entre les deux peu-

ples qui jouent dans l'Est de l'Europe le rôle de sentinelles pacifiques. » (*Le Temps*, mai 1921.)

Tous ces traités forment à ce moment un mur infranchissable qui garantit la sécurité des pays signataires.

La situation intérieure économique de la Russie soviétique passe par une phase critique sans précédent dans l'histoire. La famine commence à faire des milliers de victimes.

On ne pense pas à la guerre, mais les dangers annoncés par les journaux et les milieux intéressés ne pouvaient qu'entretenir une atmosphère lourde propre à empêcher la marche vers la stabilisation et l'amélioration dans cette partie de l'Europe.

Vers le commencement de février 1921, le président, général Coanda, annonce au Sénat que les échanges de radiotélégrammes entre les Soviets et le gouvernement roumain manifestent l'état de paix qui existe entre les deux pays.

Le gouvernement soviétique, à son tour, propose de régler les questions commerciales et la navigation sur le Dniester.

Le gouvernement roumain n'a rien à opposer à cette offre et suggère d'envoyer des délégués des deux Etats pour régler ces questions.

En même temps, à Paris, Boris Savinkoff, ennemi de Kérensky, mène une campagne défavorable aux négociations en déclarant que les bolchevistes songent à attaquer la Roumanie et que la question de la Bessarabie, après la signature du pacte de Paris, reste au contraire une question ouverte.

D'autres désirent des traités de paix, car les négociations préliminaires de la paix de Riga offrent l'occasion

aux Roumains de commencer les pourparlers ; telles sont entre autres les déclarations du général Sisnkowsky. (*Dimineata*, 12 février 1921.)

Chronologiquement les faits se sont déroulés de la manière suivante :

Le gouvernement soviétique, par l'intermédiaire de son commissaire aux Affaires étrangères Tchitchérine, transmet le radiotélégramme suivant au ministère des Affaires étrangères de la Roumanie en réponse au radiotélégramme roumain du 31 janvier 1921 :

« Le gouvernement russe qui, depuis le début des pourparlers relatifs à la conclusion d'un traité de paix entre la Russie et la Roumanie, c'est-à-dire voilà plus d'une année, a fait preuve de l'esprit le plus bienveillant, de la décision inébranlable de mettre fin à tous les différends entre les deux pays et d'arriver avec la Roumanie à un accord solide et durable, a décidé une fois de plus d'accéder aux désirs du gouvernement roumain et d'accepter les propositions contenues dans votre radiotélégramme du 31 janvier reçu par nous le 4 février.

« Quoique le gouvernement russe regrette le nouveau retard causé par la convocation d'une conférence préparatoire devant précéder la conférence entre nos deux gouvernements, il a résolu, néanmoins, de répondre à notre désir et de se rallier à votre proposition d'indiquer une ville neutre où un délégué de chaque parti se rendrait afin de discuter en commun le programme de la conférence ultérieure. Dans ce but, le gouvernement russe a nommé comme délégué Maxime Litvinoff, membre du Collège du commissariat des affaires extérieures et en même temps représentant plénipotentiaire de la République russe à Reval, qui a reçu durant son séjour récent à Moscou, toutes

les instructions nécessaires pour mener à bonne fin la consultation avec le délégué roumain.

« Le gouvernement russe propose donc de choisir Reval comme lieu de négociations, étant donné que durant ses consultations préparatoires, il serait difficile aux représentants russes, devant les circonstances actuelles, de quitter Reval, tandis que pour le représentant roumain il est indifférent de se rendre dans telle ou telle autre ville du littoral baltique. Notre représentant est déjà en route pour Reval et nous considérons qu'il est hautement désirable, dans l'intérêt des deux partis, de ne point retarder l'ouverture de l'entrevue projetée. »

« Signé : TCHITCHÉRINE,
Commissaire aux Affaires étrangères. »

(*L'Humanité*, 10 février 1921.)

De là résulte très clairement les intentions pacifiques des Soviets ; mais ce sont alors les Roumains qui craignent de recommencer les pourparlers.

Au Sénat roumain notre ministre des Affaires étrangères Take Ionesco, répondant à l'interpellation du professeur Stéfan Meitani, précise l'attitude du gouvernement soviétique et son grand désir de commencer les pourparlers à Reval avec le délégué russe Litvinoff.

L'atmosphère est défavorable. Les nombreuses protestations des Soviets adressées au gouvernement roumain, à propos des bandes de Petliura, énervent les milieux roumains, ajournant, une fois de plus, les pourparlers.

La situation économique, comme je l'ai dit tout à l'heure, inquiète l'U. R. S. S. qui cherche à améliorer son commerce extérieur, d'ailleurs à peu près inexistant. A Lon-

dres, vers le milieu d'avril 1921, le leader communiste Krassine se déclare pour la paix immédiate avec la Roumanie qui pourrait, pense-t-il, faciliter les relations commerciales de l'U. R. S. S. avec le sud-ouest de l'Europe.

C'est Reval qui fut la localité choisie pour les futures conversations russo-roumaines. Mais, au commencement de juin 1921, Litvinoff fut nommé commissaire adjoint du peuple aux Affaires étrangères. La délégation nommée par le gouvernement roumain composée de MM. Filality, Ciotori et Crăciun devait donc ajourner son départ et pour une autre destination que Reval.

Au début d'avril, Tchitchérine et le docteur Rakowsky ont envoyé une nouvelle note au gouvernement roumain :

« La situation actuelle dans la lagune du Dniester est profondément anormale et ne saurait être tolérée.

« Des monitors et autres navires de guerre roumains y circulent librement, sans la moindre restriction, tandis que la plus petite embarcation commerciale ou navire russe ou ukrainien, ne serait-ce qu'une simple chaloupe, est bombardée par les Roumains. La conduite des autorités roumaines dans la lagune ne constitue pas seulement une violation flagrante des principes élémentaires du droit national, elle est encore en opposition complète avec les déclarations mille fois répétées du gouvernement roumain, sur son désir de vivre en paix avec la Russie et l'Ukraine.

« Cet état de choses oblige les gouvernements de Russie et de l'Ukraine à demander formellement le retrait immédiat de tous les navires de guerre de la lagune du Dniester et à déclarer que l'apparition des monitors ou autre bâtiment quelconque de guerre roumain en ce lieu sera con-

sidérée par eux comme un acte d'hostilité contre lequel toutes les mesures nécessitées par la protection de notre navigation seront prises.

« Considérant d'autre part comme urgente, importante au plus haut degré, la régularisation immédiate de la navigation dans la lagune du Dniester, les gouvernements de Russie et d'Ukraine proposent au gouvernement roumain de constituer une commission mixte de représentants de tous les Etats pour élaborer le statut de la lagune du Dniester et les règles de navigation à appliquer. » (*L'Humanité*, 13 avril 1921.)

Cette note a facilité la conférence qui eut lieu sur l'estuaire du Dniester au commencement de juillet 1921.

CONVERSATIONS SUR LA NAVIGABILITÉ DU DNIESTER DU MOIS DE JUILLET 1921.

A la suite des fréquents incidents provoqués par des canonnières russes et roumaines sur le Dniester, le gouvernement de Moscou avait décidé, après des échanges de notes diplomatiques, de discuter un accord quelconque sur la navigabilité du Dniester.

Les Soviets désiraient Odessa comme siège des pourparlers, mais le gouvernement roumain a tenu qu'ils aient lieu sur un bateau sur l'estuaire du Dniester.

La première conférence fut décidée pour le 9 juillet 1921. Elle eut lieu dans l'estuaire entre la délégation russe formée de Iacoblew, du ministère des Affaires étrangères, de Felroman et de quelques marins, et les représentants roumains conduits par le ministre plénipotentiaire Papiuiu, le commodore Scodrea et Economu de notre marine royale.

La conférence eut un caractère documentaire.

Les points principaux à discuter étaient les suivants : la délégation soviétique demandait la navigation entière du Dniester tandis que les Roumains voulaient limiter la discussion à la navigation autour de l'estuaire. Pour éviter les conflits qui pouvaient surgir d'un moment à l'autre entre les unités militaires russes et roumaines, nous avons proposé une *zone de démarcation*, chacun des pays ayant la libre navigation dans ses eaux. Les habitants pouvaient ainsi travailler et pêcher tranquillement au bord du fleuve.

Par contre, la délégation russe soutenait que la navigation sur l'estuaire et dans la partie inférieure du fleuve devait être autorisée aux bateaux des deux pays à titre de réciprocité. Cette proposition fut rejetée par les Roumains.

Une autre question soulevée par les Soviets fut la sortie des bateaux russes par le canal de Bugaz dans la mer Noire.

Iacoblew demandant simplement la libre navigation sur le canal de Bugaz des bateaux soviétiques, les Roumains ont accepté, sous la seule condition que les navires fussent pilotés par les marins roumains. Cette condition fut repoussée par les Soviets : ce fut la cause fondamentale de l'échec des négociations. Le 31 juillet 1921 les conversations furent suspendues.

La situation trouble persiste en Russie. L'Hatman Makhno, un des ennemis les plus acharnés des bolchevistes, passe en Bessarabie à la fin d'août 1921, poursuivi par des troupes soviétiques, qui après le passage du Dniester sont arrêtées par les Roumains.

De là des échanges de notes entre les deux pays.

Le journal communiste de Berlin *Die Rote Fahne* publie un télégramme de Moscou daté du 25 septembre 1921. Dans ce télégramme, le commissaire du peuple pour les Affaires étrangères demande au gouvernement roumain l'extradition de Makhno qu'il qualifie de criminel.

La présence de ce personnage sur le territoire roumain a donné l'occasion à un échange de notes entre les deux gouvernements.

Pourtant par un radio adressé, comme d'habitude, à l'Europe entière, le gouvernement russe annonce son vif désir de renouer des relations pacifiques avec la Roumanie dans le délai le plus court possible.

Le remplaçant de Litvinoff, Karachan, déclare en outre que le trésor roumain se trouve intact et que le gouvernement soviétique a toujours su respecter un avoir qui ne lui appartenait pas.

CHAPITRE III

De 1922 jusqu'à la révolte de Tatar Bunar.

I

LES QUESTIONS RUSSO-ROUMAINES AUX CONFÉRENCES DE GÈNES
ET DE LA HAYE.

La situation critique de la Russie inquiéta l'Europe, et Lloyd George, alors dirigeant de la politique anglaise, pensa que le seul moyen de dégager la Russie de cette situation était de la faire entrer dans le concert européen, de « l'arracher à sa solitude et de la remettre en contact avec l'ordre social que l'Europe s'évertuait à restaurer et à améliorer ». (Ernest Lâgarde, *op. cit.*, p. 134.)

Après les entretiens de Londres en décembre 1921, eut lieu, en janvier 1922, la conférence de Cannes à laquelle les Soviets prirent part.

Les puissances s'y décidèrent à une nouvelle politique pour la reconstruction économique de l'Europe.

Dans sa résolution du 6 janvier 1922, la conférence de Cannes affirma au troisième paragraphe : le « sentiment de sécurité ne peut être rétabli que si les nations désirant obtenir des crédits étrangers, s'engagent librement à reconnaître toutes les dettes et obligations publiques qui ont été ou seront contractées ou garanties par l'Etat. » (*Ibid.* p. 136.)

On se souvient de l'article 8 du traité de Paris de 1920, stipulant qu'une partie des dettes russes serait à la charge de la Roumanie en tant que successeur de l'ancien Empire de Russie ; nous avons eu l'occasion d'en parler plus haut.

Tous les Etats, même le gouvernement des Soviets, participèrent sur un pied d'égalité absolue à la conférence de Gênes, le 9 avril 1922.

A l'ouverture, le président Facta exposa le but de cette conférence :... « Nous sommes réunis en tant que représentants de toutes les nations de tous les peuples de l'Europe afin de rechercher en commun les meilleurs moyens de rétablir la prospérité compromise de ce continent, afin que chacun de nous puisse instaurer dans son propre pays, à sagesse, le meilleur état de choses dans l'intérêt de son peuple, un meilleur état de choses que celui que le monde a connu jusqu'à présent. » (*La Conférence économique internationale de Gênes, 1922. Procès-verbaux et documents relatifs à la question russe, avril-mai 1922, Rome.*)

Les débats à peine commencés, des incidents furent soulevés par Tchitchérine à l'occasion de la composition de la sous-commission politique.

Le commissaire du peuple aux Affaires étrangères du gouvernement de Moscou attira l'attention sur ce qu'il appelait « le caractère anormal de la participation à une commission qui a pour but d'établir sur une base solide des relations économiques entre la Russie et les autres pays, du Japon et de la Roumanie ».

« En effet, ajouta-t-il, les troupes japonaises occupent actuellement une partie du territoire de la République d'Extrême-Orient qui est l'alliée de la Russie ; et la Rou-

manie de son côté, occupe par la force une province, la Bessarabie, précédemment russe et actuellement ukrainienne. »

M. Ishii, délégué japonais, le premier prit la parole, puis Bratiano, président du conseil roumain, exposa que la Bessarabie était une province roumaine ravie autrefois à la mère-patrie par la Russie, que l'assemblée populaire librement constituée avait voté à la presque unanimité sa réunion à la Roumanie à qui les puissances l'avaient attribuée.

M. Tchitchérine demanda avec étonnement par quel acte cette attribution avait eu lieu.

M. Bratiano répliqua : « Par décision de la conférence des ambassadeurs. »

M. Tchitchérine alors, sur un ton de surprise absolue : « Conférence des Ambassadeurs, je ne connais pas. » (*Le Temps*, 13 avril 1922.)

La discussion ne fut pas poussée plus loin, et sans vote, la commission présidée par M. Facta passa outre à la protestation russe.

L'incident soulevé par Tchitchérine au sujet de la Bessarabie lors de la première séance de la sous-commission politique fut d'une nature particulièrement grave.

Il a poussé Bratiano à déclarer aux journalistes : « La Roumanie, dans un esprit de conciliation, inspiré par son désir de contribuer à une œuvre de solidarité européenne, a décidé de participer à cette conférence malgré la situation actuelle sur la frontière de l'Est. »

Elle ne peut laisser passer la protestation des Soviets russes sans lui opposer la déclaration suivante : « La Bessarabie est un vieux pays roumain qui est retourné à la Roumanie par la volonté de son peuple, union reconnue

par un traité signé à Paris par les quatre grandes puissances invitantes. » (*Le Temps*, 17 avril 1922.)

Dans les milieux roumains de Gênes, on déclarait n'être nullement étonné de l'attitude des Russes.

Au cours des séances suivantes, le gouvernement soviétique reconnut toutes les dettes et toutes les obligations qui avaient été contractées ou garanties par l'Etat russe, — c'est-à-dire par le gouvernement impérial russe ou par le gouvernement provisoire russe — vis-à-vis des puissances étrangères, conformément à la résolution de Cannes.

Le 2 mai 1922, un mémorandum fut adressé par les puissances à la délégation russe.

Les clauses les plus importantes pour les Roumains furent la clause I : « Toutes les Nations devaient s'engager à s'abstenir de toute propagande subversive de l'ordre et du système politique établis dans d'autres pays, le gouvernement soviétique russe n'interviendra en aucune manière dans les affaires intérieures et s'abstiendra de tout acte susceptible de troubler le *statu quo* territorial et politique dans d'autres Etats. Il supprimera également sur son territoire toute tentative d'aide aux mouvements révolutionnaires d'autres Etats », et clause 13 : « Le gouvernement soviétique russe restituera au gouvernement roumain les valeurs déposées à Moscou par ledit gouvernement roumain. » (*La Conférence de Gênes, 1922. Procès-verbaux relatifs à la question russe*, avril-mai 1922, Rome.)

La Roumanie, dans les discussions qui ont fait l'objet de la conférence de Gênes, dès la première heure, a attiré l'attention sur les deux points qui dominaient nos rapports avec la Russie :

1^o La sécurité de la frontière de la Bessarabie le long de laquelle la tranquillité devait être assurée ;

2^o La restitution du trésor confié en dépôt à Moscou au gouvernement russe et sous sa garantie.

La première de ces questions fut inscrite à l'article premier et la seconde à l'article 13, comme nous l'avons vu tout à l'heure.

La réponse russe au mémorandum eut lieu le 11 mai 1922.

Après l'examen du préambule, elle passait à la clause I, la déclarant inadmissible, notamment parce qu'elle prévoyait que le gouvernement soviétique devait supprimer sur son territoire toute tentative d'aide aux mouvements révolutionnaires des autres pays. Quant au *statu quo*, elle l'a considéré comme une tentative voilée de faire admettre à la Russie les traités conclus par d'autres Etats. C'était pour la Russie une question politique qu'elle était prête à discuter avec les puissances intéressées au moment opportun.

Les délégués russes rejetaient donc les obligations de l'article premier qui imposeraient à la Russie l'engagement de s'abstenir de toute action pouvant troubler le *statu quo* territorial et politique dans d'autres pays et aussi, indirectement, l'engagement de reconnaître le rattachement de la Bessarabie à la Russie.

Une autre question politique, dit plus loin la réponse russe, « est celle prévue dans la clause 13 et concernant les rapports de la Roumanie avec la Russie.

« Comme cette question fait partie de l'ensemble des questions politiques, territoriales et autres en litige entre la Russie et la Roumanie, elle ne peut pas être examinée séparément. » (*La Conférence de Gênes, 1922. Procès-verbaux relatifs à la question russe*, avril-mai 1922, Rome.)

Dans la séance du 17 mai 1922, Tchitchérine rappelle

les incidents provoqués à la frontière occidentale russe par les bandes armées de Wrangel.

Bratiano estime qu'il lui suffit de lire un passage de la lettre qu'il a adressée au Président Facta à ce sujet :

« La Roumanie s'est imposé comme règle de conduite de s'abstenir de toute immixtion dans la vie intérieure des autres pays et de toute agression sur leurs frontières.

« Le gouvernement roumain serait très heureux si dorénavant il était en mesure de constater que l'on usât de la même procédure à son égard. »

Dans la séance de l'après-midi le délégué roumain, à l'occasion de la discussion du pacte de non-agression, déclare ouvertement que : la Roumanie est prête à signer un tel pacte avec la Russie et qu'elle désire reprendre les relations le plus vite possible.

Mais son offre reste sans réponse.

Comme la conférence de Gênes se termine par un échec, on décide qu'au cours des mois suivants les discussions économiques recommenceront à La Haye.

La Roumanie y sera représentée par M. Diamandi ; c'est à cette occasion que le représentant soviétique Litvinoff invitera la Roumanie à la conférence de désarmement de Moscou à la fin de 1922.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT DE MOSCOU (décembre 1922).

Les conférences préliminaires de Varsovie et de Reval.

Après la conférence de Gênes, une détente se produisit, d'autant plus que les Soviets purent apprécier, au courant de 1922, à Lausanne, Gênes et La Haye, les bonnes intentions de la Roumanie à leur égard.

Au commencement de septembre 1922, Tchitchérine vint à Varsovie où eurent lieu des conversations qui devaient aboutir à des rapports plus amicaux avec la Pologne. On sait qu'à partir de 1921, après la conclusion avec la Pologne d'un pacte d'alliance, celle-ci commença à jouer son rôle de médiatrice entre la Roumanie et l'U. R. S. S.

La situation des Soviets à ce moment était critique.

Ils cherchaient le moyen de réduire les armements surtout dans les pays limitrophes. Dans ce but, ils invitèrent les Etats baltes et la Pologne à une conférence de désarmement qui eut lieu à Moscou. La Roumanie y fut également invitée par l'intermédiaire de la Pologne.

Le gouvernement de Moscou, étant donné sa situation financière, a donc proposé par l'intermédiaire de son représentant à Varsovie, Karachan, au gouvernement polonais, d'inviter tous les Etats limitrophes à conclure un pacte de non-agression et à prendre part à la conférence de désarmement qui devait avoir lieu plus tard à Moscou.

La Pologne a fait cette proposition à la Roumanie à l'occasion de la visite de son ministre des Affaires étrangères Narutovici à Sinaïa en Roumanie.

Après le départ de Pilsudski qui accompagnait Narutovici, se réunit un conseil des ministres qui décida sur la réponse.

La Roumanie acceptait l'invitation des Soviets à condition que la possession de la Bessarabie lui fût reconnue par le gouvernement de Moscou qui affirmait une fois de plus son grand désir de la paix.

La Roumanie, dans le même conseil, accepta de prendre part à la conférence militaire de Varsovie, à laquelle elle était également invitée par la Pologne, afin de discu-

ter, avant de se réunir à Moscou, sur les modalités du désarmement.

A la note roumaine qui acceptait l'invitation d'aller à Moscou, les Soviets répondirent que la future conférence de désarmement ne devait traiter que des questions de désarmement, et que les questions territoriales ou politiques ne feraient pas l'objet de discussions ; d'ailleurs, la Bessarabie n'était pour les Soviets qu'une partie de la Russie qui se trouvait sous l'occupation militaire roumaine. C'est pourquoi, la Roumanie ne prendra pas part à la conférence. Le journal officieux du gouvernement soviétique, *Izvestia*, souligne alors que le refus de la Roumanie ne pouvait changer en rien l'attitude des Russes et annonce que le gouvernement de Moscou avait envoyé aux gouvernements anglais, français, italien, yougoslave, bulgare et grec, une note par laquelle il leur faisait connaître les circonstances et les raisons du refus de la Roumanie. Auparavant déjà, à la conférence de La Haye, le gouvernement russe, par la voix de son premier délégué Litvinoff, avait invité la Roumanie à la conférence de Moscou.

Avant cette conférence, eurent lieu à Reval, en août 1922, des échanges de vue entre la Finlande, l'Esthonie et la Lettonie en vue de se mettre d'accord sur la tactique à suivre à la prochaine conférence du désarmement de Moscou.

Les Etats se sont réunis à Varsovie le 22 septembre 1922 en une autre conférence militaire pour coordonner les avis des experts en vue de la future conférence de Moscou ; c'est le commandant en chef du V^e corps d'armée, général Petala, qui y prit part au nom de la Roumanie. Notre représentant militaire n'a eu qu'un mandat limité, ayant reçu les instructions de la Petite Entente.

Cette conférence militaire n'a duré que trois jours et les délégués militaires se sont mis d'accord sur toutes les questions qui devaient être débattues à Moscou avec la délégation soviétique.

Une autre conférence a eu lieu plus tard entre les Etats baltes et la Pologne à Reval en vue de constituer un front unique. Ils adoptèrent ce principe : sécurité d'abord.

Elles étaient toutes deux des conférences préliminaires.

Au commencement de décembre, la conférence s'ouvre à Moscou ; la Pologne au nom des autres Etats propose de procéder à un désarmement moral pour créer, pour ainsi dire, une atmosphère de confiance.

Comme la Roumanie ne prenait pas part à cette conférence, elle avait confié ses intérêts au représentant polonais, prince Ianutz Radziwil, qui soutenait le point de vue roumain, adopté à Varvosie ; mais le représentant polonais ne jouait qu'un rôle d'observateur quant aux intérêts roumains.

J'ai dit que pour créer une atmosphère de confiance, ils devaient d'abord aboutir à la conclusion de pactes de non-agression, puis à un désarmement matériel. On peut affirmer que dans cette conférence, comme d'ailleurs dans toutes les conférences de désarmement, sauf quelques exceptions, les puissances négociatrices eurent soin de grossir sur le papier leurs effectifs pour pouvoir par la suite consentir à une réduction.

On a même élaboré un pacte de non-agression, composé de six articles, signé pour la Roumanie par le représentant polonais, prince Radzwil, *ad referendum*, mais ce traité fut repoussé par la Russie qui le trouvait sans vie.

Ainsi, comme toutes les autres conférences de désar-

mement, la conférence de désarmement de Moscou échouait.

II

CONFÉRENCE DE LAUSANNE DE 1922-1923.

LES ÉCHANGES DE VUES RUSSO-ROUMAINE À MONTREUX EN 1923.

Après la victoire de la Turquie sur la Grèce en septembre 1922, le gouvernement de la Grande assemblée nationale d'Angora fut informé par les grandes puissances alliées, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie, de leurs intentions quant à la conclusion de la paix qui devait avoir lieu à Lausanne. Le gouvernement d'Angora marquait, dans une note du commencement d'octobre, son grand mécontentement de constater que la convocation de la Russie à la conférence n'eût pas été envisagée par les grandes puissances.

Les alliés, tenant compte des suggestions de la Turquie, qui n'était pas en guerre avec les Soviets, les invitèrent le 27 octobre à se faire représenter à la susdite conférence, qui devait résoudre en outre la question des Détroits.

Après les protestations de Tchitchérine et de Rakowsky au sujet de l'invitation et de la limitation de conversations — car il s'agissait d'un règlement général de toutes les questions du Proche Orient — les grandes puissances adressèrent à la Turquie, le 14 novembre 1922, leur point de vue sur les questions soulevées.

Les Soviets ont donc été invités à prendre part à la discussion sur la question des Détroits, mais ils devaient participer sur le pied d'égalité avec les autres puissances.

La Roumanie y fut invitée au cours du mois d'octobre.

Ses délégués étaient : le ministre des Affaires étrangères Duca et notre ministre à Paris Diamandy. Au nom des Soviets prirent part à la conférence : Tchitchérine, Rakowsky, Mdiviani et Vorovski.

Dans la séance du 4 décembre 1922, la Roumanie et la Russie parurent sur le premier plan aux discussions.

Cette conférence de Lausanne a beaucoup facilité les échanges de vues de notre délégation et de celle de l'U. R. S. S. à la suite du succès des propositions roumaines touchant le régime des Détroits.

Au commencement eurent lieu, comme c'est l'habitude dans les conférences internationales, des contacts de simple politesse, sans aucune importance.

Dès la séance du mercredi 6 décembre, Tchitchérine, répondant à lord Curzon, affirmait : « Quant à la Roumanie, est-ce d'hier qu'elle voisine avec la Russie ? Jamais elle n'a protesté contre le régime de la fermeture des Détroits. En voulant établir un régime qui perpétue les troubles, on invoque la sécurité de la Roumanie, mais c'est sur terre que nos relations avec la Roumanie se déterminent. La Russie n'a aucune intention agressive contre la Roumanie, mais, si elle en avait, c'est par des combinaisons sur terre que nous connaissons que la Roumanie se prépare à se défendre ». (*Conférence de Lausanne*, ministère des Affaires étrangères français, t. I, 1923, p. 126.)

La première entrevue a eu lieu, le 24 décembre 1922, à l'hôtel Palace de Montreux, où pendant deux heures on a passé en revue toutes les questions pendantes entre la Roumanie et la Russie.

Le Dr Rakowsky fit, dans une interview aux journalistes roumains, des déclarations non autorisées. Il affirmait notamment que la Russie n'avait aucune prétention

sur la Bessarabie et que les Soviets désiraient une détente sous la double condition :

1° Que la Roumanie reconnût *de jure* le gouvernement de Moscou et qu'elle reprît les relations diplomatiques et commerciales ;

2° Que le gouvernement de Bucarest renonçât au trésor qui n'existait plus.

Tchitchérine a exposé ensuite l'attitude éventuelle de la Russie en vue d'aplanir tous les mécontentements entre la Roumanie et les Soviets.

Du côté roumain comme du côté soviétique, tout le monde s'était déclaré content. Il fallait aviser les gouvernements pour que plus tard recommençassent de nouvelles et définitives conversations.

Notre ministre des Affaires étrangères mit au courant des échanges de vues nos alliés, qui trouvèrent que les pourparlers commençaient sous de bons auspices.

Ces échanges de vues ont eu naturellement des répercussions sur les conversations entre les deux délégations.

Elles avaient d'ailleurs un caractère *ad referendum*.

La délégation soviétique à la conférence de Lausanne dans toutes les discussions, qui ont duré plus de deux semaines, a fait preuve d'un grand esprit de conciliation. Le Dr Rakowsky a même déclaré qu'il était prêt à dissoudre l'organisation « Zakordat » qui menait une action assez connue quant à la Bessarabie.

Ce langage aimable était depuis longtemps attendu.

CONFÉRENCE DE TIRASPOL ET SIGNATURE DE LA CONVENTION
RELATIVE À LA SÉCURITÉ ET À LA SURVEILLANCE DES FRON-
TIÈRES LE 20 NOVEMBRE 1923.

Les pourparlers de Gênes et les échanges de vue de Lausanne ont été le prélude de la convention du 20 novembre 1923.

Le 29 avril 1923, avaient eu lieu à Chitcani, en Bessarabie, des entrevues entre la délégation roumaine conduite par l'ancien préfet de Tighina, Serge Dimitriu, et le chef de la délégation soviétique, Caziacov, représentant officiel du ministère des Affaires étrangères, secondé par Alexiew, délégué du commissariat du Commerce extérieur. Le but des conversations était surtout de reprendre les relations commerciales et, incidemment, de discuter des questions politiques.

D'une façon générale, ont eu lieu des échanges de vues au sujet des transports des céréales, surtout du maïs et des autres marchandises dont les Russes avaient grand besoin. Ensuite les pourparlers sont interrompus, car les incidents à la frontière russo-roumaine se multiplient. Vers la fin de juillet 1923 ont lieu de nouveaux échanges de notes entre les deux gouvernements.

Le ministre des Affaires étrangères roumain pense que les litiges des frontières peuvent bien être aplanis par une commission mixte ; sur sa suggestion, le gouvernement de Moscou propose l'institution de cette commission.

Pour la première fois depuis la rupture des relations diplomatiques, le gouvernement roumain accepte une proposition suggérée par Moscou.

Nous nous trouvons en train de discuter. On décide d'envoyer des délégués. Deux commissions sont formées ; l'une technico-économique ayant pour but les accords commerciaux et l'autre militaire pour discuter sur les incidents des frontières.

Le 10 août 1923, la commission militaire roumaine conduite par le général Iovanovici passe le Dniester pour rencontrer la délégation soviétique ayant pour chef le commissaire Bobsiscov.

L'autre commission roumaine, que nous appelons technico-économique, était conduite par les ingénieurs roumains Erbiciano et Gavrilesco. Elle avait pour but de discuter sur ces trois points principaux :

1^o Navigabilité sur le Dniester ;

2^o Question des bateaux coulés ;

3^o Possibilité de conclure un accord commercial, au moins en ce qui concerne le transport et les échanges des diverses marchandises entre les habitants des départements du voisinage du Dniester.

Outre ces commissions, d'autres, purement techniques, travaillent à Rezina, Soroca, Tighina et Cetatea Alba, au dragage du Dniester ; elles poursuivirent leur travail à Kichinev.

Nous nous intéresserons seulement aux deux premières commissions dont l'une aboutit à la convention de Tiraspol.

Dans les conversations économiques, les délégations n'ont eu que des échanges de vues car elles n'étaient pas investies des pleins pouvoirs par leurs gouvernements respectifs.

Les négociations sont suspendues pour un moment afin que les délégations donnent leurs rapports à leurs gouvernements.

Pourvue de nouvelles instructions, la commission économique poursuit les discussions à Odessa et Tiraspol, sans arriver à un accord ; pourtant les échanges de marchandises donnent lieu à des incidents, faute d'un règlement douanier. On a repris les pourparlers vers la fin d'octobre, et la délégation roumaine économique se trouva alors composée de MM. Christodoresco, Raducan Popesco et du D^r Mantu.

La reprise des pourparlers commerciaux a été demandée par Tchitchérine au nom du gouvernement soviétique ; mais la délégation roumaine n'a pas eu le pouvoir de traiter, mais de prendre seulement connaissance des suggestions et des propositions soviétiques.

Le gouvernement italien cherche alors à signer un accord commercial avec l'U. R. S. S. L'Angleterre, de son côté, pense que c'est le moment de reconnaître le gouvernement de Moscou. Aussi les prétentions soviétiques commencent-elles à devenir plus exigeantes et l'accord commercial n'aboutit pas, pour diverses raisons dont les plus importantes ont été amplement discutées dans un conseil des ministres roumain. Dans le nouveau projet de traité commercial, la Roumanie est dénommée partie adverse, ce qui ne convient pas aux Roumains qui attribuent à ce terme *sui generis* une sorte de réserve politique que nous ne pouvons pas accepter.

Un autre point sensible, qui a empêché la signature du traité, c'était le désir des Soviets d'établir un régime consulaire. Involontairement, ce régime devait aboutir à des échanges de personnes, à un service de passeports, donc à des rapports politiques plus ou moins accentués, et cachait des tendances de propagande dont le gouvernement roumain ne voulait à aucun prix, même avec l'assurance

formelle du gouvernement de Moscou de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de notre pays.

La commission militaire travaillait avec plus de succès; ses efforts aboutirent à la signature d'un règlement élaboré en vue d'empêcher les conflits sur le Dniester.

Signé le 20 novembre 1923 à Tiraspol par le général roumain Iovanovici et le délégué du commissariat pour les Affaires extérieures soviétiques, Obrachewski, il reste un document historique.

Il est le premier acte officiel et mène à de nouvelles discussions.

Pendant plus de deux mois, les commissions ont travaillé à mettre en lumière le nouveau règlement qui s'appelle « Règlement relatif aux mesures et procédés employés pour aplanir les conflits sur le Dniester ».

Il est composé de dix-neuf articles auxquels on a ajouté des : « Instructions relatives aux attributions et aux droits des commissions mixtes locales et à l'ordre de leur activité. »

Le préambule de ce règlement emploie au lieu de « gouvernement » le mot « Etat ».

Tous les incidents qui, à partir de la signature de la convention, causeront des dommages matériels, et tous les conflits qui troubleront la tranquillité de la population, seront soumis immédiatement à des commissions mixtes, après une demande écrite de la partie lésée. Ces commissions mixtes locales sont composées de trois personnes pour chaque pays : deux membres militaires, un membre de l'administration civile. Chacune d'elles élit un président.

Composée presque de la même manière que les autres commissions locales mixtes, fonctionne aussi une autre commission appelée commission centrale qui règle le

fonctionnement des autres et statue sur les incidents ou conflits qui ne pourraient pas avoir une résolution de la commission locale. On y parle le roumain ou le russe. On délibère et les décisions sont exécutoires et définitives sauf en cas de dommages.

Les autorités sont requises de donner tout leur concours aux membres de ces commissions.

« Le présent règlement, dit l'article 19, sera considéré entré en vigueur dès qu'il sera confirmé par le gouvernement de l'U. R. S. S. et celui de la Roumanie. » (*Régulament privitor la măsurile si procedeile de intrebuintat si aplanarea conflictelor pe Nistru. Ministerul afacerilor Străine, 1924.*)

Quant aux « Instructions », composées à leur tour de douze chapitres, elles fixent la composition des commissions mixtes locales, la date du commencement des travaux, le siège et le rayon d'activité des commissions, l'ordre du travail dans les séances, qui doivent être terminées dans un délai de six jours au maximum.

Le chapitre huit traite de la constatation et de l'évaluation des dommages et les chapitres suivants de la restitution des objets.

Voilà en quelques lignes ce que les délégations militaires ont pu accomplir pendant plus de deux mois ; leurs travaux ont eu pour résultat des mesures plus sévères et plus efficaces à la frontière.

Nous pouvons affirmer, dès maintenant, que le travail de ces commissions pendant plus de dix ans a donné de bons résultats et a joué un rôle assez important dans les relations que nous avons reprises depuis deux ans avec nos voisins.

Les conversations commerciales ne cessent pas mais

sans aboutir à un accord, car les délégués roumains ont constaté chez les Russes une tendance à discuter aussi des questions politiques. Nous avons vu la prétention soviétique d'installer en Roumanie un consulat qui implicitement devait s'occuper, comme je l'ai dit plus haut, d'autres questions d'ordre politique telles que : passeports, protection des nationaux, etc...

Les Russes dans les discussions n'ont pas caché leur intention de donner à leur commerce une plus grande ampleur et la Roumanie était un des pays par lesquels ils pouvaient faire la liaison avec l'Occident.

Si des questions politiques ont fait l'objet de discussions, la question épineuse du trésor restait en suspens. Les Russes promettaient de faire réparer le pont sur le Dniester vis-à-vis de Tighina, et de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures roumaines.

Le gouvernement roumain, de son côté, était animé du désir de reprendre les relations diplomatiques, aussi fit-il parvenir au gouvernement de Moscou une note par laquelle il demandait des précisions sur l'ensemble des questions à discuter. Le désir, exprimé dans la note russe, de discuter toutes ces questions, a hâté le choix du lieu pour de nouveaux pourparlers.

Vers la fin de janvier 1924, s'achève à Odessa le protocole du traité commercial qui devait être le prélude des nouvelles conférences.

On choisit Salzbourg, Odessa et Varsovie pour les futures conversations. Le gouvernement roumain avait trouvé inacceptable que nos intérêts fussent discutés en territoire russe, alors surtout qu'il s'agissait de la question délicate qui formait le litige d'ordre politique entre la Roumanie et l'U. R. S. S.

On tombe d'accord et Vienne est préféré par les Roumains ainsi que par les Russes. Nous verrons se continuer après Tiraspol et dans un cadre plus grand, de nouvelles discussions, mais uniquement politiques.

Le 23 janvier 1924, avant de décider la date de la convocation de la future conférence de Vienne, une délégation roumaine conduite par le général Iovanovici était chargée de discuter à Tighina la navigabilité sur le Dniester.

La commission formée et à peine le travail commencé, le chef de la délégation russe Cneajmiski est informé par télégramme de la mort de Lenine et les pourparlers sont interrompus.

LA RECONNAISSANCE « DE JURE » DU GOUVERNEMENT SOVIÉTIQUE PAR L'ANGLETERRE ET L'ITALIE.

Au commencement de 1922 déjà une attitude particulière s'observe envers l'U. R. S. S., et ce revirement profond, qui s'était produit insensiblement, ouvre à la Russie de nouvelles voies et la conclusion de nouveaux accords la met sur un pied d'égalité avec les grandes puissances.

Les conférences de Cannes, Gênes, La Haye, Lausanne en sont la preuve.

En Angleterre, à peine le parti ouvrier arrivé au pouvoir, M. Ramsay Macdonald s'empresse de reconnaître, le 1^{er} février 1924, le gouvernement de l'U. R. S. S. comme « étant le gouvernement *de jure* des territoires de l'ancien Empire russe qui reconnaissaient son autorité ». (Ernest Lagarde, *op. cit.*, p. 169.)

Le 4 février 1924, l'Italie, après six mois de pourparlers, arrive à signer le traité de commerce et de navigation, ainsi qu'une convention douanière.

Les conséquences principales en sont la reprise des relations non seulement de l'Italie et de la Grande-Bretagne, mais de la Norvège, de l'Autriche, de la Grèce et de la Suède qui suivaient leur exemple.

Mais ce qui nous intéresse c'est la reconnaissance de l'U. R. S. S par les deux grandes puissances l'Italie et l'Angleterre. Toutes les deux en effet, à côté de la France et du Japon, elles signent le 28 octobre 1920 la convention dont nous connaissons déjà le contenu.

Cette reconnaissance des deux signataires de la convention de Paris donnera à notre grande voisine l'occasion d'augmenter ses prétentions dans les futures conversations.

A Odessa, le protocole commercial achevé devait être signé, mais, à la suite des prétentions russes d'installer sur le territoire roumain une organisation complète d'agents commerciaux soviétiques, il ne le fut pas.

Les Soviets, en effet, ne voulaient pas renoncer à leurs prétentions et ils ont attendu les résultats des négociations de la fin de mars 1924.

La Roumanie était à ce moment-là à la veille d'entrer en négociation à Vienne avec le gouvernement des Soviets pour tenter de régler les questions pendantes.

III

CONFÉRENCE DE VIENNE, DU 27 MARS AU 2 AVRIL 1924.

Les négociations de Tiraspol de 1923 ont été suivies, à Vienne, d'une conférence d'un caractère plus large. Nous avons vu que les conversations commerciales avaient échoué à cause de la demande impérieuse des Russes

d'installer en Roumanie des attachés commerciaux, qui, plus ou moins, devaient jouir des immunités diplomatiques ; comme la Roumanie craignait une propagande communiste dans le pays, elle rejeta cette proposition.

Quelle était l'atmosphère avant l'ouverture de la conférence de Vienne ?

Les différents leaders communistes et monarchistes émigrés menaient une propagande défavorable à la conférence.

Michel Levincki lui-même, qui devait prendre part aux débats de la conférence, déclarait sans aucune restriction : « Le point de vue soviétique quant à la Bessarabie reste inchangé. Nous considérons la Bessarabie comme un territoire russe, occupé par la force par les Roumains.

« Dans toutes les conférences avec nos représentants, les Roumains ont abordé cette question, mais nous avons toujours refusé de la discuter. »

« La Russie, déclarait d'autre part le Dr Rakowski, n'a jamais renoncé à considérer le territoire de la Bessarabie comme appartenant à la Fédération socialiste, soviétique...

« ... Avec nous, gouvernement des soviets, ajoutait-il, le gouvernement roumain peut, s'il le désire, arranger cette question de telle manière que le peuple bessarabien décide lui-même de son sort.

« Il fut un temps où les gouvernements roumains ne voulaient en aucune façon discuter sur la Bessarabie, dans la pensée que le régime bolcheviste ne devait pas durer. Je crois que les Roumains ont abandonné maintenant ces illusions. » (*Adevărul*, 6 mars 1924.)

L'officiel soviétique *Izvestia* publia à son tour des articles de Steclow, qui combattaient violemment notre droit sur la Bessarabie.

A Paris, les émigrés russes ont fait tous leurs efforts mais en vain pour que la France ne ratifiât pas le traité du 28 octobre 1920.

A la veille de la conférence de Vienne, notre grande amie la France manifesta une fois de plus sa sincère amitié et ratifia la susdite convention de Londres de 1920.

Je m'occupe pour l'instant de la ratification en mars 1924, par les Chambres françaises, du traité du 28 octobre 1920.

La documentation relative à la ratification était ainsi composée :

1° Le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre le 14 mai 1922 et portant approbation du traité ;

2° Le rapport du député Farges déposé le 7 juillet 1922 ;

3° Les parties principales du débat à la Chambre des députés du 11 mars 1924.

a) Le projet de loi du 14 mars 1922 était le suivant :

Projet de loi.

« ARTICLE UNIQUE : Le président de la République Française est autorisé à ratifier et à faire exécuter, s'il y a lieu, le traité relatif à la Bessarabie conclu à Paris le 28 octobre 1920 entre la France, l'Empire Britannique, l'Italie et le Japon, principales puissances alliées et associées, et la Roumanie.

« Une copie authentique de cet acte sera annexée à la présente loi. » (J. Okhotnikov et N. Batchinsky, *op. cit.*, p. 102.)

b) Le rapport Farges fait l'historique de la question bessarabienne et conclut à la ratification.

c) Le débat à la Chambre a eu lieu le 11 mars 1924.

Au nom du groupe communiste, le Dr Morucci prit la parole, demandant aux Chambres de repousser le projet du gouvernement. Mais le président du Conseil Raymond Poincaré, alors ministre des Affaires étrangères, défendit longuement le projet de loi :

« Vraiment, messieurs, dit-il, nous ne saurions sans mauvaise grâce vis-à-vis de nos amis et alliés Roumains, retarder davantage notre propre décision. » (*Journal Officiel*, 2^e séance du 11 mars 1924, p. 1206.)

Analysant le rapport Farges, il le renforça par des considérations historiques et il insista sur la nécessité du vote du susdit traité.

Après une brève riposte du Dr Morucci, le député Ernest Lafond proposa un amendement tendant à n'autoriser la ratification qu'après accord avec le gouvernement russe ; mais son amendement, mis aux voix, fut repoussé par 415 voix contre 74.

Le projet de la ratification du traité du 28 octobre 1920, concernant la Bessarabie, fut adopté à main levée le 12 mars 1924 par la Chambre des députés et le 17 mars 1924 par le Sénat.

A peine la convention ratifiée par la France, le gouvernement russe manifesta son grand mécontentement. Le journal *Pravda* qualifie l'acte de ratification de chiffon de papier, ayant la même importance que la reconnaissance par la France du gouvernement de l'amiral Koltchak.

L'U. R. S. S. n'étant pas encore reconnue par la France à cette époque, et n'ayant pas de représentant à Paris, il n'y eut de protestation officielle de la part des Soviets que deux ans plus tard, à l'occasion du traité franco-roumain de 1926.

Toutefois, le commissaire du peuple aux Affaires étrangères des Soviets, Tchitchérine, a envoyé un télégramme au président du conseil français, protestant dans les termes les plus véhéments contre la ratification par le Parlement français du traité du 28 octobre 1920, concernant la Bessarabie.

Après des échanges de télégrammes entre Tchitchérine et Duca, ministre des Affaires étrangères roumain, on a abouti à la fixation du siège de la conférence et à la nomination de ses membres.

On a préféré une ville neutre.

Les délégations étaient ainsi formées : la délégation roumaine avait pour chef M. Langa Rascano, ministre plénipotentiaire, accompagné de M. Mircea Djuvara, député, de M. Draghicesco, sénateur, de M. Ciotori, de la Légation de Londres, et de M. Michel Arion, secrétaire de légation.

La délégation russe était composée à son tour de M. Krestinski, ambassadeur soviétique à Berlin, de M. Michel Levicki, détaché à la légation russe à Vienne, de M. Lorenz, ancien commissaire du peuple à Kovno, du secrétaire Serebryakov et d'Ustinov, secrétaire d'ambassade à Berlin.

Les deux délégations étaient accompagnées de spécialistes.

Le *Daily Express* du 12 mars 1924 publia d'après son correspondant de Moscou, qu'à Vienne devait se discuter la restitution du trésor roumain envoyé à Moscou.

Le 25 mars eut lieu au *Landhaus* à Vienne, une entrevue entre le chef de la délégation roumaine M. Rascano et M. Krestinski, chef de la délégation russe, chacun accompagné respectivement de M. Casacou et de M. Ustinov. La conversation dura plus de trois quarts d'heure. La

discussion ne porta pas sur des questions politiques mais sur les préparatifs de l'ouverture de la conférence.

Le chef de la délégation russe Krestinski reçut le jour même, au palais de l'ambassade, les journalistes roumains et il leur remit une interview écrite par laquelle il déclarait son sincère désir de reprendre les relations amicales avec la Roumanie, appuyant sur le fait que les Soviets avaient toujours favorisé l'émancipation des nations et qu'ils avaient reconnu les Etats du voisinage de la Russie qui s'en étaient détachés. Ceci montrait que la Russie respectait le droit d'autodétermination des peuples et repoussait la politique impérialiste. Les Soviets manifestaient les intentions les plus pacifiques vis-à-vis de tout le monde.

L'ouverture de la conférence se fit en présence de M. Gruenberg, représentant du gouvernement autrichien.

Le 28 mars 1924, eut lieu la première séance, sous la présidence du chef de la délégation soviétique Krestinski. L'ordre du jour fut ainsi établi :

- 1^o La question territoriale ;
- 2^o Les questions financières et économiques ;
- 3^o Les questions judiciaires ;
- 4^o Les questions politiques.

Les délégations exposèrent leur point de vue au sujet de la première question, puis la séance a été remise à l'après-midi pour discuter la première question dite territoriale.

La déclaration faite par la délégation roumaine, dans la séance du 28 mars, manifestait les intentions avec lesquelles elle était arrivée à Vienne.

Sur le refus du chef de la délégation soviétique de lui accorder un entretien privé, le délégué roumain déclara qu'après les échanges de vues de Lausanne le 26 novembre

1923 et de Tiraspol le 5 décembre de la même année, les Roumains arrivaient avec l'intention de reprendre les relations normales et amicales qui impliquaient nécessairement la reconnaissance de la frontière.

La délégation roumaine manifestait ouvertement son intention de ne pas discuter la question de la Bessarabie.

« Malgré l'espoir, dit la déclaration, d'aboutir sans discuter la question de la Bessarabie » et de « résoudre dans l'esprit le plus large possible toutes les autres questions relatives à la reprise des relations normales des deux Etats, la délégation roumaine se vit dans la situation d'un refus catégorique de la part de la délégation russe ». (*Déclaration faite par la délégation roumaine à la conférence russo-roumaine de Vienne, 1924.*)

M. Krestinski, chef de la délégation soviétique, soutenait la thèse que la Bessarabie n'avait pas été enlevée véritablement à la Roumanie en 1812, car à cette date celle-ci n'existait pas, elle n'avait donc pas de droits historiques à revendiquer.

« Le gouvernement de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, et, avant la formation de cette union, les gouvernements de la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie et de la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine n'ont jamais donné leur consentement à l'incorporation de la Bessarabie à la Roumanie et considèrent l'occupation de cette région par les troupes roumaines, effectuée en 1918, occupation qui dure jusqu'à ce jour, comme une prise de la Bessarabie de force et par violence ». (*D'après la copie du ministère des Affaires étrangères roumain*).

Les Soviets renoncent à se prévaloir des droits historiques de la Russie sur la Bessarabie, mais :

« si la délégation soviétique se réfère ci-dessus à la situation antérieure de la Bessarabie, au traité y relatif, ainsi qu'au caractère provisoire de l'occupation roumaine, ce n'est point dans le but de fonder par cela même ses droits, mais exclusivement dans le but de démontrer l'inexactitude de l'argumentation historique du gouvernement roumain. » (*Ibid.*)

Il ajoutait que c'était là un principe bourgeois :

« Le droit des nations de disposer de leur sort est, après la révolution d'octobre, le principe fondamental servant de base à l'existence des peuples habitant sur les territoires de l'ancien Empire russe. Et en réglant ses relations avec les Etats limitrophes, le gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques se guide par le même principe et ne recourt point aux droits historiques. » (*Ibid.*)

Plus loin, le délégué russe conteste le droit du « Sfatul Tarii » de proclamer son annexion à la Roumanie, étant donné surtout que ces décisions ont été prises sous la pression de l'occupation et de la terreur militaire roumaine ; d'autant que l'U. R. S. S. ne reconnaît aucune valeur juridique au traité signé le 28 octobre 1920 par les principales puissances et relatif à la Bessarabie. » (*Ibid.*)

L'U. R. S. S. préfère se référer uniquement au principe wilsonien de libre détermination des peuples et, pour cette raison, propose le plébiscite :

« Fidèle au principe de sa politique de paix qui a abouti au règlement amical des rapports entre l'Union des R. S. S. et les gouvernements voisins, la Roumanie exceptée, le gouvernement soviétiste tient à élucider d'une façon tout aussi amicale et pacifique toutes les questions litigieuses qui font l'objet des divergences entre les deux gouverne-

ments. C'est pour cela que le gouvernement soviétiste insiste sur la solution de la question essentiellement litigieuse, c'est-à-dire la question de la Bessarabie, par voie d'un référendum de la population bessarabienne, dûment organisé et sous des conditions garantissant la pleine liberté et la régularité de cette manifestation de sa volonté.

« ... Le gouvernement soviétiste a des raisons bien fondées de croire que la majorité de la population de la Bessarabie subit avec difficulté son incorporation factice à la Roumanie. C'est pour cela justement que le gouvernement soviétiste insiste sur le référendum. » (*Ibid.*)

La réponse de la délégation roumaine au mémoire de l'U. R. S. S. faite dans la séance du 31 mars 1924 est catégorique.

Les Roumains repoussent le référendum, car le plébiscite a pratiquement déjà eu lieu en 1918 par le vote du parlement national bessarabien « Sfatul Tarii » et depuis par les élections législatives. D'ailleurs, ce raisonnement a été reconnu valable par les puissances principales signataires du traité du 28 octobre 1920 et inscrit dans le préambule du susdit traité.

Après que la délégation roumaine eût fait un historique très documenté sur le passé de la Bessarabie, sur lequel il n'est pas nécessaire d'insister, car les droits historiques de la Roumanie sur la Bessarabie sont reconnus par tout le monde, la délégation roumaine déclara :

« Le gouvernement roumain se trouve dans la nécessité de repousser définitivement toute idée de plébiscite. »

La délégation russe persistant dans son idée de référendum, la délégation roumaine constata dans la dernière séance du 2 avril 1924 : « La délégation de l'Union des

R. S. S. refuse de changer son point de vue à propos du plébiscite et s'éloigne ainsi des bases de négociation fixées à Lausanne.

« Legouvernement d'U. R. S. S. prend donc sur lui toutes les responsabilités quant au sort de la conférence. » (*Ibid.*)

Ainsi, la conférence russo-roumaine de Vienne échouait complètement.

Avant d'en terminer sur cette conférence, je veux parler du plébiscite en Bessarabie.

Cette idée du plébiscite n'était point nouvelle.

La question du plébiscite a été soulevée par la délégation russe pour pouvoir donner à ses revendications un caractère démocratique, « bien que dans ses procédés d'ordre intérieur — l'U. R. S. S. — nie carrément le principe de démocratie. » (Alexandre Boldur, *op. cit.*, p. 92.)

En 1918 et 1919, pour la première fois, cette idée a été proclamée par A. Kroupenski et Schmidt, membres du comité dit « Pour l'affranchissement de la Bessarabie ».

Dans le Conseil Suprême à la Conférence de la Paix, les Américains se sont prononcés pour le plébiscite, car ils ne consentaient pas à l'annexion de la Bessarabie.

Il est possible que le refus de Bratiano de concessionner les régions pétrolifères aux Américains ait été aussi un motif du refus des Etats-Unis.

Le professeur Alexandre Boldur nous apprend que parmi les adversaires de la réunion de la Bessarabie à la Roumanie, tous les groupes politiques russes, soit soviétique, soit républicain, soit démocratique et socialiste, soit monarchique se sont prononcés pour le plébiscite, mais différemment quant à la question de son étendue.

Les uns tels que le Dr Rakowski, Kroupensky, Schmidt et Chabade proposent le plébiscite pour la Bessarabie

tout entière, tandis que les autres, Lwov, Sazonof, l'ancien ministre des Affaires étrangères du Tzar Nicolas II. Tckaïkowsky, Maklakoff se sont prononcés pour le plébiscite dans les districts où l'élément moldave est prépondérant.

Cette idée du plébiscite appartenait donc surtout aux émigrés.

Cette division correspond à leurs idées politiques : les monarchistes émigrés et les communistes se prononçant pour le plébiscite dans toute la Bessarabie et les démocrates et socialistes dans les districts où l'élément moldave est prépondérant.

« Mus par un sentiment impérialiste, communistes et monarchistes veulent obtenir la Bessarabie, en ce moment, tout entière ou rien. » (Alexandre Boldur, *op. cit.*, p. 212.)

A l'occasion de la conférence de Riga de 1920, Manuïlski, commissaire délégué des soviets ukrainiens, déclare : « Quant à la Roumanie, les Soviets ont déjà maintes fois fait des offres de paix. Le différend bessarabien peut lui-même être tranché d'après l'avis des Soviets, et de la façon la plus efficace, par un plébiscite fait dans la plus grande liberté, en évacuant la province des troupes et des autorités roumaines. » (*Dimineata*, 9 octobre 1920.)

« La question d'un plébiscite, dit notamment l'ancien ministre de Roumanie à Varsovie, M. Cădere, dans un article du *Mercure de France*, met en discussion le caractère ethnographique de la Bessarabie et la valeur des diverses assemblées bessarabiennes qui ont décidé de la réunion avec la Roumanie. Généralement tous les écrivains russes affirment que les Roumains forment la majorité en Bessarabie.

La chance pour la Russie, sera seulement l'ignorance ou le mécontentement de la population ». (*Mercure de France*, 1924, n° 628, p. 210-214.)

Dans le *Manchester Guardian*, Titulesco déclare le plébiscite inutile « parce que la volonté de la Bessarabie s'est clairement manifestée en 1918 et parce que, depuis, quoique trois élections générales (1919, 1920, 1922) aient eu lieu et qu'elles aient envoyé au Parlement des députés hostiles aux différents gouvernements qui se sont succédé à Bucarest depuis 1919 à aujourd'hui, aucune voix, mais pas une seule, ne s'est élevée pour demander la séparation de la Bessarabie de la mère-patrie. Cette question du plébiscite ne se pose plus maintenant, pas même pour les plus farouches adversaires de la Roumanie. » (*Manchester Guardian*, 3 juin 1924.)

Nous avons vu les manifestations de la volonté nationale, des 3, 13, 27 mars 1918, suivies plus tard des élections législatives de 1919, 1920, 1922, 1926, 1927, 1928, 1931, 1932, 1933.

Or, dix-sept ans se sont écoulés depuis l'annexion et jamais dans l'Assemblée Nationale roumaine on n'a entendu une seule voix protester contre l'union de la Bessarabie à la mère-patrie.

La question du plébiscite ne se pose pas car les droits historiques de la Roumanie sur la Bessarabie sont indiscutables à tous les points de vue ; et un plébiscite aurait pu contribuer dans une certaine mesure à la propagande communiste.

CHAPITRE IV

De 1924 jusqu'à la signature du pacte Briand-Kellogg.

I

RÉVOLTE de TATAR BUNAR.

LES PLUS IMPORTANTES SÉANCES DES COMMISSIONS MIXTES.

A la fin de septembre 1924, une révolte éclata à Tatar Bunar en Bessarabie, à la suite de la propagande communiste. Elle a été réprimée avec énergie par les autorités roumaines.

M. Tataresco, ancien sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, dans sa brochure *Bessarabie et Moscou*, fit l'historique de cette affaire et donna la liste de toutes les incursions bolchevistes au long du Dniester de 1921 à 1925 ; il en comptait 118.

Les commissions mixtes, qui fonctionnaient après la signature de la convention de Tiraspol de 1923, devaient être d'un grand secours en ce qui concerne l'ordre à la frontière russo-roumaine. Jusqu'à la reprise des relations normales, elles ont été le seul organe du contact entre les deux pays.

Une commission centrale réunie le 10 décembre 1924 à Cetatea Alba, sous la présidence du commissaire du peuple

à Odessa, Cneavetzki, mit en discussion la révolte de Tatar Bunar.

A la suite de la protestation roumaine reprochant à la république ukrainienne de se mêler de cette affaire, le délégué russe renonça à toute immixtion soviétique dans les affaires intérieures de la Roumanie.

Les discussions ont aussi porté sur les réfugiés des deux côtés de la frontière. Cette séance aboutit à établir un contrôle plus efficace et plus rigoureux sur le Dniester.

Le 13 janvier 1925 eut lieu à Tighina une commission mixte.

Une autre le 26 juin, à Tiraspol, discuta sans aucun résultat la question des réfugiés.

Le 7 septembre s'ouvre à Tighina les séances d'une nouvelle commission mixte.

Dans la seconde moitié de novembre 1926, nouvelles commissions mixtes siégeant à Kamenetz-Podolsk ; on y discute mais sans résultat sur la navigabilité du Dniester.

Le 3 mars 1927, autre séance de la commission centrale mixte à Kichinev.

En mai 1927, à Malagy, discussion sur les incidents de frontière.

En janvier 1928, à Iampol, discussion sur les questions des réfugiés.

Nouvelles commissions mixtes à Mighin Râmnit au commencement de janvier 1929 et à Tighina au commencement d'octobre 1929. Puis pendant plus de deux ans les commissions n'ont pas travaillé.

La reprise de leurs séances eut lieu à la fin de 1933. La dernière de ces commissions a siégé à Kichinev.

II

L'ANNÉE 1925.

Après la révolte de Tatar Bunar il n'y a rien de nouveau en ce qui concerne nos relations avec les Soviets.

A Paris, au commencement de 1925, les Soviets tentent en vain, auprès de la légation roumaine, après l'installation de l'ancien ministre de Roumanie à Pétrograd, Diamandy, de recommencer les négociations en vue de la reprise des relations normales.

Notre ministre à Paris a communiqué à Bucarest les démarches officieuses faites auprès de lui ; mais la Roumanie considère comme tranchée la question de la Bessarabie.

A l'occasion de la visite à Paris de notre ministre des Finances, Bratiano Vintila, on pense que la reprise des relations est une question de temps.

Au commencement de février 1925, notre ministre des Affaires étrangères, Duca, répond à une interpellation du député Sévèr Dan, à propos des prétendues discussions entre la Roumanie et les Soviets. Duca a déclaré que depuis la conférence de Vienne de 1924, on n'a rien discuté.

A cette même époque le Japon et la Russie signent certains arrangements concernant leurs relations et à l'occasion desquels des déclarations sont faites par le Japon à propos du traité de Paris de 1920. Le Japon nie notamment avoir pris l'engagement de ne pas ratifier le susdit traité.

D'un autre côté, le Dr Rakowski conjurait le Japon et l'Italie de ne pas ratifier ce traité.

Le but des leaders communistes est d'affaiblir nos relations avec la France et la Pologne et de disloquer la Pe-

tite Entente, notamment en agissant sur la Yougoslavie. Ils cherchent à empêcher une alliance de la Roumanie avec l'Italie. Mussolini a manifesté maintes fois son désir de voir le différend roumano-russe résolu par un accord entre les deux pays intéressés.

Le passage de Tchitchérine à Paris à la fin de 1925, et son voyage à Varsovie à la veille de la conférence de Locarno, inquiètent les milieux roumains. On sait aussi que le traité polono-roumain de 1921 était conclu pour cinq années, on en attend donc l'échéance.

Ces craintes paraissent bientôt sans fondement.

Duca, dans une déclaration faite au *Prager Presse* à la fin de septembre 1925, affirme une fois de plus notre désir de reprendre les relations avec la Russie.

D'ailleurs, à la frontière russo-roumaine à la fin de 1925, s'observe une tranquillité absolue.

Ces événements décident Duca à préciser, dans un discours prononcé au Sénat le 8 novembre 1925, notre politique à l'égard de la Russie : « La cause en est le refus de la Russie de reconnaître les frontières actuelles de la Roumanie. Le jour où la Russie renoncera à mettre en discussion ces frontières, il n'y aura plus aucune difficulté pour la reprise des rapports diplomatiques. La Roumanie a fait des avances, proposant à la Russie de conclure un pacte permanent de non-agression. Cette proposition a été réitérée cette année à l'occasion de l'Assemblée de la Société des Nations, afin qu'il soit bien établi devant l'aréopage mondial que la Roumanie ne nourrit aucune pensée d'agression. » (Desbaterile parlamentare, *Monitorul oficial*, novembre 1925.)

Nous savons que Bratiano et Duca lui-même ont fait des offres à Gênes et Genève pour la conclusion d'un pacte de

non-agression, mais elles ont été repoussées par l'U. R. S. S. Bucarest, en ce moment, s'inquiète, d'une part de la conclusion du traité d'alliance du 17 décembre 1925 entre la Turquie et l'U. R. S. S., d'autre part, des négociations entre la Tchécoslovaquie et l'U. R. S. S.

La conférence de la Petite Entente de février 1926 manifeste son inquiétude ; mais la solidarité de la Petite Entente est affirmée dans l'Assemblée de la Société des Nations en mars 1926.

III

Duca et Wielowieyski, ministre de Pologne à Bucarest, renouvellent le 26 mai 1926 le traité de garantie entre la Pologne et la Roumanie, dont l'article 1^{er} met directement en cause la question de la Bessarabie :

« La Pologne et la Roumanie s'engagent à respecter réciproquement et à maintenir contre toute agression extérieure leur intégrité territoriale et l'indépendance politique présente. » (*Adevărul*, juin 1926.)

Son contenu est au fond identique à celui de 1921 ; il est placé dans le cadre de la Société des Nations.

Une convention militaire, de juillet 1926, a complété ce traité d'alliance.

Nous trouvons dans cette convention l'obligation suivante :

« Dans le cas où l'une des parties contractantes serait l'objet d'une agression, séparément ou simultanément avec une autre, de la part de la Russie soviétique, l'autre partie contractante s'engage à fournir à la première l'aide de toutes ses forces. » (*Ibid.*)

Cette alliance militaire polono-roumaine, qui indisposait

les milieux soviétiques, n'existait pas uniquement sur le papier.

En 1927, le général Sosnovski, inspecteur de l'armée polonaise, fit un voyage en Roumanie.

En 1928, les généraux Mardăresco, Samsonovitch et Dumitresco participèrent à Varsovie à une conférence avec Pilsudski.

En janvier 1929, une autre délégation militaire roumaine vint à Varsovie.

Toutes ces conférences ont eu pour but des questions militaires.

LE TRAITÉ D'AMITIÉ ENTRE LA FRANCE ET LA ROUMANIE.

Un autre fait important se produit alors : l'action commune de la France et de la Roumanie à l'occasion de la signature du traité d'amitié entre la France et le royaume de Roumanie, le 10 juin 1926.

Maintien de la paix par la consolidation du *statu quo*, tel est le but évident de cet acte.

La Roumanie et la France s'engagent à examiner en commun toutes les questions de nature à mettre en danger leur sécurité extérieure ou à porter atteinte à l'ordre établi par les traités, et, en cas d'attaque sans provocation de leur part, à se concerter immédiatement et à s'entendre, dans le cadre du pacte de la Société des Nations, en vue de sauvegarder leurs intérêts et maintenir le *statu quo* territorial. En outre, les deux pays échangeront leurs vues sur toutes les questions européennes, afin de coordonner leurs efforts pacifiques. Donc, en garantissant le *statu quo* territorial, ce traité confirme implicitement la convention de 1920.

Il se termine par le protocole qui constitue la partie la plus intéressante quant aux relations roumano-russes.

PROTOCOLE.

« Au moment de procéder à la signature du traité conclu, en date de ce jour, avec le gouvernement de la République Française, le plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Roumanie déclare, au nom de son gouvernement, que la Roumanie, dont l'unique souci est de poursuivre son développement intérieur dans la paix, le *statu quo* et le respect des traités, confirme les déclarations faites, à la conférence de Gênes le 17 mai 1922, à la 5^e séance de la première commission, par le Président de la délégation roumaine, M. Jean Bratiano, concernant un engagement permanent de non-agression vis-à-vis de la Russie, basé sur le *statu quo*. La Roumanie est prête à étendre cet engagement à tous ses voisins. La Roumanie interprétait ledit engagement comme l'obligeant à ne pas attaquer la Russie avec ses troupes régulières et, bien entendu, aussi, à ne pas tolérer la formation sur son territoire, de troupes irrégulières d'attaque contre la Russie. »

« Le plénipotentiaire de la République Française prend acte, au nom de son gouvernement, de la déclaration ci-dessus. » (*Europe Nouvelle*, 2 février 1927.)

L'adjonction de ce protocole au traité se justifie par les préoccupations roumaines relatives à la Bessarabie.

Il ne constitue pas un acte inamical à l'égard de l'Union, au contraire, il confirme et rappelle les déclarations faites par les hommes politiques roumains d'être en bons termes avec les Soviets.

Ce traité d'amitié franco-roumain est donc conclu sur le principe du respect des engagements internationaux

solennellement confirmé par le pacte de la Société des Nations.

La conclusion de ce traité a donné l'occasion à une protestation de la part des Soviets par une note adressée, le 2 octobre 1926, par l'ambassadeur de l'U. R. S. S. à Paris, Rakowski, à M. Briand, alors ministre des Affaires étrangères français.

Je la cite à titre de curiosité :

« Monsieur le Président, ayant pris connaissance du texte du traité signé entre la France et la Roumanie, le 10 juin 1926, mon gouvernement m'a chargé de vous exprimer l'impression pénible qu'a produite sur le peuple de l'Union des Républiques soviétiques et socialistes la conclusion de ce traité.

« Par ce traité, en effet, le gouvernement français promet à la Roumanie, sous une forme et dans des limites indéterminées, une collaboration qui, en lui garantissant le maintien du *statu quo* territorial, lui permet de prolonger l'occupation illégale et violente, par la force des armes, de la Bessarabie.

« Par cela même, la France se place aux côtés du gouvernement roumain qui, en dépit des principes les plus élémentaires du droit international et des déclarations formelles de ce même gouvernement, ainsi que des représentants diplomatiques alliés, y compris celui de la France à Iassy en 1917, en dépit des obligations renouvelées dans un traité formel entre le général Averesco et le gouvernement soviétique, en 1918, en dépit enfin de la volonté maintes fois exprimée de la population bessarabienne, refuse de remplir ses obligations et d'évacuer un territoire de l'Union Soviétique.

« Le gouvernement français n'ignore pas que les peuples

de l'Union Soviétique, aussi bien que la masse de la population bessarabienne n'ont jamais consenti et ne consentiront jamais à considérer comme légale l'occupation de la Bessarabie, non plus que son annexion effectuée par la Roumanie, en dépit des protestations réitérées du gouvernement soviétique et de la population bessabarienne, à une époque où les masses travailleuses de l'Union, combattant pour leur liberté et leur indépendance, ont su triompher de leurs oppresseurs du dedans et du dehors. En signant ce traité, alors que l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes et la France entretiennent des relations normales, et qu'avec le gouvernement français se poursuivent des négociations tendant à écarter, dans l'intérêt des deux pays, les obstacles au développement des rapports amicaux, le gouvernement français a jeté dans l'esprit des masses populaires de l'U. R. S. S. le doute sur la sincérité de son désir de collaborer au rapprochement des deux pays.

« En promettant à la Roumanie l'aide de la France en cas de guerre, et en proclamant la communauté des intérêts de la France et de la Roumanie, sans faire aucune réserve concernant la Bessarabie, le gouvernement français encourage les tendances agressives et conquérantes des dirigeants de la Roumanie. Par cela même, il affaiblit les chances d'un règlement pacifique de la question bessarabienne sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et aggrave les menaces dirigées contre la paix à l'est de l'Europe.

« Je déclare que mon gouvernement ne peut pas ne pas considérer la conclusion par la France du traité de garantie avec la Roumanie comme un acte inamical dirigé aussi bien contre les intérêts de l'U. R. S. S. que contre les intérêts de la population de la Besssarabie.

« Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

« Signé : RAKOWSKY. »

(*L'Europe Nouvelle*, 12 février 1927.)

« Ce n'est pas un document diplomatique, dit Auguste Gauvain, c'est un factum digne de la *Pravda* et des autres feuilles soviétiques.

« Non seulement M. Rakowski critique avec âpreté la reconnaissance de la réannexion de la Bessarabie par la Roumanie, mais encore il flétrit la conduite des gouvernements français et roumain en un langage injurieux.

« On n'a jamais remis de pareille note qu'à la veille d'une déclaration de guerre. » (*Journal des Débats*, 24 janvier 1927.)

Cette tentative de menace et d'intimidation de la part des Soviets était absolument ridicule.

Une protestation d'une portée purement théorique n'en constituait pas moins un avertissement à la fois pour la Roumanie et pour les grandes puissances qui considéraient comme réglée la question de la Bessarabie.

LE TRAITÉ D'AMITIÉ ENTRE LA ROUMANIE ET L'ITALIE.

Plus tard, le 16 septembre 1926 a été signé à Rome par le général Averesco et M. Mussolini, un autre pacte d'amitié entre l'Italie et la Roumanie.

Composé de six articles et d'un protocole, ce traité impose aux parties contractantes l'obligation, en cas de conflit militaire entre l'une des parties et un troisième Etat, de s'aider politiquement et diplomatiquement à titre réciproque.

Henri de Jouvenel, dans un article de l'*Europe nouvelle* (12 février 1927) à propos de ce traité, disait notamment : « L'hostilité russe à l'égard de la Roumanie ne se discute pas plus que l'amitié française. Mais entre les deux s'est insinuée la diplomatie italienne. Celle-ci a négocié et signé une entente avec le gouvernement Averesco, sans reconnaître les frontières de la Roumanie. Le général roumain a accepté que le pacte fût conclu et que la Bessarabie en demeurât exclue.

« Ne nous arrêtons pas au paradoxe que constitue cette acceptation ; qu'elle ait violemment ému l'opinion roumaine, il n'y a pas là de quoi surprendre.

« Quand une nation de 18 millions d'hommes s'associe à une nation de 40 millions, elle cherche généralement à assurer par là son intégrité territoriale. Ici, au contraire, le gouvernement roumain en laissant mettre en question, dans un traité d'amitié, la légitimité de ses droits sur la Bessarabie, a paru en douter lui-même, reculer sur la position qu'avaient toujours défendu ses délégués à la Société des Nations et fournir des arguments à ses adversaires, pour le jour où un incident quelconque obligerait à évoquer devant le Conseil le problème des frontières roumaines. Cela ne regarderait que la Roumanie si son traité avec la France comportait les mêmes réserves. Or, il ne les comporte pas. Ainsi l'amitié roumaine impose à la France des obligations plus étroites qu'à l'Italie alors que cependant la France est plus loin. »

Bien qu'il y ait quelque chose de vrai dans ce passage, M. Mussolini exceptant la Bessarabie des garanties incluses dans l'accord italo-roumain, nous pouvons seulement affirmer que l'ajournement de la ratification du traité du 28 octobre 1920 ne s'était pas produit parce que

l'Italie cherchait toujours à entretenir de bonnes relations avec l'U. R. S. S. pour des raisons économiques.

A l'occasion du pacte italo-roumain, une nouvelle protestation fut faite par une note de l'U. R. S. S. adressée au gouvernement italien :

« Rome, le 6 octobre 1926. »

« Le traité d'amitié signé le 16 septembre de cette année entre l'Italie et la Roumanie et les lettres échangées à la même date, entre les chefs des gouvernements italien et roumain, n'ont pas pu ne pas retenir l'attention la plus sérieuse de mon gouvernement, et ont eu un vif écho parmi les masses populaires de l'U. R. S. S.

« Comme le sait le gouvernement italien, l'Union soviétique et les larges masses de la population bessarabienne ont protesté de la manière la plus catégorique et continuent de protester contre l'annexion du territoire de la Bessarabie par les forces militaires roumaines en 1918 et contre son maintien sous l'autorité roumaine par la force d'une armée d'occupation, ce qui constitue une violation assumée envers le gouvernement des Soviets par le gouvernement roumain en la personne du premier ministre actuel, le général Averesco, et contrairement à la volonté de la population de la Bessarabie.

« Le gouvernement soviétique, partant du principe de l'autodétermination des peuples, et sauvegardant les intérêts de la population bessarabienne, a déclaré maintes fois devant le monde entier qu'il ne reconnaît et ne reconnaîtra aucun acte en vertu duquel la Bessarabie, contre la volonté de sa population, serait rattachée à la Roumanie.

« Avec toute l'énergie qui découle de la conscience de

son droit ainsi que des intérêts de l'Union des Soviets et de la population bessarabienne, mon gouvernement a déclaré maintes fois qu'il ne reconnaissait pas le traité relatif à la Bessarabie, signé à Paris le 28 octobre 1920 par les représentants de plusieurs puissances y compris l'Italie, que ce traité ait été ratifié ou non par toutes les puissances participantes.

« Dans ces déclarations, le gouvernement des Soviets a fait nettement entendre qu'aucune décision sur la question de la Bessarabie ne pouvait être prise sans la participation et l'Union des Soviets et que tout acte semblable sera considéré par lui comme un acte inamical à l'égard de l'Union.

« Les relations amicales qui se sont si heureusement développées jusqu'à ce jour entre l'Italie et l'U. R. S. S. avaient donné à notre gouvernement le droit d'espérer que le gouvernement italien s'abstiendrait de tout acte de nature à faire naître la présomption que l'Italie adopterait un point de vue inamical envers l'U. R. S. S. et contraire aux intérêts bessarabiens en ce qui concerne le statut politique de la Bessarabie.

« A son grand regret, mon gouvernement est obligé de constater que, dans sa lettre adressée au général Averesco, le gouvernement italien, non seulement n'a point déclaré trouver inacceptable le traité signé par l'Italie en 1920, pendant la période d'absence des relations diplomatiques normales entre l'U. R. S. S. et l'Italie, mais encore qu'il a trouvé bon d'indiquer la possibilité ultérieure de la ratification par l'Italie du traité de 1920 hostile à l'U. R. S. S. et contraire au droit international.

« Protestant au nom de mon gouvernement contre la nouvelle tentative d'inclure la question bessarabienne

parmi les questions pouvant être l'objet d'accords entre l'Italie et la Roumanie où toute autre tierce puissance, je suis chargé d'attirer l'attention du gouvernement italien sur le fait que la réalisation éventuelle de cette ratification, à laquelle Monsieur le ministre président fait allusion dans sa lettre au général Averesco, serait une violation des droits souverains et des intérêts de l'Union soviétique; violation incompatible avec les relations amicales entre les deux pays, renforcerait les tendances annexionnistes et aventurières des milieux dirigeants roumains et, par là même, diminuerait les chances d'une solution pacifique de la question bessarabienne sur la base du droit d'autodétermination des peuples. » (*L'Europe Nouvelle*, 12 février 1927.)

Toutes les craintes de l'opinion roumaine ont été dissipées par la lettre de Mussolini adressée au gouvernement roumain et concernant la prochaine ratification. Six mois après, Mussolini, pour plaire à la fois à la Roumanie et à l'Angleterre, ratifia la convention de 1920.

Le 8 mars 1927, le Conseil des ministres du royaume d'Italie, sous la présidence de M. Mussolini, a ratifié le traité du 28 octobre 1920, par lequel l'Italie reconnaissait la souveraineté de la Roumanie sur la Bessarabie.

Le marquis Durazzo, ministre d'Italie à Bucarest, par une note adressée au ministre des Affaires étrangères roumain donna connaissance de cette décision du conseil des ministres italien.

D'autre part, un télégramme du gouvernement italien à son représentant à Genève, M. Scialoja, le 9 mars 1927, dispersait tous les nuages qui auraient pu assombrir l'avenir des deux pays.

Le télégramme manifestait les intentions de l'Italie qui a toujours pensé à ratifier le traité de 1920 :

« Le Conseil des ministres italien, en date d'hier, a décidé de ratifier le traité de la Bessarabie, conclu le 28 octobre 1920. La décision du gouvernement royal a été déterminée par les considérations qu'il serait désormais inutile de proroger ultérieurement la ratification d'un acte international duquel l'Italie n'a jamais reconnu la valeur, mais pour lequel elle a voulu retarder sa ratification définitive, espérant sincèrement qu'entre temps les deux parties intéressées auraient pu arriver à une entente directe satisfaisante que les bons rapports existant entre l'Italie et la Russie auraient pu également faciliter. Le gouvernement royal n'entend absolument pas donner à cette ratification un caractère hostile envers la Russie, ni lui attribuer une plus grande portée que celle qu'elle a en réalité. En effet, il ne s'agit que de la ratification d'un accord à laquelle l'Italie n'a jamais eu l'intention de se soustraire. » (*L'Europe Nouvelle*, 12 mars 1927.)

Au Sénat italien, les sénateurs Bosselli et Tittoni firent, dans des discours très documentés, l'historique de la question bessarabienne.

Ainsi, le pacte de Paris, ratifié par quatre puissances sur cinq, prenait une plus grande importance.

Le mécontentement du gouvernement de Moscou ne nous étonne pas; il était tout naturel.

L'intérêt de la Roumanie était évidemment d'avoir des garanties sérieuses de toutes les grandes puissances occidentales.

Les Soviets, très alarmés par les accords de Locarno, cherchèrent à nouer des relations dans l'Europe orientale et dans le Proche Orient en signant des pactes de non-agression et de garantie avec différentes puissances.

Pendant l'été de 1927, la France demanda et obtint le

rappel de Rakowski, à la suite d'un manifeste incitant les soldats à la révolte.

En mai 1927, les relations russo-anglaises furent rompues à la suite d'incident du *War Office*.

La Pologne tenta, par des négociations ininterrompues, pendant l'année 1927, de signer un pacte de non-agression avec les Soviets.

Le roi Ferdinand de Roumanie mourut au mois de juillet de la même année.

A la fin d'octobre 1927, Petliura fut assassiné en France.

A partir de novembre 1927, M. Litvinoff commença à prendre part aux travaux de la commission préparatoire de la conférence du désarmement.

Peu de temps après, en 1928, se produisait un événement heureux, la signature du pacte Briand-Kellogg.

Ce pacte fut suivi du protocole Litvinoff.

*
* *

Au commencement de mars 1928, des échanges de vues ont eu lieu soit à Paris, soit à Genève entre différents hommes politiques afin d'améliorer les relations russo-roumaines.

Le 29 juillet 1928, une note est envoyée par Tchitchérine au ministère des Affaires étrangères roumain, protestant contre la vente faite par l'Etat roumain de deux cents bateaux et remorqueurs russes que les Soviets considéraient comme leur propriété.

La note se termine ainsi : « L'action du gouvernement roumain est d'autant plus surprenante que l'on sait que se trouvent à la disposition du gouvernement soviétique, des avoirs roumains (trésor, etc...) avec lesquels on pour-

rait actuellement procéder de la même manière que le gouvernement roumain avec les biens de la République soviétique. » (*Adevărul*, 2 août 1928.)

L'Etat roumain a décidé de vendre les bateaux russes à la suite de la prescription de dix ans, car la société navale russe avait un caractère particulier.

Mais le plus intéressant est le fait que le gouvernement de Moscou reconnaissait avoir en sa possession le trésor roumain, transporté autrefois à Moscou.

Une nouvelle note de protestation fut envoyée à la fin du mois d'août.

CHAPITRE V

De 1928 jusqu'à la reprise des relations normales en 1934.

I

LE PROTOCOLE DE MOSCOU DU 9 FÉVRIER 1929.

On sait très bien que le 27 août 1928 on a signé à Paris le pacte Briand-Kellogg, qui oblige tous les Etats contractants à renoncer à la guerre. Les conflits internationaux, de quelque nature et de quelque origine qu'ils puissent être, ne devaient jamais être résolus que par des moyens pacifiques.

Les pays signataires étaient au nombre de quatorze, parmi lesquels la Pologne, qui nous intéressera à l'occasion de la signature, le 9 février 1929, du protocole de Moscou. Par la suite, quarante et un autres pays y ont adhéré, parmi lesquels la Roumanie, par l'adresse du 4 septembre 1928, envoyée au ministre secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères d'U. S. A. par notre chargé d'affaires à la légation de Washington, M. Michel Sturza.

Les manifestations pacifiques des Soviets en ce moment inquiètent l'Europe, car elle était habituée à « l'esprit belliqueux » qui concorde avec les principes de la Troisième Internationale.

Nous voyons donc une sorte de revirement dans la politique extérieure de l'U. R. S. S. On sait les réserves faites par la Russie à l'adhésion du pacte Kellogg à l'occasion de sa ratification, surtout quant à l'interprétation du mot « guerre ». Elle lui donne un sens plus large en l'assimilant à une action militaire du genre de l'intervention et du blocus. Le refus de reprendre les rapports diplomatiques et la rupture des alliances étaient aussi considérés par les Soviets comme une déclaration de guerre.

Au commencement de 1929, l'U. R. S. S., la Pologne et la Lithuanie ont ratifié le pacte Briand-Kellogg. L'U. R. S. S. était animée d'un grand désir de paix et de la volonté de mettre en vigueur le pacte le plus vite possible, sans attendre la ratification de tous les membres signataires, demandée par l'article 3. Aussi le ministre commissaire adjoint aux Affaires étrangères M. Litvinoff, proposa-t-il le 30 décembre 1928 à la Pologne et à la Lithuanie, simultanément, la signature d'un protocole spécial, pour l'entrée en vigueur immédiate du susdit pacte.

L'article 4 donnait aux autres Etats limitrophes la possibilité d'adhérer à ce protocole aussitôt après la ratification du pacte Briand-Kellogg.

Dans la note adressée au gouvernement polonais, par l'intermédiaire de M. Patek, ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la république polonaise à Moscou, l'U. R. S. S. exprima ainsi son désir : « Le gouvernement de l'Union a décidé d'adresser au gouvernement polonais la proposition de signer le protocole ci-annexé, en vertu duquel l'accord de Paris sur la renonciation à la guerre prendrait effet entre l'Union soviétique et la Pologne aussitôt après sa ratification par les deux Etats, indépendamment de la condition prévue à l'article 3

dudit accord. » (Tibal, *Cours d'histoire diplomatique*, Dotation Carnegie, 1933-1934, p. 615 616.)

Sur l'avis de la Roumanie, de la Lithuanie et de l'Esthonie, la Pologne répondit qu'elle ne pouvait admettre un tel accord qu'à la condition que la Roumanie et les Etats baltes pussent le signer en même temps qu'elle et que la Russie soviétique se trouvât liée envers ces Etats comme envers la république polonaise elle-même : « Le gouvernement polonais rappelle au gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétistes qu'il a toujours maintenu le point de vue de la nécessité impérieuse de traiter le problème de la sécurité de l'Europe Orientale conjointement par tous les Etats intéressés, car cette seule façon de traiter la question peut donner la garantie effective pour le maintien de la paix dans cette partie du monde.

« Conformément à cette indication, le gouvernement polonais considère comme étant de son devoir de s'adresser directement à ces Etats afin de prendre connaissance de leur opinion au sujet de votre proposition ainsi que de leur point de vue en ce qui concerne la signature éventuelle du protocole proposé par le gouvernement soviétique dans votre note du 30 décembre 1928. » (Tibal, *Cours d'histoire diplomatique contemporaine*, Dotation Carnegie, 1933-1934, p. 617.)

L'U. R. S. S. ne nous a pas fait d'offre directe, car, en ce moment, la Roumanie n'avait pas ratifié le pacte de Paris, et n'avait pas de relations diplomatiques avec la Russie.

Ceci se passait le 2 janvier 1929.

Notre ministre des Affaires étrangères, M. Mironesco, mit au courant le chef du gouvernement roumain, M. Maniu, ainsi que la Régence, et, le lendemain, envoya

sa réponse à la Pologne, tenant compte des considérations suivantes :

- 1^o La politique pacifique de la Roumanie ;
- 2^o Notre alliance avec la Pologne ;
- 3^o Notre amitié avec la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la France, l'Angleterre, les Etats-Unis et l'Italie qui avaient déjà signé le pacte Briand-Kellogg ;
- 4^o Le souci d'assurer une efficacité plus grande au protocole proposé ;
- 5^o Les réserves faites par la Russie à l'occasion de l'adhésion au pacte du 27 août 1928.

La Roumanie désirait que tous les Etats limitrophes fussent prêts à signer en même temps le susdit pacte.

Les négociations aboutirent à la ratification du pacte Briand-Kellogg le 30 janvier 1929 par la Chambre roumaine et le 1^{er} février 1929 par le Sénat roumain.

En même temps, l'U. R. S. S. déclarait qu'elle ne maintenait pas ses réserves.

Le gouvernement de Moscou a répondu à la note polonaise le 12 janvier, exprimant son regret que la Pologne ne consentît à la réalisation immédiate de la proposition soviétique qu'à la condition que les autres Etats limitrophes apposassent leur signature en même temps.

En ce qui concerne la Roumanie, la note soviétique s'exprime en ces termes :

« Si la Roumanie, avec laquelle le gouvernement des Soviets n'entretient pas de relations diplomatiques, se trouvait parmi les Etats qui ont adhéré formellement au pacte de Paris, le gouvernement soviétique serait prêt à inviter ce pays à participer au protocole proposé.

« Il est évident que, adhérant au pacte de Paris, le gouvernement soviétique a tenu compte du contenu total du-

dit pacte, prenant l'obligation de renoncer, envers la Roumanie, aux méthodes de guerre en tant que moyen de résoudre des litiges ou différends, à partir de l'instant où la Roumanie a adhéré au pacte Kellogg, quoique ceci n'exclue nullement les questions contradictoires existantes.

« Le gouvernement des Soviets ne peut donc faire aucune sorte de réserve quant à la réalisation immédiate de cette obligation dans ses rapports avec le gouvernement roumain, rapports résultant de l'adhésion de la Roumanie conformément au paragraphe 4 du protocole polono-soviétique.

« Le gouvernement des Soviets serait extrêmement obligé au gouvernement polonais si ledit gouvernement pouvait lui fournir des explications immédiates sur l'adhésion formelle de la Roumanie au pacte de Paris et sur le fait de savoir si la Roumanie est d'accord pour la participation au protocole proposé par le gouvernement soviétique.

Le fait de se référer à la Roumanie n'explique pas suffisamment le refus du gouvernement polonais de réaliser immédiatement la proposition du gouvernement soviétique.

« Les peuples russe et polonais, dans leurs aspirations pacifiques, ne peuvent pas permettre qu'un troisième Etat soit un empêchement à la renonciation à la guerre. » (*Adevarul*, 15 janvier 1929.)

Le 21 janvier, M. Litvinoff informa par une note le ministre de la Pologne sur la procédure à suivre pour signer le protocole. Dans le courant du 26 janvier, il lui demanda de se hâter de répondre.

Le 28 janvier, M. Patek répondit que les gouvernements

de la Roumanie, de l'Esthonie et de la Lettonie étaient prêts à signer. Seule la Finlande a donné son adhésion ultérieurement, peu de temps après la signature du 9 février 1929, car le paragraphe 4 donnait à tous les Etats la possibilité d'adhésion pour un temps indéfini.

Le 9 février, M. Carol Davilla, notre ministre extraordinaire à Varsovie, signa à Moscou à côté des autres Etats le protocole suivant :

« Les gouvernements...

« ...animés du désir de contribuer au maintien de la paix existant entre leurs pays et de mettre à ces fins sans délai en vigueur entre les peuples de ces pays le traité de renonciation à la guerre, en tant qu'instrument de politique nationale, signé à Paris, le 27 août 1928,

« Ont décidé de réaliser ces intentions par l'effet du présent protocole et ont nommé comme plénipotentiaire, savoir... lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont tombés d'accord sur ce qui suit :

« ART. 1^{er}. — Le traité de renonciation à la guerre en tant qu'instrument de politique nationale, signé à Paris le 27 août 1928, dont copie est jointe au présent Protocole, comme sa partie intégrante, entre en vigueur entre les parties contractantes après la ratification dudit traité de Paris 1928, par les organismes législatifs compétents des Etats contractants respectifs.

« ART. 2. — La mise en vigueur par le présent Protocole du traité de Paris de 1928, dans les relations mutuelles des Parties au présent Protocole, sera valable indépendamment de l'entrée en vigueur du traité de Paris de 1928, comme elle est stipulée par l'article de ce dernier.

ART. 3. — 1^o Le présent Protocole sera ratifié par les

organes législatifs compétents des parties contractantes, conformément aux exigences de leur constitution respective ;

« 2° Les instruments de ratification seront déposés par chacune des parties contractantes au gouvernement de l'U. R. S. S. dans le délai d'une semaine à partir de la date de la ratification du présent Protocole par la Partie respective ;

« 3° Dès le jour du dépôt de l'instrument de ratification par deux des parties contractantes, le présent Protocole entrera en vigueur entre ces deux Parties. Dans les relations mutuelles des autres parties contractantes et des Etats pour lesquels le Protocole est déjà entré en vigueur, il entrera en vigueur au fur et à mesure du dépôt de leur instrument de ratification ;

« 4° Le gouvernement de l'U. R. S. S. notifiera immédiatement chaque dépôt à tous les signataires du présent Protocole.

« ART. 4. — Afin de donner effet à l'article 1^{er} du présent Protocole, chaque partie contractante après ratification par ses organismes législatifs du traité de Paris de 1928, en notifiera immédiatement par voie diplomatique le gouvernement de l'U. R. S. S. et toutes les autres Parties au présent Protocole.

« ART. 5. — Le présent Protocole est ouvert à l'adhésion des gouvernements de tous les pays. La notification de l'adhésion définitive devra être faite au nom du gouvernement de l'U. R. S. S. qui la notifiera à toutes les autres parties au présent Protocole.

« Dès la réception de ladite notification concernant l'adhésion, le présent Protocole sera mis en vigueur dans

les relations mutuelles de l'Etat adhérent ou de toutes les autres Parties au présent Protocole.

« ART. 6. — La mise en vigueur, par l'effet du présent Protocole, du traité de Paris de 1928 dans les relations mutuelles de l'Etat adhérent et de toutes les autres parties au présent Protocole devra être réalisée dans la voie prévue à l'article 4 du présent Protocole.

« ART. 7. — Le présent Protocole est dressé en un seul exemplaire dont copie authentique sera communiquée par le gouvernement de l'U. R. S. S. à chacun des Etats signataires ou adhérents.

« En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Protocole et y ont apposé leur sceau.

« Fait à Moscou, le 9 février 1929. »

Les signatures. — (Ministère des Affaires étrangères roumain. D'après copie.)

Nous avons vu que le présent Protocole commence par les mots bien connus « Animés du désir de contribuer au maintien de la paix existante ». Cette formule avait été proposée par la Roumanie et la Pologne.

La Roumanie et l'U. R. S. S. se trouvent en état de paix.

Le Protocole ne concerne que les conflits.

Voici comment s'exprime M. Litvinoff dans son discours :

« C'est avec une profonde satisfaction qu'au nom du gouvernement de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes je salue en vos personnes, Messieurs les ministres, les délégués de la république d'Esthonie, de la République de Lettonie, de la République polonaise et du Royaume de Roumanie réunis ici sur l'invitation du gouvernement de

l'Union pour la signature du Protocole sur la mise en vigueur avant terme, dans les relations entre nos Etats, des obligations du Pacte de Paris de 1928, par lequel les Etats signataires renoncent à la guerre comme instrument de politique nationale :

« Lorsque naquit l'idée du Protocole, ce moment se rapporte presque à celui où l'Union adhéra au Pacte Kellogg, le gouvernement de l'Union se proposait d'offrir la signature du Protocole à tous ses voisins de l'Ouest en même temps. C'eût été possible seulement dans le cas où tous les voisins de l'Union fussent devenus formellement participants au Pacte de Paris. Pendant plusieurs mois, dans l'attente de ce moment, le gouvernement de l'Union remettait toujours sa démarche à plus tard. Cependant, lorsqu'il devint évident que les voisins de l'Union mettaient quelque lenteur à adhérer au Pacte, le gouvernement de l'Union se crut obligé de s'adresser tout d'abord à ceux des Etats voisins qui avaient déjà accepté le Pacte Kellogg, en leur proposant de signer immédiatement le Protocole, afin que, par la suite, d'autres Etats voisins et même ceux qui ne le sont pas pussent y adhérer, s'ils le désiraient.

« Je me permets, en mon nom, en votre nom, Messieurs les ministres, d'exprimer l'espoir que nous verrons très prochainement participer au Protocole ceux des Etats voisins qui, pour telles ou telles raisons, n'ont pas délégué leurs représentants pour la signature du Protocole qui a eu lieu aujourd'hui. L'adhésion ultérieure au Protocole confère les mêmes droits et charge des mêmes obligations que ceux qui ressortent du Protocole pour les premiers signataires de celui-ci.

« Le document que nous signons aujourd'hui est un acte international de sens spécial, on peut même dire qu'il

est sans précédent dans l'histoire. Les signataires ne prennent pas sur eux de nouvelles obligations de par le document lui-même, mais ils se portent garants de mettre le plus tôt possible en vigueur des obligations incluses dans un autre document. Cette circonstance n'amoindrit cependant nullement la signification du Protocole en tant qu'acte de portée internationale.

« Les moments positifs compris dans le pacte Kellogg, adopté par nos pays, prennent une signification spéciale et un sens particulier résultant de la signature du Protocole. La renonciation à la guerre est réalisée par nos pays avant de l'être par d'autres Etats, mais le sens du protocole est loin d'être épuisé par là. Quand les Etats qui ont déjà pris sur eux, par un acte international général, l'obligation de renoncer à la guerre, déclarent solennellement, en scellant cette obligation par un nouvel acte international, que, sans attendre l'entrée en vigueur de ces obligations entre toutes les nations du monde, ils ont décidé de vendre ces obligations valides immédiatement à l'égard d'un groupe limité de pays, ils prennent à l'égard de ces pays une double obligation de caractère pacifique.

« Chaque signataire du Protocole pris séparément, prend sur lui devant le monde entier le souci de sauvegarder la paix sur un secteur géographique donné dans la mesure où il le pourra et notre action d'aujourd'hui a d'autant plus de portée qu'étaient grandes les craintes qu'inspirait auparavant ce secteur à la cause de la paix.

« En ce qui concerne le gouvernement de l'Union, cette proposition de signer un pacte n'est qu'un anneau dans la longue chaîne de ses efforts vers la paix générale et particulièrement vers la paix en Europe orientale. Il consi-

dère que le désarmement est la garantie de paix la plus sérieuse qui puisse exister et il l'a proposé et le propose à tous les peuples. Le désarmement seul offre une garantie effective d'obligation morale et formelle pour la conservation de la paix à l'aide de conventions internationales. D'autre part, chaque convention internationale de ce genre a une importance effective pour autant qu'elle corrobore la réalisation la plus rapide possible de l'idée de désarmement. C'est guidé par ces considérations que le gouvernement de l'Union a adhéré au pacte Kellogg, bien qu'il se rende parfaitement compte de son insuffisance. Les mêmes considérations l'ont engagé à entreprendre une action tendant à consolider le pacte Kellogg. Mais avant tout, la proposition du gouvernement de l'Union concernant ce Protocole doit être considérée, en tout premier lieu, comme la volonté manifeste de paix dont est animé le gouvernement de l'Union. Le fait que parmi nous se trouve, en qualité de délégué signataire du Protocole, le représentant d'un Etat avec lequel l'Union n'a pas de relations diplomatiques normales et avec lequel existent d'anciens et sérieux différends qui n'ont pas été résolus et que le présent Protocole ne résout pas, ce fait n'est que la preuve complémentaire de l'esprit de paix dont est animée l'Union soviétique.

« Permettez-moi d'exprimer l'espoir que le Protocole sera ratifié par tous ses signataires dans le plus bref délai, car plus la date de cette ratification sera rapprochée plus en ressortira l'importance de l'acte lui-même.

« Messieurs, en vous priant de procéder à la signature du Protocole, je me permets d'exprimer la conviction que vos gouvernements et vos pays ont accepté la proposition du gouvernement de l'Union et sa réalisation dans ce réel

esprit de paix avec lequel cette proposition vous a été faite.» (Ministère des Affaires étrangères roumain. D'après copie.)

Le commissaire fait ressortir que cet acte diplomatique ne résout par les différends « anciens et sérieux » qui existent entre les deux pays. Cela signifie évidemment que la mise en vigueur du pacte de renonciation à la guerre n'implique pas la reconnaissance, de la part de la Russie, de l'annexion de la Bessarabie à la Roumanie ; chacun reste sur ses positions, sans recourir à la guerre pour modifier le *statu quo* territorial.

Le commissaire a naturellement profité de l'occasion pour développer aussi sa thèse sur le désarmement. Quant à la Roumanie, le désarmement ne pouvait être envisagé, en raison de sa position géographique. Le représentant roumain se contentait de prendre acte de la déclaration faite par Litvinoff.

En somme, le 9 février 1929, l'U. R. S. S., à côté de la Roumanie, de la Pologne, de la Lettonie et de l'Esthonie décide, en ce qui concerne les relations réciproques et le règlement des différends pouvant surgir entre elles, la mise en vigueur, immédiate et avant toute ratification générale du pacte Briand-Kellogg, du Protocole Litvinoff. Ledit pacte, dit un de ses articles, ne prendra force pour l'ensemble des signataires que lorsqu'il aura été ratifié par les puissances qui furent admises à le signer lors de sa conclusion, mais il vaut dès maintenant pour les puissances particulièrement intéressées à la situation dans l'Est européen.

Les conséquences immédiates de ce Protocole ont été : la renonciation de résoudre les conflits par la voie des

armes et, dans certaine mesure, l'amélioration économique des Etats limitrophes.

La solidarité polono-roumaine manifestait une fois de plus sa force.

Un mois après, la Roumanie et la Pologne ont ratifié le Protocole ; il entra donc en vigueur à cette date.

II

LES POURPARLERS DE RIGA.

Depuis le début de 1929 jusqu'au milieu de 1931, la diplomatie en Europe Orientale et le Proche Orient est peu active.

La Pologne et la Roumanie renouvellent au commencement de 1931 leur traité d'alliance, manifestant toujours leur crainte contre le danger de l'Est.

Les Soviets désiraient tisser une toile de pactes, surtout pour garantir leur frontière de l'Est. Depuis l'année 1926, l'U. R. S. S. voulait signer un acte de non-agression avec la Pologne. Mais la politique étrangère de ce pays était liée à la politique roumaine depuis plus de dix ans.

En mai 1931, le ministre plénipotentiaire de la Pologne à Bucarest arrive au ministère des Affaires étrangères roumain et pose trois questions :

1° La Pologne désire signer un nouveau pacte de non-agression avec l'U. R. S. S. Le ministre demande : si la Roumanie désire elle-même signer un tel pacte ;

2° Si la Roumanie accepte la Pologne comme intermédiaire et

3° Quelle est l'opinion du gouvernement roumain quant au pacte polono-soviétique.

Une première esquisse de projet est préparée par le grand quartier général de l'armée avec le conseil juridique du ministère des Affaires étrangères roumain et est envoyé à Varsovie.

Relatif à ce projet nous trouvons un référé très important du directeur politique du ministère des Affaires étrangères roumain, M. Michel Arion, qui s'exprime en ces termes : « Nous ne voyons pas la nécessité de conclure, ultérieurement au pacte Briand-Kellogg de renonciation à la guerre et ultérieurement au protocole Litvinoff de mise en vigueur anticipée du susdit Pacte, tous deux multilatéraux et d'une durée illimitée, un nouveau traité de non-agression bilatéral et d'une durée limitée », car ce projet n'est valable que pour cinq années. (*Monitorul oficial*, Desbaterile parlamentare, n° 6, 28 novembre 1932.)

Les vacances ont interrompu les pourparlers pour un laps de temps.

Pendant l'été, le quai d'Orsay informe la Roumanie et la Pologne qu'entre le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères français, Berthelot, et l'ambassadeur de l'U. R. S. S. à Paris, Dovgalewsky, des pourparlers ont été aussi engagés, en vue d'un pacte de non-agression.

Les gouvernements français et polonais tiennent au courant le gouvernement roumain de toutes les conversations commencées.

Entre la Pologne et la Roumanie, il y avait, dans leur attitude vis-à-vis des Soviets, des différences très importantes.

Tandis que la Pologne pensait qu'un pacte de non-

agression ne signifiait qu'une garantie mutuelle des frontières entre les deux Etats, la Roumanie, au contraire, estimait qu'un tel pacte devait comporter une garantie expresse des frontières existantes.

Donc, un pacte de non-agression avec l'U. R. S. S. ne pouvait être considéré que sur la base du *statu quo* territorial.

Cette formule représente donc le principe de base des négociations de Riga, principe énoncé et reconnu par tous les milieux politiques roumains.

Après les grandes vacances, M. Patek, ambassadeur de la Pologne, rentre à Moscou, les pourparlers russo-polonais recommencent et le gouvernement soviétique demande des pourparlers directs entre l'U. R. S. S. et la Roumanie.

La Pologne fait cette communication au gouvernement roumain qui accepte.

Le 25 novembre 1931, la Roumanie demande au gouvernement français s'il n'a pas d'objection à faire et le lendemain, 26 novembre 1931, notre ministre à Paris, M. Cesiànou, télégraphie à Bucarest : La France ne voit aucune objection à faire quant aux pourparlers engagés et, sans tenir compte des résultats, la France restera toujours à côté de la Roumanie.

Il fallait choisir la localité ; la Russie proposait Moscou, la Roumanie Varsovie. Après des démarches du ministre français à Moscou, on tombe d'accord et on se décide à commencer les pourparlers directs à Riga.

D'après les instructions du 31 décembre 1931, approuvées par le Conseil des ministres, le délégué roumain, M. Michel Sturza, est investi des pleins pouvoirs pour traiter avec la Russie, représentée par M. Stenimacov. Des

pourparlers russo-lettons commencent sur le même sujet, dans la même localité et avec le même délégué soviétique.

Le représentant russe reçoit au début de janvier 1932 le projet roumain composé de sept articles et presque identique au projet polonais.

Le préambule constate l'état de paix entre les deux pays.

L'article premier n'est pas accepté par le gouvernement de Moscou car il parle de l'inviolabilité et fait des réserves quant à l'expression « souveraineté ».

Les Soviets insistent pour que leur réserve soit insérée dans un des articles du pacte de non-agression, et un contre-projet russe est présenté dans ce sens ; mais il est inacceptable, car le gouvernement roumain ne veut à aucun prix discuter sur la Bessarabie.

Après trois entrevues, les pourparlers sont suspendus sans aucun résultat.

Le 18 janvier, au Conseil des ministres, le Président du Conseil M. Iorga fait un exposé sur les conversations de Riga et insiste sur le refus des Soviets. Il informe le conseil que M. Zaleski, alors ministre des Affaires étrangères de la Pologne, a donné l'assurance que la Pologne ne signerait pas sans la Roumanie. Mais les choses ne se passent pas exactement ainsi, car le 25 juillet la Pologne signe le susdit pacte de non-agression.

Quelle était la cause de l'échec ?

Les négociations ont été suspendues à cause de l'article premier et comme les autres articles avaient été rédigés sous la condition d'acceptation de l'article premier, aucun texte n'a été accepté à Riga. D'ailleurs, notre représentant, M. Michel Sturza, ne négociait que *ad referendum*.

A partir de la fin de janvier jusqu'en septembre 1932, la Roumanie n'a pas eu de négociation directe avec les Soviets. Ce laps de temps n'était pas perdu, car on a pu discuter avec la Russie par l'intermédiaire de la France et de la Pologne.

La Pologne a paraphé à la fin de janvier le pacte russo-polonais, mais le représentant de la Pologne à Bucarest, M. Szembek, a donné l'assurance formelle que la Pologne ne signerait pas.

Vers le mois de février, la Pologne a beaucoup insisté auprès du gouvernement roumain pour qu'il signe le pacte.

Le 25 février, une nouvelle note nous apprend que l'Esthonie et la Lettonie ont déjà signé.

A Genève, entre MM. Litvinoff, Ghica et Titulesco ont lieu des échanges de vue. M. Litvinoff propose le projet avec l'article 1^{er} qui renonce à la guerre, en y ajoutant un second paragraphe ainsi conçu : « Toute tentative de l'U. R. S. S. de résoudre les questions territoriales par la voie de la force est considérée comme une violation du pacte de non-agression. » (Adevarcel, 29 janvier 1932.)

Litvinoff veut nous montrer qu'on pourrait ainsi garantir de fait le *statu quo* sans renoncer à la modification des propositions soviétiques.

Ainsi conçu, le pacte, d'après Litvinoff, donne une garantie suffisante contre tout acte de violence et facilite les relations entre les deux pays.

Donc l'U. R. S. S. ne voulait point signer un pacte qui pouvait être interprété comme une renonciation à la Bessarabie.

La Roumanie, au contraire, pensait que par la signature du pacte de non-agression elle pouvait obtenir une garantie de plus pour la frontière del'Est.

Les tentatives du gouvernement russe et du gouvernement roumain pour tomber d'accord sur un projet définitif restent vaines, mais la Pologne désire que cette question soit résolue au plus vite.

La Roumanie ne reprendra les négociations que quand une nouvelle formule sera trouvée pour empêcher toute mésentente qui pourrait surgir et entraver la conclusion d'un pacte de non-agression.

Le ministre des Affaires étrangères de la Pologne, M. Zaleski, cherche par tous les moyens que le pacte soit signé. Les conversations de Genève pendant la Conférence du désarmement n'aboutissent à rien.

La Pologne signe le 25 juillet 1932 le pacte paraphé le 25 janvier.

Le gouvernement polonais donne à M. Cadere, notre ministre plénipotentiaire à Varsovie, l'assurance que le pacte sera ratifié seulement en automne, la Pologne désirant laisser à la Roumanie un certain délai pour qu'elle puisse achever ses propres négociations.

On constate que les efforts de M. Zaleski pour ajourner la signature du pacte de non-agression n'ont donné aucun résultat.

La hâte du gouvernement polonais indispose les milieux roumains.

A Evian, se poursuivent des échanges de vues entre les délégations roumaine et soviétique. M. Herriot demande une fois de plus qu'on hâte la signature pour « qu'un nouveau chapitre international commence sur notre continent ». La Roumanie désirait introduire une clause exprimant l'absence de litige entre les Roumains et les Soviets ; mais l'U. R. S. S. l'a repoussée. La Pologne désirait qu'on ne parlât pas de la Bessarabie.

Les mots « différends existants », « différends présents et futurs » sont rejetés par la délégation roumaine.

On constate donc que les Soviets ont refusé de signer un nouveau pacte de non-agression si la Roumanie ne reconnaissait pas directement ou indirectement que la Bessarabie était un territoire litigieux. En réalité, ils voulaient discuter un pacte reconnaissant l'existence d'un litige, plutôt qu'un pacte de non-agression. Dans ces conditions, les pourparlers ont été interrompus et, au commencement d'octobre, M. Litvinoff quittait Genève pour se rendre à Moscou.

La Pologne se désintéressa de cette question et la France prit sa place comme intermédiaire.

La Roumanie transmit au gouvernement de Moscou, par l'intermédiaire de l'ambassadeur français, une note-proposition rédigée à Bad-Gastein pendant l'été par M. Titulesco d'accord avec M. Gafencu, M. Cesianou et M. Cadere. Le Conseil des ministres a approuvé cette note le 7 novembre 1932.

A la fin de novembre, l'ambassadeur Dovgalewski a envoyé au Président du conseil Herriot une lettre ainsi conçue : » Monsieur le Président, le gouvernement soviétique, ayant recours aux bons offices du gouvernement français, le prie de porter à la connaissance du gouvernement roumain la déclaration suivante : Désireux de marquer à nouveau ses intentions pacifiques vis-à-vis de la Roumanie, le gouvernement soviétique se déclare prêt à laisser au gouvernement roumain, pendant quatre mois, à partir de la date d'aujourd'hui, la faculté de signer avec l'U. R. S. S. un pacte de non-agression, dans les termes sur lesquels M. Litvinoff et M. Cadere s'étaient mis d'accord, y compris le Protocole final proposé par M. Cadere.

« Le gouvernement soviétique, affirmant ainsi une fois de plus son attachement à la paix, se déclare fidèle à sa politique de non-recours à la violence pour la solution des questions litigieuses, ainsi qu'aux engagements du Pacte de Paris du 27 août 1928.

« Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

« Signé : DOVGALEWSKI. »

(*L'Europe Nouvelle*, 3 décembre 1932.)

Cette lettre manifeste le désir du gouvernement soviétique de résoudre à l'amiable les litiges qui pourraient exister entre la Roumanie et la Russie, sans violence et dans l'esprit du pacte Briand-Kellogg. Cette déclaration a été faite à la suite de l'intervention du gouvernement français.

En ce qui concerne le délai de quatre mois, proposé par le gouvernement de Moscou, le parlement roumain a décliné l'offre. Quant aux termes sur lesquels le gouvernement soviétique prétend être d'accord avec M. Cadere, ainsi qu'au Protocole, nous ne pouvons que nous référer au rapport du 4 décembre 1932 adressé au ministère des Affaires étrangères roumain : « A aucun moment des pourparlers, les Soviets n'ont accepté l'expression de « différend » sans qualificatif.

« Les formules que les Soviets ont considérées comme acceptables ont été soit : « différends existants », soit « différends présents et futurs ». Jamais je n'ai donné à M. Litvinoff mon assentiment pour les formules citées plus haut et je n'ai jamais proposé un autre Protocole de signature que celui avec « différends » sans qualificatif,

protocole que M. Litvinoff n'a accepté qu'à la condition de faire ajouter les mots « existants » ou « présents et futurs ».

« L'affirmation prétendant que je suis tombé d'accord sur un protocole de signature est inexacte. » (*Monitorul oficial.*)

Aucun accord ne pouvait lier le gouvernement roumain, car M. Cadere négociait *ad referendum*.

III

LE PACTE DE NON-AGRESSION AVEC L'U. R. S. S. SIGNÉ A LONDRES LE 3 JUILLET 1933.

Grâce aux efforts de M. Titulesco, ministre des Affaires étrangères roumain, et de M. Politis, ministre de Grèce à Paris, et grâce à la bienveillance de M. Litvinoff, on a pu aboutir, après des discussions ardentes, à la conclusion d'un pacte sur la définition de l'agression.

Le 24 mai 1933, à Genève, à la commission générale de la Conférence du désarmement qui a été consacrée aux discussions sur la sécurité, M. Politis a présenté au nom de la délégation soviétique un rapport sur la définition de l'agresseur. Après de vives discussions on a voté le texte définitif tel qu'il était présenté par le délégué grec.

L'acte d'invasion constitue un acte d'agression indépendant de toute déclaration de guerre, et agression signifie acte de force contre le territoire d'une autre nation.

M. Titulesco « prit la balle au bond ».

« Très bien, déclara-t-il. Mais qu'est-ce que l'on entend par le territoire d'une autre nation ? » et la définition du territoire est donnée par M. Litvinoff :

« C'est le territoire sur lequel une nation exerce en fait son autorité. »

— D'accord, s'empressa de conclure M. Titulesco, comme la Roumanie exerce en fait son autorité sur la Bessarabie, toute prétention des Soviets sur ce territoire disparaît. » (Jean Marquès Rivière : *L'U. R. S. S. dans le monde*, Payot, p. 199.)

Le ministre des Affaires étrangères britannique a accepté lui aussi cette formule, en proposant d'inscrire dans la convention internationale de sécurité, actuellement en discussion, des sanctions précises relatives à la violation du pacte Briand-Kellogg.

Prenant comme point de départ cette définition du territoire d'un Etat, on a continué les discussions afin de lui donner une ampleur plus vaste.

La convention signée à Londres est conçue en ces termes :

« Les représentants des gouvernements...

« Désireux de renforcer la paix existante entre leurs pays ;

« Considérant que le pacte Briand-Kellogg dont ils sont signataires interdit toute agression ;

« Estimant nécessaire, dans l'intérêt de la sécurité générale, de définir de manière aussi précise que possible l'agression afin de prévenir tout prétexte pour sa justification ;

« Constatant que tous les Etats ont également droit à l'indépendance, à la sécurité, à la défense de leur territoire, et au libre développement de leurs institutions ;

« Animés du désir, dans l'intérêt de la paix générale, d'assurer à tous les peuples l'inviolabilité du territoire de leur pays ;

« Jugeant utile, dans l'intérêt de la paix générale, de

mettre en vigueur entre leurs pays des règles précises définissant l'agression, en attendant que ces dernières deviennent universelles,

« Ont décidé, dans ce but, de conclure la présente convention et ont dûment autorisé, à cet effet :.....

« Lesquels ont convenu des dispositions suivantes :

« Art. 1. — Chacune des hautes parties contractantes s'engage à accepter, dans ses rapports mutuels avec chacune des autres et à partir du jour de la mise en vigueur de la présente convention, la définition de l'agression telle qu'elle a été expliquée dans le rapport du Comité pour les questions de sécurité, en date du 24 mars 1933 (rapport Politis), à la Conférence pour la réduction et la limitation des armements, rapport fait à la suite de la proposition de la délégation soviétique.

« Art. 2. — En conséquence, sera reconnu comme agresseur dans un conflit international, sous réserve des accords en vigueur entre les parties en conflit, l'Etat qui le premier aura commis l'une des actions suivantes :

1^o Déclaration de guerre à un autre Etat ;

2^o Invasion par ses forces armées, même sans déclaration de guerre, du territoire d'un autre Etat.

« 3^o Attaque par ses forces terrestres, navales ou aériennes, même sans déclaration de guerre, du territoire, des navires, ou des aéronefs d'un autre Etat ;

« 4^o Blocus naval des côtes ou des ports d'un autre Etat ;

« 5^o Appui donné à des bandes armées qui, formées sur son territoire, auront envahi le territoire d'un autre Etat, ou refus, malgré la demande de l'Etat envahi, de prendre sur son propre territoire, toutes les mesures en son pou-

voir pour priver lesdites bandes de toute aide et protection.

« Art. 3. — Aucune considération d'ordre politique, militaire, économique ou autre, ne pourra servir d'excuse ou de justification à l'agression prévue par l'article 2.

« Art. 4. — La présente convention sera ratifiée par les hautes parties contractantes, conformément à la législation de chacune d'entre elles.

« Les instruments de ratification seront déposés par chacune des hautes parties contractantes auprès du gouvernement de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes.

« Aussitôt que les instruments de ratification auront été déposés par deux des hautes parties contractantes, la présente convention entrera en vigueur entre ces deux parties.

« Elle entrera en vigueur pour toutes les autres hautes parties contractantes à mesure que ces dernières déposeront à leur tour leurs instruments de ratification.

« Chaque dépôt des instruments de ratification sera immédiatement notifié par le gouvernement de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes à tous les signataires de la présente convention.

« Art. 5. — La présente convention a été signée en cinq exemplaires dont chacune des hautes parties contractantes a reçu un. En foi de quoi les plénipotentiaires énumérés ci-dessus, signent la présente convention et y ont apposé leur sceau. »

« Fait à Londres, le 3 juillet 1933.

(*L'Europe Nouvelle*, 29 juillet 1933.)

Par l'article 1^{er}, la définition de l'agression est admise par tous les Etats signataires.

Les discussions à l'article 2 de cette convention ont été d'une ampleur particulière, car M. Titulesco a voulu donner aux signataires toutes les garanties les plus sûres,

les plus complètes et les plus réelles de telle manière que la formule de l'agresseur ne fût plus ignorée et qu'un conflit ne pût échapper aux sanctions inscrites dans le pacte Briand-Kellogg.

Cette convention de Londres présente deux aspects importants, d'une part elle forme une collaboration plus étroite et plus sincère avec nos alliés, d'autre part elle constitue le premier acte diplomatique complet, multilatéral, international, d'une valeur incomparable dans les relations des pays signataires surtout quant à la définition de l'agression. Par l'extension de cette définition, l'U. R. S. S. s'engage solennellement à ne pas donner l'occasion de mener une action qui pourrait forcer à la modification du *statu quo* territorial actuel de l'Europe.

La Convention de Londres, avec son caractère régional, pacifique, non seulement a donné pour la première fois avec précision la définition de l'agression, mais a mis en même temps et pour toujours tout le territoire se trouvant aujourd'hui sous la domination roumaine, à l'abri de toute guerre ou de tout acte de violence.

Les traités des 3 et 4 juillet diffèrent des autres pactes de non-agression signés antérieurement :

1^o On stipule formellement dans le préambule que le pacte Briand-Kellogg interdit toute agression ;

2^o Pour la première fois la définition de l'agression est complète et précise ;

3^o Ils sont d'une durée illimitée ;

4^o Le terme « différend » n'existe plus ;

5^o Par la définition du territoire on a pu aboutir enfin à la reconnaissance de la part des Soviets de la souveraineté et de l'inviolabilité du territoire telles qu'elles sont inscrites dans l'article 10 du pacte de la Société des Nations.

LA SIGNATURE DU MÊME PACTE PAR LA PETITE ENTENTE.

Le 4 juillet 1933, la même convention a été signée par l'U. R. S. S. d'une part et par la Petite Entente et la Turquie d'autre part.

La cérémonie de la signature s'est déroulée à l'ambassade soviétique de Londres où M. Titulesco, ministre des Affaires étrangères roumain, M. Masaryk, représentant de la Tchécoslovaquie, et M. Djouric, représentant de la Yougoslavie, apposaient leurs signatures à côté de celles du représentant soviétique et du représentant de la Turquie.

La seconde convention ne diffère de la précédente que par la rédaction d'un nouvel article :

« Article 4. — La présente convention est ouverte à l'adhésion de toutes les autres nations. L'adhésion conférera les mêmes droits et imposera les mêmes obligations que la signature initiale. L'adhésion sera communiquée au gouvernement de l'U. R. S. S. ou bien au gouvernement turc. Le gouvernement qui aura reçu l'adhésion la communiquera aux autres signataires. » (*L'Europe Nouvelle*, 29 juillet 1933.)

« Par la clause d'adhésion, dit textuellement M. Litvinoff dans son allocution à l'occasion de la signature, on ouvre la voie vers l'universalité de la définition de l'agression. » (*Adevarul*, 6 juillet 1933.)

La Turquie s'est donc empressée de signer.

Les conséquences furent l'adhésion, le 23 juillet, de la Finlande, avec un peu de retard, car le gouvernement finlandais n'avait pu prendre une décision définitive le 3 juillet à cause des élections législatives.

Le caractère d'universalité du pacte lui donne une importance particulière. M. Titulesco, dans sa réponse à l'allocution de M. Litvinoff, a déclaré qu'il parlait au nom de la Petite Entente, et par là même cette entente juridique a contribué de façon spéciale à la signature du traité.

CHAPITRE VI

De la reprise des relations normales jusqu'à nos jours.

I

LA REPRISE DES RELATIONS NORMALES ENTRE LA ROUMANIE ET L'U. R. S. S.

La Petite Entente, dans les séances de la Conférence du 22 janvier 1934 à Zagreb, avait déjà trouvé que le temps était opportun pour que les Etats Membres reprissent les relations avec l'U. R. S. S. Par la définition de l'agression et celle du territoire à la Conférence de Londres de 1933, la Roumanie a gagné enfin la dernière manche en obtenant la reconnaissance « de fait » de la Bessarabie par le gouvernement de Moscou. M. Litvinoff a tiré toutes les conséquences de l'engagement qu'il a signé et qui découle de la définition de l'agression.

A son retour de Washington où il était allé pour signer à la fin de novembre 1933 les documents internationaux d'une importance capitale, touchant la reconnaissance du gouvernement soviétique par les Etats-Unis d'Amérique, il prit dans un discours prononcé à Rome une attitude ferme contre la révision des traités de paix, puis à Genève s'engagea, une fois de plus, dans cette voie pacifique et antirévissionniste.

Après la conférence de la Petite Entente de Zagreb,

un autre fait important se produisit : la signature, le 4 février 1934 à Athènes, du pacte balkanique entre la Roumanie, la Grèce, la Yougoslavie et la Turquie, pacte ayant pour but de maintenir « l'ordre territorial actuel des frontières balkaniques » (Marquès Rivière, *L'U. R. S. S. dans le monde*, Payot, 1930, Paris, p. 200.)

Les Soviets ont voulu « tisser une toile de pactes qui forme un réseau protecteur difficilement franchissable, pour le moment du moins », à ses frontières de l'Ouest. Cette toile de pacte est achevée par la reprise des relations entre la Roumanie et l'U. R. S. S. (*Ibid.*)

Les négociations de Genève à l'occasion de la Conférence du désarmement ont abouti à la reprise des relations normales entre la Roumanie et l'U. R. S. S.

Dans la politique extérieure de la Roumanie, la date du 9 juin 1934 marque une nouvelle ère. Grâce aux efforts du ministre des Affaires étrangères, M. Titulesco, la reprise des relations est un fait accompli.

Dans un appartement de l'hôtel des Bergues à Genève, le 9 juin 1934, M. Titulesco a eu des échanges de vue avec le commissaire des Affaires étrangères de l'U. R. S. S. M. Litvinoff, le ministre des Affaires étrangères de la Tchécoslovaquie, M. Benès, le ministre des Affaires étrangères de la Yougoslavie, M. Jeftici, le ministre de Tchécoslovaquie à Genève, M. Kunzl-Jiverskz, le ministre de Yougoslavie à Genève, M. Fotici, et notre ministre à Genève, M. Antoniadé.

On a abouti à la signature des actes nécessaires entre la Roumanie, la Tchécoslovaquie et l'U. R. S. S.

Le gouvernement de Belgrade a résolu d'appliquer, au moment opportun, la décision du Conseil permanent de la Petite Entente du 22 janvier 1934.

Les initiatives des deux ministres, M. Titulesco et M. Litvinoff, furent simultanées.

Les lettres écrites en même temps sont conçues en ces termes :

« Genève, le 4 juin 1934.

« MONSIEUR LE COMMISSAIRE DU PEUPLE,

« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit :

« A la conférence de la Petite Entente de Zagreb, le 22 janvier 1934, les trois ministres des Affaires étrangères ont décidé entre eux qu'il serait opportun que les trois Etats de la Petite Entente reprennent les relations diplomatiques normales avec l'U. R. S. S. dès que les conditions diplomatiques et politiques nécessaires seront réunies.

« A la suite de nos conversations avec vous, M. le Commissaire du peuple, au début de juin, le Conseil permanent de la Petite Entente a constaté à Genève que les conditions politiques et diplomatiques permettent maintenant à chacun des Etats Membres de la Petite Entente d'agir conformément à la résolution de Zagreb au moment opportun.

« Vu ce qui précède, je suis heureux de vous informer que, comme résultat de nos conversations, le gouvernement royal de Roumanie a décidé d'établir des relations diplomatiques normales avec le gouvernement de l'U. R. S. S. et de procéder à la nomination d'un Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

« J'ai la ferme conviction que les relations ainsi établies resteront toujours normales et amicales et que nos nations

continueront de coopérer pour leur plus grand bien réciproque, au maintien de la paix de monde.

« Veuillez agréer, Monsieur le Commissaire du peuple, l'assurance de ma plus haute considération.

« Signé : TITULESCO. »

Lettre de M. Litvinof à M. Titulesco :

Genève, le 9 juin 1934.

« MONSIEUR LE MINISTRE,

« Je suis heureux de vous informer que, comme résultat de nos conversations, le gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes a décidé d'établir des relations diplomatiques normales avec le gouvernement royal de Roumanie et de procéder à la nomination d'un envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

« J'ai la ferme conviction que les relations ainsi établies resteront pour toujours normales et amicales et que nos nations continueront de coopérer pour leur plus grand bien réciproque au maintien de la paix du monde.

« Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

« Signé : LITVINOFF. »

Voici la note identique échangée entre M. Titulesco et M. Litvinoff :

Genève, le 9 juin 1934.

« MONSIEUR LE MINISTRE,

« Par les lettres que nous avons échangées le 9 juin 1934, des relations diplomatiques régulières ont été éta-

blies entre nos deux pays. Pour que ces relations puissent se développer d'une manière normale dans le sens d'un rapprochement toujours plus grand et d'une amitié réelle et durable, j'ai l'honneur de confirmer l'accord qui suit :

« Les gouvernements de nos deux pays se garantissent mutuellement le plein et entier respect de la souveraineté de chacun de nos Etats et l'abstention de toute immixtion directe ou indirecte dans les affaires intérieures et dans le développement de chacun d'eux, notamment de toute agitation, propagande et de toute espèce d'intervention ou bien du soutien de celles-ci.

« Ils s'engagent, en outre, à ne créer ni à soutenir ou à autoriser le séjour sur leur territoire des organisations se proposant pour but la lutte armée contre l'autre Etat, ou bien attentant à nos régimes politique ou social par la force ou bien incitant à des actes de terrorisme, préparant de tels actes contre ses représentants officiels, ainsi que des organisations s'attribuant le rôle de gouvernement de l'autre Etat ou d'une partie de son territoire.

« De même, ils s'engagent à interdire le recrutement ainsi que l'entrée de leur territoire et le transit par leur territoire de forces armées, d'armes, de munitions, d'équipements; et de toute espèce de matériel militaire destiné à ces organisations.

« Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération. »

Signatures... (*Viata Basarabiei*, n^{os} 7 et 8, 1934.)

Nous signalons dans le texte de cette dernière lettre que « les gouvernements de nos deux pays se garantissent mutuellement le plein et entier respect de la souveraineté de chacun de nos Etats », cela signifie que nous avons ob-

tenu de la part du gouvernement soviétique une évolution du principe compris dans la définition de la souveraineté territoriale, telle qu'elle était établie à Londres.

L'immixtion dans les affaires intérieures est interdite formellement.

Peut-être sera-ce la fin de toutes les incursions des bandes armées sur le territoire de la Bessarabie.

Le 11 juin 1934, les membres du gouvernement roumain ont approuvé au Conseil des ministres, après l'exposé du sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Savel Radulesco, toutes les négociations poursuivies par M. Titulesco à Genève.

Les premières conséquences pratiques ont été la reprise immédiate des communications télégraphiques avec Moscou.

Le Conseil de la Petite Entente, dans ses séances du 18 au 20 juin à Bucarest, a pris acte de la reprise des relations diplomatiques avec l'U. R. S. S. d'une part et de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie d'autre part.

M. Jeftici, ministre des Affaires étrangères du gouvernement yougoslave a, comme nous le savons, reporté la décision à une date ultérieure. Mais jusqu'aujourd'hui, la reprise des relations ne s'est pas encore produite ; le roi Alexandre de Yougoslavie était d'ailleurs hostile à la reconnaissance des Soviets. La décision de la Yougoslavie n'a pas relâché les liens de solidarité inaltérables des Etats de la Petite Entente.

Le Conseil permanent de la Petite Entente s'était prononcé le 14 septembre 1934 en faveur de l'admission de l'U. R. S. S. à la Société des Nations.

Le 19 septembre 1934, l'U. R. S. S. est accueillie par la Société des Nations.

Elle termine ainsi le cycle de pactes et d'accords de non-agression avec tous les Etats limitrophes. Au commencement de décembre arrive à Bucarest le premier ministre plénipotentiaire de l'U. R. S. S., M. Ostrowski, ancien consul général des Soviets à Paris.

La Roumanie à son tour a choisi M. Ciuntu, ancien envoyé auprès du gouvernement d'Angora, comme représentant de notre gouvernement à Moscou.

II

Les faits les plus importants qui se sont déroulés après la reprise officielle des relations entre les deux pays, constituent un chapitre assez riche pour un laps de temps assez court.

Les principaux sont : 1^o la restitution de quelques objets de notre trésor à Moscou. La quantité d'objets restitués ne signifie matériellement presque rien, elle forme un symbole et manifeste les bonnes intentions du gouvernement soviétique à l'égard de la Roumanie.

Le 14 décembre 1934, le ministre Ostrowsky, accompagné du premier secrétaire à la légation soviétique de Bucarest, M. Glükmann, s'est présenté au ministère des Affaires étrangères roumain, remettant au ministre, un mètre étalon, un kilogramme étalon et neuf thermomètres de grande précision.

A cette occasion, le ministre a prononcé une petite allocution déclarant que cela constituait un signe symbolique de bonne amitié entre l'U. R. S. S. et la Roumanie.

2^o La donation de l'église russe de Bucarest au gouvernement roumain. Il y a à Bucarest une toute petite église russe qui appartenait auparavant au gouvernement

tzariste. A la suite des négociations entre MM. Titulesco et Litvinoff à Genève, le gouvernement soviétique l'a donnée à l'Etat roumain.

3^o Les prisonniers. La question des échanges des prisonniers, qui a donné l'occasion à maintes négociations dont la plus importante fut celle de Copenhague en 1920, a été résolue d'une manière définitive. Tout prisonnier qui désirait entrer en Roumanie devait s'adresser directement soit à la légation roumaine de Moscou, soit au ministère des Affaires étrangères roumain.

A la suite de maintes demandes, des mesures ont été prises pour permettre de résoudre rapidement toutes les questions de rapatriement en Roumanie. Il faut savoir que depuis 1917 il y avait encore dans diverses parties de l'U. R. S. S. des prisonniers roumains qui ignoraient complètement le sort de leur pays d'origine.

La question des prisonniers ne se posait que pour les Roumains, car les prisonniers russes n'avaient été qu'en petite quantité en Roumanie ; d'ailleurs, la majorité n'est pas retournée dans son pays à cause de son attachement à l'ancien régime.

III

LA CONFÉRENCE FERROVIAIRE SOVIÉTO-ROUMAINE DE MOSCOU. (Janvier-février 1935.)

Dès que les relations avec la Roumanie eurent été reprises, le ministre plénipotentiaire de l'U. R. S. S., M. Ostrowsky, s'intéressa surtout au rétablissement immédiat des transports ferroviaires.

La première conférence ferroviaire russo-roumaine a eu

lieu au commencement de 1935. Avant cette conférence, des délégués roumains et soviétiques s'étaient réunis à Tighina pour discuter sur la réparation du pont sur le Dniester, la décision définitive ayant été prise à l'occasion de la conférence de Moscou. Le Président de la conférence ferroviaire, chef du bureau des communications internationales du commissariat du peuple pour les communications, M. P. Kirsanoff, fit après la conférence, une déclaration à la presse : « La grande importance économique, a-t-il dit notamment après avoir montré le but de la conférence, qu'a l'établissement des communications directes est évidente. Elles rendent possibles non seulement le développement du trafic des marchandises et des voyageurs entre l'U. R. S. S. et la Roumanie, mais aussi celui des transports de transit par l'Union soviétique et la Roumanie à destination d'autres pays. En particulier, le nouvel accord ouvrira une voie par le sud aux marchandises et aux voyageurs se rendant dans l'U. R. S. S., en Hongrie, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, en Albanie, en Yougoslavie, en Autriche et ensuite en Italie et dans le Midi de la France. D'autre part, les marchandises et les voyageurs pourront ainsi se rendre par le chemin le plus court en Perse et en Afghanistan. » (*Journal de Moscou*, février 1935.)

On tente de discuter en même temps la navigabilité sur le Dniester mais sans aucun résultat.

La question de l'échange de revues et de livres se pose aussi, et au mois de juin 1935, les archives roumaines, comprises dans mille caisses, sont arrivées par le bateau *Principesa Maria* à Constantza.

Comme suite à la conférence de février 1935, une autre conférence a eu lieu au mois de juillet.

LA CONFÉRENCE FERROVIAIRE SOVIÉTO-ROUMAINE D'ODESSA.
(Juillet 1935.)

Après la conférence de Moscou de février de la même année, où on a décidé en premier lieu de reconstruire le pont sur le Dniester en face de Tighina, une nouvelle conférence ferroviaire a eu lieu, le 7 juillet 1935, à Odessa, ayant pour but d'établir une communication directe entre la Roumanie et l'U. R. S. S. ; elle mettait au point la question de la reprise normale des transports ferroviaires.

Après le rétablissement des relations politiques entre les deux pays, il était tout naturel qu'on reprît également les rapports économiques et financiers, après un laps de temps de plus de dix-sept ans, car cette situation n'était nullement avantageuse ni pour nous, ni pour nos voisins de l'Est.

L'absence de communications dans cette région était un mal, auquel il fallait mettre un terme sans délai.

L'organe du commissariat du peuple des voies de communications, *Goudok*, s'exprimait en ces termes avant la conférence au sujet de la jonction des réseaux soviétiques et roumains : « L'établissement d'une communication directe entre les chemins de fer soviétiques et roumains a une grande importance politique et économique, »

« Et il faut aussi considérer qu'une nouvelle relation s'ouvre ainsi entre l'U. R. S. S. et l'Europe Centrale et Occidentale », et plus loin : « le rétablissement d'une relation directe avec la Roumanie permettra en outre à l'U. R. S. S. d'établir des relations commerciales rapides (en transit par la Roumanie) avec d'autres pays balkaniques,

Bulgarie, Grèce, Turquie. Ce rétablissement pourra rendre plus efficace et plus étroit le rapprochement politique qui se dessine entre l'U. R. S. S. et les pays d'entente balkanique. Il y a tout lieu d'espérer qu'après le rétablissement des communications directes avec la Roumanie, un accord ferroviaire général sera conclu avec les pays balkaniques, en vue de l'établissement d'une communication directe entre l'U. R. S. S. et ces pays avec transit par la Roumanie. »

Le 6 juillet, la délégation roumaine composée de neuf experts sous la conduite de M. Tabacovici, président du conseil d'administration du chemin de fer roumain, était arrivée à Odessa.

La délégation russe était formée de MM. Roudy, Zorin et Mihailov.

Le 7 juillet 1935, à onze heures du matin, la seconde conférence s'ouvre, à la suite de la proposition du délégué roumain, sous la présidence du premier délégué russe, M. Roudy. Après l'échange des paroles de bienvenue, la conférence a résolu tous les problèmes relatifs à l'établissement des tarifs pour les marchandises et les voyageurs et a adopté les dispositions nécessaires à la réglementation des comptes aux transports internationaux.

En outre, a été établi un accord sur le transit des marchandises, voyageurs et bagages par les gares de Tiraspol et Tighina et enfin un dernier accord d'exploitation en commun des wagons de marchandises et des locomotives.

Un horaire a été aussi établi pour les trains de voyageurs en conformité avec l'horaire russe.

La date de l'entrée en vigueur de l'accord sur le rétablissement de communications ferroviaires directes entre

Tiraspol et Tighina devait être considérée comme date de la reprise du service direct.

Pendant les séances de la commission a régné une très bonne entente permettant d'aboutir en un temps très court à un accord satisfaisant. Le délégué roumain a déclaré d'ailleurs, dès l'ouverture de la conférence, que le gouvernement roumain a ratifié les accords au sujet d'une communication directe et du rétablissement du pont du Dniester signés à Moscou au mois de février 1935, facilitant ainsi les travaux des commissions.

Nous voyons que la conférence d'Odessa, bien qu'elle fût réunie uniquement pour rétablir les communications normales entre les deux pays, a eu comme conséquence directe d'ouvrir la voie aux accords économiques et commerciaux de février 1936.

Les avantages du fonctionnement des chemins de fer étaient de permettre, en premier lieu, d'échanger les produits nécessaires entre les deux pays et de permettre, de plus, d'assurer le transit terrestre, qui en matière de communications présente une très grande importance.

En second lieu, devaient se développer également les relations touristiques entre la Roumanie et la Russie, car elles ne pouvaient plus s'ignorer; en effet, le tourisme a pris aujourd'hui un développement considérable.

La reprise des communications ferroviaires fait partie intégrante du programme général de normalisation des rapports entre la Roumanie et l'U. R. S. S., qui ont commencé sous de bons auspices.

Le 18 octobre 1935, pour la première fois depuis 1918, un train a passé sur le pont reconstruit récemment sur le Dniester, vis-à-vis de Tiraspol. La Roumanie ayant remplacé en Bessarabie l'écart des rails adopté en Russie par celui

de l'Europe occidentale, le pont est aménagé pour le passage des trains russes et des trains roumains, le transbordement se faisant aux gares frontières de Tighina et Tiraspol.

En avril 1936, on a décidé de tenir chaque mois, soit sur le territoire roumain à Tighina, soit sur le territoire russe à Tiraspol ou Odessa, une conférence technique ferroviaire en vue du bon fonctionnement.

IV

LES DISCUSSIONS AU PARLEMENT ROUMAIN AU SUJET DES RELATIONS AVEC L'U. R. S. S.

Le 5 octobre 1935, M. Georges Bratiano dépose sur le bureau de la Chambre roumaine une demande d'interpellation adressée au ministre des Affaires étrangères, au sujet d'une convention concernant le passage des troupes soviétiques sur le territoire roumain, passage dont il avait été question dans la presse étrangère, ainsi que les répercussions sur la Roumanie des pactes d'assistance mutuelle franco-soviétique et tchéco-soviétique.

Dix jours après, le ministère des Affaires étrangères communique :

« Les nouvelles selon lesquelles il aurait existé ou il existerait entre la Roumanie et l'U. R. S. S. des négociations concernant le passage des armées soviétiques par le territoire roumain, sont dénuées de tout fondement.

« Ces nouvelles font partie d'une action systématique menée par certains milieux étrangers, afin de déterminer un changement de la politique actuelle de la Roumanie, ainsi que d'altérer ses bons rapports avec l'U. R. S. S., rap-

ports dont le maintien doit constituer un des buts essentiels de la politique extérieure de la Roumanie.

« Quant à un pacte d'assistance entre la Roumanie et l'U. R. S. S. il n'a pas fait non plus l'objet de négociations entre les deux gouvernements.

« En conséquence, le ministère des Affaires étrangères n'a pas d'autre communication à faire à ce sujet. » (*Universul*, 17 octobre 1935.)

Cette réponse est considérée comme insuffisante par l'interpellateur qui dépose, le 26 novembre, une nouvelle demande d'interpellation.

Le ministre des Affaires étrangères, M. Titulesco, profite de l'occasion pour mettre en lumière devant l'opinion publique que le Parlement roumain, à l'exception de petits groupes, donne adhésion à cette politique du rapprochement avec la Russie soviétique.

L'interpellation qui lui était adressée l'accuse d'avoir négocié avec les Soviets le passage de troupes sur le territoire roumain en vue de l'exécution des obligations découlant du pacte avec la Tchécoslovaquie, pacte-annexe au traité franco-soviétique.

Quant au pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique et tchéco-soviétique, M. Titulesco fait une analyse de ces accords en démontrant: 1° que la Roumanie n'a jamais négocié en vue de la conclusion d'un pacte d'assistance mutuelle roumano-soviétique, qui permettrait éventuellement le passage des troupes soviétiques à travers la Roumanie; 2° que les pactes franco-soviétique et tchéco-soviétique ne portent aucune atteinte au système d'alliances de la Roumanie.

M. Titulesco affirme ne pas avoir entamé de négociations avec l'U. R. S. S. concernant un traité d'assistance mu-

tuelle. Il ne sait pas si un tel pacte sera jamais conclu.

« Aucun Etat étranger, dit-il plus loin, ne peut de bonne foi considérer comme dirigés contre lui et surtout comme une tendance d'encerclement les efforts faits par la Roumanie pour gagner l'amitié d'un pays dont le territoire est égal à la sixième partie de la planète et qui a une population de 170 millions d'âmes, alors surtout que ce pays est le voisin de la Roumanie.

« Il s'agit là d'un commandement de la géographie, je dirais même de l'histoire qui n'a jamais enregistré une seule guerre entre le peuple roumain et le peuple russe.

« Mais la Roumanie doit éviter la guerre avec tous les autres pays sans exception....

« ... Mais pour que la mission pacifique de la Roumanie réussisse, dans une des régions les plus troubles de l'Europe, rappelons-nous l'enseignement des grands dirigeants de notre politique étrangère, dont il m'appartient aujourd'hui de connaître à mon tour les soucis et de poursuivre les efforts, sans oublier jamais que pour bâtir solidement il importe d'asseoir, à la base de toutes nos entreprises, la devise même dont est sortie la grande Roumanie : la paix à l'Est, la paix sur le Dniester ! » (*Débats parlementaires roumains*, décembre 1935.)

En ce qui concerne le pacte d'assistance mutuelle entre la Roumanie et l'U. R. S. S., le gouvernement roumain ne le conclura qu'au moment opportun et dans le cadre de la Société des Nations et pour la lutte contre la guerre et le maintien de la Paix.

Ces discussions ont donné lieu en Roumanie à mainte interpellation.

Les grands partis politiques roumains, national-paysan

et national-libéral, ont été et sont d'accord sur la politique de rapprochement avec la Russie soviétique.

V

LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'U. R. S. S. ET LA ROUMANIE.

Signature du traité de commerce, 15 février 1936.

Les négociations engagées entre les gouvernements soviétique et roumain pour aboutir à un accord commercial ont été très longues et très laborieuses. Depuis dix-huit ans nous n'avons pas eu de relations économiques avec l'U. R. S. S. Les conversations ont été poursuivies pendant plus de six mois, car il y avait à écarter des difficultés de deux ordres : les unes concernant les circonstances générales du commerce international connues par tout le monde, telles que : déséquilibre d'échange, monopole des devises, contingentement ; les autres touchant l'organisation spéciale du commerce extérieur soviétique, car le régime communiste s'opposait au régime capitaliste roumain. Le monopole d'Etat qui caractérise le régime soviétique, alors qu'en Roumanie règne un régime plus souple, empêchait le mécanisme d'échange entre les deux Etats de fonctionner.

Il fallait donc chercher et trouver un moyen de contenter les deux parties.

L'accord commercial achevé a été signé à Bucarest le 15 février 1936 par le ministre du Commerce et de l'Industrie roumain, M. Costinesco et le ministre plénipotentiaire, M. Ostrowsky.

Il est ainsi conçu :

« Afin de contribuer au développement des relations économiques entre l'U. R. S. S. et la Roumanie et pour faciliter le commerce entre ces deux pays, les gouvernements de l'U. R. S. et de Roumanie, d'un commun accord, sont convenus de ce qui suit :

« ART. 1^{er}. — Les sommes en lei que l'Union ou ses organisations économiques, commerciales et financières, récupéreront respectivement de la vente de leurs marchandises en Roumanie, du tourisme, ainsi que les recettes d'autres natures en lei, — celles-ci pouvant atteindre 10 % du montant total des rentrées revenant à l'Union ou à ses organisations économiques, commerciales et financières, — seront versées à la Banque nationale de Roumanie à un compte ouvert au nom de la Banque d'Etat de l'U. R. S. S.

« Les stipulations du présent article ne s'appliquent pas aux sommes provenant de la vente des immeubles appartenant à l'U. R. S. S. sur le territoire roumain.

« ART. 2. — La Banque d'Etat de l'U. R. S. S., ou son délégué mandaté, feront libre usage des sommes déposées à ce compte sans restriction et sans autorisation spéciale, pour le paiement des marchandises achetées en Roumanie par l'Union soviétique ou ses organisations économiques, commerciales et financières, et destinées à l'exportation en U. R. S. S.

« Il est bien entendu qu'on ne pourra exporter en U. R. S. S. que les marchandises dont l'exportation n'est pas interdite par des dispositions légales d'ordre général.

« ART. 3. — Conformément à l'article 1^{er} du présent

accord, les paiements pour les marchandises d'origine soviétique vendues ou livrées, ainsi que les paiements de toute autre nature, seront effectués par des versements au compte de la Banque d'Etat de l'U. R. S. S. sans restriction et sans autorisation spéciale.

« ART. 4. — Les marchandises roumaines destinées à être exportées en U. R. S. S. et dont l'exportation n'est pas interdite par des dispositions légales d'ordre général, seront exportées conformément aux stipulations du présent accord, sans permis d'exportation, pour autant qu'il y ait un disponible à la Banque Nationale de Roumanie en faveur de l'U. R. S. S..

« ART. 5. — Le gouvernement roumain s'engage à fixer et à appliquer le régime des contingentements établis ou à établir de manière à placer les produits de l'U. R. S. S. dans une position au moins aussi favorable que les produits similaires de tout autre pays.

ART. 6. — Si à l'expiration du présent accord il résulte un solde à la Banque Nationale de Roumanie, dans le compte prévu à l'article 1^{er}, ci-dessus, il sera liquidé jusqu'à son épuisement, en conformité des dispositions qui précèdent.

« ART. 7. — Le présent accord entrera en vigueur quinze jours après la date de sa signature, il demeurera obligatoire pendant neuf mois à partir du jour de sa mise en vigueur. S'il n'a pas été dénoncé un mois avant son expiration, il sera considéré prorogé par tacite reconduction, avec la faculté pour les deux autres parties contractantes de le dénoncer à tout moment, avec un préavis d'un mois.

« Fait à Bucarest, le 15 février 1936. »

Et le protocole :

« Au moment de procéder à la signature de l'Accord des paiements, conclu en date de ce jour, entre le royaume de Roumanie et l'U. R. S. S., les plénipotentiaires soussignés ont convenu ce qui suit :

« A. Pendant toute la durée de l'Accord des paiements, signé entre le royaume de Roumanie et l'U. R. S. S., les produits du sol et de l'industrie d'origine et de provenance roumaine, bénéficieront à leur entrée sur le territoire de l'Union des mêmes droits et privilèges que les produits similaires de tout autre pays.

« De même les produits du sol et de l'industrie d'origine et de provenance de l'Union, bénéficieront à leur entrée sur le territoire de la Roumanie, des mêmes droits et avantages que les produits similaires de tout autre pays.

« Le régime de la nation la plus favorisée sera réservé aux produits du sol et de l'industrie des deux hautes parties contractantes en ce qui concerne :

« 1^o Les droits de douanes, les taxes et les impôts perçus à l'entrée des produits de l'une des hautes parties contractantes sur le territoire de l'autre ;

« 2^o Les formalités auxquelles sont soumis ces produits ;

« 3^o Tous autres droits et avantages dont bénéficieront les produits de tout autre pays.

« B. Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'applique pas en ce qui concerne :

« a) Les faveurs spéciales qui ont été ou seront accordées aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière :

« b) Le régime que l'Union a accordé ou pourrait accorder à la Lithuanie, à la Lettonie et à l'Esthonie, ainsi qu'aux pays continentaux d'Asie, limitrophes de l'Union ;

« c) Le présent protocole fait partie intégrante de l'accord de paiement entre la Roumanie et l'U. R. S. S. signé aujourd'hui, et suit son sort.

« Fait à Bucarest, le 15 février 1936.

« Signé COSTINESCO, M. OSTROWSKI. »

(*Curentul*, 17 février 1936.)

L'accord, nous le voyons, est composé de deux parties, la première règle les conditions de paiements entre la Roumanie et la Russie soviétique.

On sait d'ailleurs que le Conseil des commissaires du peuple de l'U. R. S. S. par une décision du 16 janvier 1936 avait interdit les exportations de l'U. R. S. S. dans les pays qui ne lui assuraient pas la possibilité de disposer librement des sommes représentant le montant des ventes des marchandises soviétiques exportées, pour payer les importations.

Plus tard, après la signature de l'accord des paiements, le commissaire du peuple au Commerce extérieur, M. Rosenholtz, a pris, par dérogation aux instructions antérieures, un arrêté qui stipule que la décision du Conseil des commissaires du peuple de l'U. R. S. S. du 16 janvier 1936 ne serait plus appliquée dans les relations entre l'U. R. S. S. et la Roumanie. A partir du mois de mars 1936, les organisations spécialisées dans le commerce extérieur pouvaient exporter les marchandises soviétiques en Roumanie conformément aux clauses de l'accord conclu le 15 février 1936.

En ce moment d'ailleurs, existait déjà en Roumanie un régime de restriction réglementant la sortie des devises ; aussi l'exportation de l'U. R. S. S. en Roumanie devait-elle rester sans aucun résultat. L'accord établissait les conditions nécessaires pour entreprendre un commerce d'exportation soviétique en Roumanie et par conséquent pour permettre à l'U. R. S. S. de faire des achats chez nous.

Le principe choisi est celui de la compensation qui est le plus commode, car il évite les inconvénients produits par les soldes déficitaires de la balance commerciale.

On emploiera le système dit du « troc » adapté aux besoins modernes ; les exportations du côté roumain seront strictement limitées aux importations de l'U. R. S. S.

Les paiements sont établis sur le principe de l'entière liberté pour l'U. R. S. S. de disposer pour ses dépenses et achats en Roumanie de toutes sommes reçues en monnaie roumaine.

La seconde partie est constituée par un protocole établissant le principe de la nation la plus favorisée.

On s'est maintes fois demandé quels devaient être les produits qui pouvaient être échangés entre les deux pays, car les exportations roumaines correspondent en majeure partie aux exportations soviétiques. La Roumanie pouvait devenir un débouché assez important pour les machines agricoles et produits chimiques soviétiques, tandis que l'U. R. S. S. pouvait acheter chez nous, cuir, laine, peau, vin, etc...

Le rétablissement des voies ferrées contribuera dans une grande mesure, au développement économique. De nos jours tout retard apporté dans les relations commerciales se solde par des pertes considérables, et par cela

même la reprise des relations ferroviaires apportera un grand et fort avantage à la vie économique.

Cet accord commercial combiné avec les accords ferroviaires de Moscou et d'Odessa ouvre de vastes perspectives au transit soviétique par la Roumanie en Europe centrale et dans les pays Balkaniques ainsi qu'au transit roumain vers les pays baltes ; notre province de Bessarabie en profitera en premier lieu, se trouvant dans le voisinage immédiat de la Russie.

Si la navigabilité sur le Dniester est une fois réglementée d'une façon définitive, nous sommes sûrs que les relations économiques prendront une grande importance dans ce coin de l'Europe.

CONCLUSION

Avant le traité de Versailles, nos relations diplomatiques avec la Russie avaient été déjà rompues ; dès lors des pourparlers se sont suivis soit à Copenhague et à Varsovie, soit à Lausanne, à Tiraspol et à Vienne, tous ayant pour but la reprise des rapports normaux avec les Soviets.

La signature du protocole Litvinoff en 1929, les négociations sans résultat de Riga en 1932 et enfin la signature de la définition de l'agression à Londres en 1933, ont ouvert la voie à la reprise des relations normales, après plus de seize ans.

Le problème de la Bessarabie explique la froideur qui dura si longtemps entre la Roumanie et l'U. R. S. S.

Dans la question bessarabienne, les Etats européens ont apporté une complète clarté juridique. Le traité de Paris de 1920 suivi de la ratification des grandes puissances signataires, fut l'acte diplomatique international le plus important.

Pour nous, Roumains, la question de la Bessarabie était une question close dès le moment de son annexion à la mère-patrie, proclamée par le *Sfatul Tarii* en 1918.

L'U. R. S. S. ne céda qu'en 1933 à l'occasion de la définition de l'agression à Londres. La question litigieuse de la Bessarabie put donc être tranchée d'une manière définitive à cette occasion.

L'U. R. S. S., en admettant les définitions de l'agression

et du territoire, admettait implicitement l'organisation de l'Europe dans ses frontières actuelles.

C'est ainsi qu'elle a repris en juin 1934 les relations avec la Roumanie.

Dans la politique extérieure soviétique, on a pu observer, depuis plus de dix-sept ans une grande évolution : au commencement, immédiatement après la Révolution de 1917, hostilité envers la Société des Nations, par la suite, participation aux conférences internationales.

C'est ainsi que nous avons vu la Russie venir à Genève, devenir champion de la sécurité collective, se transformer en un mot, sur le plan diplomatique, en puissance conservatrice.

A l'heure présente, on observe donc un phénomène curieux : l'assouplissement de la doctrine communiste dans le monde. Le rapport déposé par Staline sur la nouvelle constitution nous en donne la preuve.

On peut constater que les chefs de la nouvelle Russie ont voulu défendre la révolution d'octobre et en assurer le développement et le triomphe.

L'U. R. S. S. est, nous le croyons, un pays qui n'a pas d'ambition territoriale.

D'ailleurs, l'idée directrice de sa politique extérieure a été résumée autrefois par Staline de la manière suivante : « Nous ne voulons point de terre étrangère, mais nous ne donnerons pas un pouce de notre territoire. » La Russie revient aux notions fondamentales et elle recherche l'appui de tous les pays désireux de paix pour établir un équilibre susceptible de tenir en respect tous les autres.

La politique roumaine de son côté est attachée à la politique de la Société des Nations, fondée sur la paix et le respect du *statu quo* européen.

La Roumanie recherche l'amitié de tout le monde.

Malgré la différence de régime politique, les intérêts communs qu'elles ont à défendre obligeront l'U. R. S. S. et la Roumanie à se donner un appui mutuel qui les mènera à une période de prospérité.

Les nombreuses années de séparation n'ont pas été pour servir les intérêts de nos deux pays.

Maintenant, il nous reste à réparer les torts du passé, à donner un nouvel essor aux relations économiques et à fonder tous les malentendus dans l'amitié et l'étroite entente de bon voisinage avec l'U. R. S. S.

On a parlé ces derniers temps d'un pacte d'assistance mutuelle entre l'U. R. S. S. et la Roumanie. Cette nouvelle fut démentie surtout par la Roumanie.

Nous savons que le but de ces pactes régionaux d'assistance mutuelle est d'obtenir que tous les pays d'une région quelconque qui pourraient être éventuellement attaqués puissent réagir ensemble sur le terrain militaire pour défendre leur territoire. Ils se sont presque tous réalisés dans le cadre de la Société des Nations.

Pourtant la Roumanie qui est attachée indissolublement à la Société des Nations n'a pas encore signé avec l'U. R. S. S. un pacte de ce genre.

Un tel pacte d'assistance mutuelle entre la Roumanie et l'U. R. S. S. n'est pas pour le moment tout à fait nécessaire, non pas parce que l'histoire nous a appris qu'il pourrait être dangereux pour notre pays, mais parce que la Roumanie ne le trouve pas opportun en ce moment.

La crainte des différents hommes politiques roumains à ce sujet n'était pas sans fondement. On craignait aussi le danger communiste. Nous, les Roumains, nous ne sommes

pas communistes et nous n'avons jamais partagé cette doctrine. car les paysans roumains, qui forment la majorité de la population de notre pays, sont fortement attachés à leur terre et à leur propriété.

Mais cela ne nous empêche pas d'avoir, en politique extérieure, des liens solides avec l'U. R. S. S., tels que M. Titulesco les a renoués, et de signer en temps opportun un pacte de ce genre.

Ce rapprochement de la Russie et de la Roumanie ne peut être que le meilleur moyen d'assurer à nos traités d'alliance leur plein rendement.

La Roumanie fait tout pour défendre son territoire par des moyens pacifiques et pour cette raison elle renforce la lutte pour la paix.

Elle cherche à établir et à maintenir des relations amicales avec tous les pays et surtout avec ceux qui donnent la preuve de leur sincérité pour le maintien de la paix, car la Roumanie ne connaît point d'ennemis ; ses seuls ennemis sont les ennemis de la paix.

Vu : *le Président de la Thèse,*
L. LE FUR.

Vu : *le Doyen,*
Edgard ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,
le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

AUTEURS.

- BOLDUR (ALEXANDRE). *La Bessarabie et les relations russo-roumaines*. Paris, 1927.
- BABEL (ANTONY). *La Bessarabie, étude historique, ethnographique et économique*. Paris, Alcan 1926.
- BRATIANO (GEORGES). *La Roumanie et l'U. R. S. S.* Bucarest, 1936.
- D^r CAZACO. *Moldova dintre Prut si Nistru*. 1812-1818, Iasi, Viata Romaniasca.
- D^r CAZACO. *Notes sur la Bessarabie*. Bucarest, 1926.
- CALMUSKI. *Relatiunile politice ale tarilor Romane cu Rusia*. Galati, 1911.
- DOBROVICI (GEORGES). *Istoricul dezvoltării economice si financiare a Romaniei si imprumturilor contractate*. 1823-1833. Bucarest, 1935.
- FISCHER (LOUIS). *Les Soviets dans les affaires mondiales*. Gallimard, Paris, 1933.
- FABRE (LUCE). *Russie*. 1927. Grasset, Paris, 1927.
- GRAUR (STEPHAN). *La Roumanie et le Tsarisme*. Paris, 1897.
- HURMUESCO. *Les questions roumaines du temps présent : La Bessarabie*. Paris, 1921.
- HUSARESCO (I. Z.). *Miscarea subversiva in Basarabia*. Chisinau, 1929.
- IORGA (N.). *Histoire des relations russo-roumaines*. Iassy, 1917.
- IORGA (N.). *La Bessarabie et l'œuvre des Roumains*.
- IORGA (N.). *La vérité sur le passé et le présent de la Bessarabie*. 1922.
- IURASCO (D.). *De l'influence russe dans les pays moldo-valaques depuis Koutchouk-Kainardji jusqu'à la paix de Bucarest*. Châteauroux, 1913.
- IONESCO (THOMAS). *La question roumaine*. Paris, 1919.
- KROUPENSKY et S. SCHMIDT. *L'occupation roumaine en Bessarabie*. Paris, 1919.
- KIRITESCO (C.). *Istoria Romanilor*. Bucarest, 1927.
- LAGARDE ERNEST. *La reconnaissance du gouvernement des Soviets*. Payot, Paris, 1924.
- LÉSCURE (JEAN). *Les origines de la Révolution russe. L'ancien régime et le problème social*. Paris, 1927.

- LE FUR (LOUIS). *Précis de Droit international*. Paris, 1933.
- LE FUR et CHKLAVER. *Recueil de textes de Droit international public*. Paris, Dalloz, 1934.
- MILIOUKOF (P.). *La politique extérieure des Soviets*. Giard, Paris, 1934.
- MARTENS. *Recueil de traités*.
- MILIOUKOF (P.), SEIGNOBOS et EISENMANN. *Histoire de Russie*. Paris, Leroux, 1932-1933.
- MANDESLTAM (ANDRÉ). *Politique extérieure*. Paris, 1934.
- NOLDE (BORRIS). *L'ancien régime et la Révolution russe*. Armand Colin, 1928.
- PELIVAN. *L'Union de la Bessarabie à la mère patrie la Roumanie*. Paris, 1919.
- PELIVAN. *Chronologie de la Bessarabie*. Paris, 1920.
- PELIVAN. *Les droits des Roumains sur la Bessarabie*. Paris, 1920.
- PLATONOV (S.). *Histoire de la Russie des origines à 1918*. Payot, Paris, 1929.
- PATRASCANU (D. D.). *In fata natiunii Bucurest*. 1925.
- POPA LISSEANU. *Bassarabia*, 1924. Bucarest.
- ROUSSET (ALBERT). *La Petite Entente*. Paris, Bossard, 1933.
- RIVIÈRE MARQUÈS (JEAN). *L'U. R. S. S. dans le monde*. Paris, Payot, 1935.
- ROLLIN (HENRY). *La Révolution Russe*. Paris, Delagrave, 1931.
- ROMASCAN (G. MIHAIL). *Tesaurul Romanesc de la Moscova, Cartea Romaniasca*. Bucarest, 1934.
- SASONOV. *Les années fatales (1910-1916)*. Payot, Paris, 1927.
- STURDZA (A.). *La diplomatie européenne et les pays roumains*. Paris, 1913.
- HENRY SÉE. *Evolution et Révolution*. Flammarion, Paris, 1929.
- TIBAL. *Cours d'Histoire diplomatique (1933-1934)*. (Dotation Carnegie.)
- TROTSKY. *Ma vie*. Rieder, Paris, 1930.
- TROTSKY. *La Révolution défigurée*. Rieder, Paris.
- TROTSKY. *Histoire de la Révolution russe*. 3 vol. Rieder, Paris, 1933-1934.
- TATARASCO (GEORGES). *Bessarabie et Moscou*. Bucarest, 1926.
- COMTE WITTE. *Mémoires (Souvenirs)*. Paris, Plon, 1921.
- XENOPOL. *L'histoire des Roumains*. Paris, 1886.

BROCHURES.

- Conférence de Lausanne, 1923, Ministère des Affaires étrangères français, tome I.
- Conférence économique internationale de Gênes, 1922. Procès-verbaux et documents relatifs à la question russe. Avril-mai 1922, Rome.
- Délégation bessarabienne. Les Roumains devant le Congrès de la Paix. La Question de la Bessarabie. Paris, septembre 1929.
- Déclarations faites par la délégation roumaine à la Conférence russo-roumaine de Vienne. 1924.

Regulament privitor la masurile si procedeile de intrebuintat pentru aplanarea conflictelor pe Nistru. Imprimeria Statului, Bucuresti, 1924.

REVUES.

Arhivele Basarabiei.
L'Europe Nouvelle.
Le Monde slave.
La Revue des Deux Mondes.
La Roumanie nouvelle.
Mercure de France.
Revue de Genève.
Revue politique et parlementaire.
Viata Basarabiei.
Viata Romaneasca.

JOURNAUX FRANÇAIS.

Le Figaro.
L'Humanité.
Le Temps.
Journal des Débats.
Journal officiel.
Journal de Moscou.

JOURNAUX ROUMAINS.

Adevarul.
Curentul.
Dimineata.
L'Indépendance roumaine.
Universul.
Monitorul oficial (Desbaterile parlamentare).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	I
CHAP. I ^{er} . — <i>Bref historique des relations russo-roumaines depuis Pierre le Grand jusqu'au traité de Versailles</i>	3
I. Du règne de Pierre le Grand jusqu'à l'Union....	3
II. L'Union de la Bessarabie à la mère-patrie.....	14
CHAP. II. — <i>De la Conférence de la Paix jusqu'aux conférences de Gênes et de La Haye</i>	25
I. La question de la Bessarabie à la Conférence de la Paix	25
II. Pourparlers de Copenhague, février 1920. Conférence de Varsovie. Traité de Paris du 28 octobre 1920.....	31
III. L'année 1921. Conversation sur la navigabilité du Dniester du mois de juillet 1921.....	48
CHAP. III. — <i>De 1922 jusqu'à la révolte de Tatar-Bunar</i> ...	57
I. Les questions russo-roumaines aux conférences de Gênes et de La Haye. Conférence du désarmement de Moscou, décembre 1922. Les Conférences préliminaires de Varsovie et de Reval	57
II. Conférences de Lausanne, 1922-1923. Les échanges de vues russo-roumaines à Montreux en 1923. Conférences de Tiraspol et signature de la convention relative à la sécurité et à la surveillance des frontières le 20 novembre 1923. La reconnaissance <i>de jure</i> du gouvernement soviétique par l'Angleterre et l'Italie.....	66
III. Conférence de Vienne du 27 mars au 2 avril 1924. Ratification par la France du traité du 28 octobre 1920.....	76

CHAP. IV. — <i>De 1924 jusqu'à la signature du pacte Briand-Kellogg</i>	88
I. Révolte de Tatar-Bunar. Les plus importantes séances des commissions mixtes.....	88
II. L'année 1925.....	90
III. Le traité de garantie entre la Pologne et la Roumanie. Le traité d'amitié entre la France et la Roumanie, 1926. Le traité d'amitié entre la Roumanie et l'Italie, 1926. Ratification par l'Italie du traité du 28 octobre 1920. La vente des bateaux russes par l'Etat roumain en 1928.....	92
CHAP. V. — <i>De 1928 jusqu'à la reprise des relations normales en 1934</i>	105
I. Le protocole de Moscou du 9 février 1929.....	105
II. Les pourparlers de Riga, 1932.....	117
III. Le pacte de non-agression avec l'U. R. S. S. signé à Londres le 3 juillet 1933.....	125
CHAP. VI. — <i>De la reprise des relations normales jusqu'à nos jours</i>	132
I. La reprise des relations normales entre la Roumanie et l'U. R. S. S., juin 1934.....	132
II. La restitution de quelques objets envoyés à Moscou. Donation de l'église russe de Bucarest au gouvernement roumain. Les prisonniers.....	138
III. Les conférences ferroviaires de Moscou et d'Odessa, 1935.....	139
IV. Les discussions au Parlement roumain au sujet des relations avec l'U. R. S. S.....	144
V. Les relations commerciales entre l'U. R. S. S. et la Roumanie. Signature du traité commercial, 15 février 1936.....	147
CONCLUSION	154
BIBLIOGRAPHIE	159
TABLE DES MATIÈRES.....	163

